



VOLUME 8

Images et stéréotypes. Perceptions franco-allemandes en temps de crise

Publié par la Fondation Heinrich Böll en coopération avec l'Institut allemand de politique étrangère (Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik, DGAP)

**IMAGES ET STÉRÉOTYPES.
PERCEPTIONS FRANCO-ALLEMANDES
EN TEMPS DE CRISE**

**HEINRICH BÖLL STIFTUNG
PUBLICATION DE LA COLLECTION EUROPÉENNE
VOLUME 8**

Images et stéréotypes. Perceptions franco-allemandes en temps de crise

Publié par la Fondation Heinrich Böll en coopération avec l'Institut allemand de politique étrangère (Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik, DGAP)



Cette publication est publiée sous une licence Creative Commons :

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/fr/> . Attribution — Vous devez créditer

l'Œuvre, intégrer un lien vers la licence et indiquer si des modifications ont été effectuées à l'Œuvre. Vous devez indiquer ces informations par tous les moyens raisonnables, sans toutefois suggérer que l'Offrant vous soutient ou soutient la façon dont vous avez utilisé son Œuvre. Pas d'Utilisation Commerciale — Vous n'êtes pas autorisé à faire un usage commercial de cette Œuvre, tout ou partie du matériel la composant. Pas de modifications — Dans le cas où vous effectuez un remix, que vous transformez, ou créez à partir du matériel composant l'Œuvre originale, vous n'êtes pas autorisé à distribuer ou mettre à disposition l'Œuvre modifiée.

Images et stéréotypes. Perceptions franco-allemandes en temps de crise

Volume 8 de la collection européenne (version française)

Publié par la Fondation Heinrich Böll en coopération avec l'Institut allemand de politique étrangère (Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik, DGAP)



DGAP

Deutsche Gesellschaft
für Auswärtige Politik e.V.

Conception et coordination scientifiques : Claire Demesmay, Christine Pütz

Relecture et correction : Marielle Roubach

Réalisation : feinkost Designnetzwerk (Sebastian Langer)

Imprimerie : Druckerei Arnold, Großbeeren

Photo de couverture : Stefan Lins, Young French love (flickr) (cc 2.0 by-nc, creativecommons.org/licenses/by-nc/2.0/) (Photo édité par S. Langer)

ISBN 978-3-86928-155-1

Fondation Heinrich Böll, 80 Quai Jemmapes, bâtiment F, 75010 Paris, France

Heinrich-Böll-Stiftung, Schumannstr. 8, 10117 Berlin, Allemagne

T +49 30 28534-0 **F** +49 30 28534-109 **E** buchversand@boell.de **W** www.boell.de

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	7
Résumés	9
Jens Althoff	
Remarque préliminaire	12
Claire Demesmay et Christine Pütz	
Au-delà des clichés. Introduction	14
MOTIFS	
Christine Pütz	
Puissance hégémonique ou nain politique : leitmotivs de l'Allemagne en Europe	18
Claire Demesmay	
Entre agacement et inquiétude : la France dans le jeu politique allemand	29
Une amitié en noir et blanc. Les relations franco-allemandes à travers des photos de presse	41
POLITIQUES	
Julie Hamann	
Entre ouverture et repli : perception comparée de la crise des réfugiés et du terrorisme	48
Henrik Uterwedde	
Egoïstes et réformistes : regards sur l'économie du voisin	57
Kathrin Glastra et Andreas Rüdinger	
En bonne compagnie : la transition énergétique allemande vue de France	68
IMAGES	
Michaela Wiegel	
Super maman allemande et mauvaise mère française : les rôles de femme et de mère chez la voisine	77
Albrecht Sonntag	
Vieux clichés et idées neuves : l'heureuse évolution des perceptions franco-allemandes dans le football	88
France et Allemagne dans les sondages actuels	98
Les auteurs	107

AVANT-PROPOS

L'histoire de la France et de l'Allemagne, c'est celle d'une relation passionnelle qui a scellé le sort du continent européen. Une série de guerres laissant derrière elles des millions de morts sur les champs de bataille – et une haine partagée. Soixante ans après le nouveau départ que s'est donné l'Europe, le partenariat franco-allemand reste l'axe central autour duquel se construit l'unité européenne : si Allemands et Français parviennent à s'accorder, les choses avancent ; mais s'ils sont en désaccord, l'intégration marque aussitôt le pas. Cela est d'autant plus vrai aujourd'hui, dans la situation critique où se trouve l'Union européenne (UE) depuis le référendum britannique.

Il suffit de regarder la relation franco-allemande des dernières années pour constater combien les divergences sont nombreuses. Comme l'a révélé avec force la crise de la dette qui a déferlé sur l'Europe, les deux pays ont des approches sensiblement différentes des questions économiques et financières. Dans le domaine énergétique, même si la France mise désormais moins sur le nucléaire que par le passé, leur terrain d'entente reste limité. Et dans la discussion sur la gestion des flux de réfugiés venus du Proche-Orient, les deux pays sont toujours largement divisés.

Même si Paris et Berlin cherchent à élaborer des solutions communes, parvenant toujours au final à des formules de compromis, le couple franco-allemand n'est pas en mesure, à l'heure actuelle, de relever les défis européens avec l'audace et la détermination qui pourtant s'imposeraient. Cette faiblesse se répercute directement sur la capacité d'action de l'UE, aujourd'hui fortement limitée. Sans doute les difficultés du couple franco-allemand ont-elles des causes plus profondes que les divergences d'opinion sur des questions politiques spécifiques. Le déséquilibre qui se manifeste dans la relation depuis l'unification de l'Allemagne y contribue lui aussi. Il ne se traduit pas uniquement en termes économiques, mais également en termes politiques. Alors que la France semble en proie à une certaine paralysie, l'Allemagne est devenue malgré elle la principale puissance européenne. La chute du mur de Berlin et l'élargissement de l'UE vers l'Est ont en effet placé la République fédérale au centre de l'Europe. Cette nouvelle architecture n'est pas sans conséquence pour la relation franco-allemande.

Dans ce contexte tendu, le présent ouvrage se consacre aux images que Français et Allemands ont les uns des autres. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, les vieux stéréotypes ne se sont pas dilués dans la coopération. Ils continuent à être bien présents, qu'ils s'expriment dans les discussions politiques ou dans les pages des journaux. Ainsi, dans le débat public français, il est difficile de ne pas remarquer une sensibilité particulière à l'égard de la domination réelle ou supposée de l'Allemagne. Et bien souvent, des approches différentes des questions économiques et politiques viennent se greffer sur les débats de fond, semant la confusion. Or, si Français et

Allemands connaissaient mieux les modes de perception de leur voisin, ils comprendraient davantage pourquoi il s'exprime et agit de telle ou telle manière. Cela aiderait Paris et Berlin à opérer un nouveau rapprochement. Cet ouvrage entend y contribuer.

Si l'on en croit les enquêtes d'opinion, les tensions franco-allemandes des dernières années n'empêchent pas la population des deux pays d'avoir majoritairement une bonne image de l'autre – et de considérer le pays voisin comme le partenaire le plus important en Europe. Mais, si l'on regarde ces résultats avec plus d'attention, on aperçoit des fissures. Ainsi, les Français sont beaucoup moins nombreux à estimer que la relation franco-allemande est équilibrée que les Allemands. Non seulement l'Allemagne a vu son rôle en Europe évoluer depuis la réunification, mais elle est aussi sortie renforcée économiquement de la crise de l'euro. Cette puissance suscite la méfiance et crée un malaise – pas seulement en France d'ailleurs. Apporter des réponses à ce déséquilibre est l'un des grands défis politiques pour l'avenir de notre continent. L'Europe a besoin d'un partenariat franco-allemand qui fonctionne, même si celui-ci ne doit pas être exclusif. Cela vaut plus encore pour une Union européenne sans le Royaume-Uni.

Un grand merci aux auteurs de cet ouvrage qui, grâce à leur biographie franco-allemande, ont su appréhender nos deux pays dans ce qu'ils ont à la fois de différent et de commun. Nous leur devons une analyse aussi utile que précieuse.

Ralf Fücks, *président de la Fondation Heinrich Böll à Berlin*

Dr. Christine Pütz, *responsable des questions liées à l'Union Européenne de la Fondation Heinrich Böll à Berlin*

Dr. Claire Demesmay, *directrice du programme franco-allemand à l'Institut allemand de politique étrangère (DGAP), Berlin*

RÉSUMÉS

Puissance hégémonique ou nain politique : leitmotivs de l'Allemagne en Europe –

Christine Pütz

En France, l'Allemagne a été critiquée pour sa politique d'austérité durant la crise de l'euro avec une dureté rarement égalée jusque-là. Ces critiques sont même allées jusqu'à faire référence aux stéréotypes des périodes les plus sombres de l'histoire allemande. Ce phénomène n'a rien de nouveau. A chaque fois que le rapport de forces entre les deux pays bascule et que les relations nécessitent un nouveau réajustement, le réflexe de la peur ancestrale de l'hégémonie allemande refait surface en France. Cela est d'autant plus manifeste que la politique extérieure et européenne allemande s'apprête à se débarrasser du rôle de nain politique qu'elle s'est elle-même attribué. Une meilleure connaissance du contexte pourrait aider les Allemands perplexes à mieux comprendre les réactions venant de leurs voisins français.

Entre agacement et inquiétude : la France dans le jeu politique allemand –

Clair Demesmay

Comment la France, sous la présidence de François Hollande, est-elle vue outre-Rhin ? Elle représente bel et bien un objet de discussion politique, qui renvoie au traditionnel clivage gauche-droite. En même temps, si les responsables politiques allemands utilisent parfois la France à des fins de politique intérieure, en particulier durant les périodes électorales, les gains qu'ils peuvent en tirer sont plus que limités. La plupart du temps, l'Hexagone est traité à la marge, en écho à des préoccupations allemandes. Surtout, il est appréhendé à travers le prisme des réformes structurelles et de ses engagements européens. Le ton de la discussion est souvent rude. Il exprime de l'agacement et parfois même de la colère face à une France perçue comme incapable de faire des réformes ; mais aussi de l'inquiétude quant aux conséquences de la politique française sur la stabilité de la zone euro, et donc sur la situation allemande.

Entre ouverture et repli : perception comparée de la crise des réfugiés et du terrorisme –

Julie Hamann

La crise des réfugiés en Allemagne et les attentats terroristes à Paris ont constitué les événements politiques et sociaux marquants des deux pays à l'automne 2015. Les déclarations dans les médias et la politique de part et d'autre du Rhin font état de modes de pensée et d'images qui exercent une influence sur les débats, mais aussi sur les réactions politiques. Profondément ancrés dans les cultures politiques respectives, ils ne sont quasiment pas remis en cause et peuvent par conséquent faire l'objet de malentendus lorsque les contributeurs aux débats nationaux n'abordent

pas toujours ouvertement les différences, signalant par là même ce que leurs voisins pensent vraiment.

Égoïstes et réformistes : regards sur l'économie du voisin – *Henrik Uterwedde*

L'économie et la politique économique sont parmi les domaines les plus sensibles dans les perceptions qu'ont la France et l'Allemagne l'une de l'autre. Depuis que l'union monétaire existe, la conscience de leur interdépendance s'est accrue. En France, l'avantage économique de l'Allemagne est souvent abordé, même si la reconnaissance des succès est atténuée par des jugements critiques à l'égard des revers de la médaille. A cela s'ajoute le malaise concernant la politique monétaire de Berlin qui impose les préférences allemandes à ses partenaires. En Allemagne en revanche, le modèle économique « dirigiste » français et les blocages des réformes qui en découlent sont souvent considérés comme les origines des problèmes.

En bonne compagnie : la transition énergétique allemande vue de France – *Kathrin Glastra et Andreas Rüdinger*

Nul autre domaine ne concentre des clichés aussi tenaces de part et d'autre que la politique énergétique : la France, c'est le nucléaire et l'Allemagne, l'écologie. Pourtant, le tournant énergétique allemand a influencé les débats français de manière bien plus considérable que ce que le public allemand perçoit, lui qui continue à voir en la France le pays de l'énergie et des armes nucléaires. C'est à peine s'il a remarqué qu'un tournant énergétique à la française s'y dessine. Sous la présidence de Francois Hollande, les socialistes s'écartent de leurs anciennes convictions. Tout comme en Allemagne, la part d'électricité nucléaire dans la consommation globale devrait diminuer de 25 % au cours des prochaines années, non pas pour passer de 25 à 0 %, mais bien de 75 à 50 %.

Super maman allemande et mauvaise mère française : les rôles de femme et de mère chez la voisine – *Michaela Wiegel*

Pour l'Allemagne, la France est le pays de référence où il est possible de concilier vie familiale et vie professionnelle des femmes. Depuis le début du XXI^e siècle, les Françaises ne sont plus considérées majoritairement comme des mauvaises mères coquettes qui font garder leurs enfants toute la journée dès leur plus jeune âge. Cet essai questionne le mythe de la femme française, largement intact, même si, ces derniers temps, il a fait l'objet de nouveaux débats concernant les revers de la double charge de mère et de femme active dans les médias allemands. A l'inverse, la situation des mères actives allemandes suscite peu d'intérêt du côté français.

Vieux clichés et idées neuves: l'heureuse évolution des perceptions franco-allemandes dans le football – *Albrecht Sonntag*

En tant que forme d'expression de la culture populaire, le football, avec les discours nationaux qu'il suscite et ses lieux de mémoire qu'il invoque en permanence, représente un terrain d'observation particulier et souvent sous-estimé des relations franco-allemandes. Curieusement, alors que les crises économiques et politiques de ces

dernières années ont souvent tendance à réactiver des préjugés historiques, on peut constater l'inverse dans le milieu du football, autant entre les acteurs dans les fédérations respectives que dans les médias ou parmi les supporters. Après des décennies marquées par une profonde indifférence réciproque sous l'empreinte de représentations stéréotypées, malgré des asymétries persistantes – notamment entre les deux championnats professionnels respectifs –, une émancipation progressive des représentations stéréotypées a eu lieu, tant dans les médias que parmi la communauté des supporters. En même temps, les acteurs institutionnels, les fédérations, se sont engagés dans un partenariat d'échange sur leurs pratiques respectives. Tout porte à croire que les émotions suscitées par le football, malgré l'euphémisation avancée de son marché, restent en quelque sorte déconnectées des clichés réveillés par les crises multiples qui traversent l'Europe.

Remarque préliminaire

L'on n'a jamais été aussi proche, au cœur de l'Europe, entre la France et l'Allemagne. Il n'y a plus que trois heures et demie en train entre les centres-villes de Paris et de Stuttgart, les frontières sont ouvertes, les jeunes d'un pays ont la possibilité d'étudier, de vivre et de travailler dans l'autre. La réconciliation, la coopération et aujourd'hui même l'amitié entre la France et l'Allemagne se sont renforcées au cours de ces dernières décennies et le couple franco-allemand a été la clé et le moteur pour une meilleure intégration européenne. Pourtant, de grandes différences entre les deux pays persistent, en ce qui concerne la politique, surtout économique, ainsi que la culture et les traditions : il suffit de regarder les écarts de comportements face aux clivages et aux conflits politiques et sociaux. Certes, l'idée de l'Europe n'a jamais été d'escamoter les différences, bien au contraire, elle a toujours été de renforcer la coopération pour mieux gérer les défis politiques, dont la plupart dépassent aujourd'hui le cadre national, tout en conservant la diversité comme la richesse culturelle de chacun. Néanmoins, l'idée de base était que les membres de l'Union puissent se mettre d'accord sur les questions clés de la politique européenne, accord souvent forcé par des facteurs externes plutôt que résultant de la volonté des Etats-membres. Certes, la bonne entente du couple franco-allemand n'est pas suffisante pour faire avancer l'Europe, mais, sans elle, l'Europe n'avance plus. Cette logique se trouve encore renforcée depuis la décision du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne. Avant les élections de 2017 en France et en Allemagne et au regard de la montée en puissance des forces anti-européennes dans les deux pays, en particulier les forces politiques d'extrême droite, et avant l'anniversaire des traités de Rome, le 25 mars 2017, le rôle de couple franco-allemand est à nouveau décisif pour le destin de l'Europe. L'UE et ses piliers, les quatre grandes libertés – la libre circulation des biens, des capitaux, des services et des personnes –, sont de plus en plus mis en cause par des forces politiques de deux côtés du Rhin, des forces qui gagnent progressivement du terrain. Ainsi, l'Europe et ses fondements, notamment la libre circulation des personnes grâce à l'ouverture des frontières intérieures, pourraient devenir, en France comme en Allemagne, un enjeu majeur des échéances électorales à venir.

Dans cette période décisive et même historique, les diagnostics sont plutôt pessimistes : le moteur franco-allemand serait en panne. Les deux partenaires sont loin d'être d'accord sur certaines questions clés comme, par exemple, la politique des réfugiés en Europe et la politique économique et budgétaire dans la zone euro. L'amitié et la coopération fonctionnent dans les discours mais, entre les discours et les actes, il y a encore beaucoup à faire. Si l'on regarde les opinions publiques de part et d'autre

de la frontière, il semble que la tendance ne soit pas à une compréhension accrue de l'autre mais plutôt à une défiance grandissante, et le fait que, dans les deux pays, l'apprentissage de la langue du voisin est en déclin n'améliore pas cette situation. Les débats politiques et sociétaux paraissent indiquer qu'il y a, face aux crises internes et externes de l'Union européenne, une tendance, des deux côtés du Rhin, au repli sur soi. Les différences et même les inégalités entre une Allemagne qui va très bien économiquement et une France en difficulté n'arrangent pas les choses : l'Allemagne est perçue par son voisin comme une donneuse de leçons qui profite de sa nouvelle puissance au cœur de l'Europe plutôt que de proposer des mesures concrètes pour améliorer la situation économique sur le continent. En parallèle, la France apparaît en Allemagne comme un « homme malade » qui n'arrive pas à se moderniser comme il faut face à la mondialisation et qui préfère manifester à tout bout de champ plutôt que de s'attacher à mettre en place les réformes nécessaires. Les images et les idées que se font les deux pays l'un de l'autre sont bien souvent empreintes de clichés et de caricatures. Madame de Staël avait déjà, au cours du XVIIIe siècle, fait beaucoup de bruit quand elle avait essayé de remettre en question les préjugés français sur les voisins allemands. Depuis, l'image du voisin s'est évidemment améliorée et approfondie et les anciens ennemis sont devenus des partenaires et amis. Cependant, la situation actuelle n'est pas particulièrement rassurante. Il y a un risque que les stéréotypes sur le voisin – qu'il soit vu comme plus riche et trop peu solidaire, ou trop peu capable des réformes nécessaires et trop contestataire – jouent un rôle important dans les campagnes électorales des deux côtés du Rhin. Cela ne va pas améliorer l'image que se font les partenaires l'un de l'autre. Pourtant, les situations et dynamiques politiques respectives sont fortement liées et il est certain que les résultats des élections dans les deux pays auront des effets directs et importants pour le voisin.

Pour toutes ces raisons, il semble urgent de revitaliser le travail sur la compréhension et d'agir ainsi sur les images que se fait chacun l'un de l'autre, ainsi que de travailler activement sur la relation franco-allemande. Le bon fonctionnement de ce couple et ses relations avec le reste du continent sont loin d'être une évidence. Il faut s'engager et travailler quotidiennement à cet objectif. Ce livre veut contribuer à cette démarche indispensable. L'ouverture d'un nouveau bureau de la Fondation Heinrich Böll à Paris est un pas de plus pour relever ce défi. On pourrait se féliciter que les Français ressentent du respect pour leur voisin et que les Allemands éprouvent une grande sympathie à l'égard du voisin d'outre-Rhin. Mais cela n'est pas suffisant : nous devons travailler à ce que les Français conçoivent un peu plus de sympathie, et les Allemands un peu plus de respect pour leur voisin respectif. Il reste pour cela beaucoup à faire et nous nous y attelons.

Au-delà des clichés

Introduction

La crise des migrants a mis à l'épreuve la relation franco-allemande, comme l'avaient fait avant elle, les années précédentes, la crise de la dette et la crise financière. Face à ces crises, Paris et Berlin ont souvent eu des approches très différentes. Si les gouvernements des deux pays ont, durant cette période, intensifié leur coopération, s'efforçant d'élaborer des stratégies communes, leurs différends n'ont pas toujours été abordés avec sérénité – de la part des médias ou des responsables politiques. A cette occasion, de vieux stéréotypes sont réapparus : alors que l'on s'inquiète en France de la « domination allemande », il est question en Allemagne du « laissez-faire » français.

Or, les relations entre les Etats ne sont pas seulement faites d'accords, de déclarations officielles et d'initiatives communes. Tout aussi importantes sont les représentations que les populations ont l'une de l'autre et les émotions qu'elles suscitent, de même que les gestes symboliques et l'iconographie des rencontres bilatérales. Cela vaut tout particulièrement pour les relations entre la France et l'Allemagne qui, depuis les années 1960, empruntent un langage pétri d'images symboliques. Issues de la rencontre des chefs d'Etat et de gouvernement, certaines de ces images sont devenues de véritables icônes de la relation franco-allemande et ne sont pas loin d'évoquer aujourd'hui un album de famille.

Comment, en ces temps de crise, la France voit-elle l'Allemagne et celle-ci, sa voisine ? Quelles images de l'autre imprègnent le débat public de nos deux pays ? Quels schémas et stéréotypes alimentent les discussions ? Telles sont les questions abordées dans le présent recueil. Les réponses qu'y apportent les auteurs forment un kaléidoscope, mais deux éléments retiennent d'emblée l'attention.

Tout d'abord, la conscience d'une dépendance réciproque s'est affirmée tout au long de la crise. En France comme en Allemagne, les médias, le monde politique et la société observent avec une attention accrue ce qui se fait et se dit dans le pays partenaire, craignant les répercussions (négatives) que pourraient avoir sur leur propre situation les décisions prises par le voisin. En France, on redoute que Berlin n'impose une politique économique et financière qui irait à l'encontre de ce que l'on juge nécessaire, et n'assoie sa domination sur l'Europe. Outre-Rhin, on craint tout autant que les problèmes économiques de l'Hexagone ne fragilisent l'ensemble de la zone euro, y compris l'Allemagne. Dans ce contexte, il est souvent question d'une France ne sachant ni ne voulant se réformer.

Deuxième élément sur lequel s'accordent les auteurs : les discussions ont un caractère asymétrique. En France, le débat public témoigne d'un rapport obsessionnel à l'Allemagne, qu'elle soit vue comme modèle ou au contraire comme repoussoir. A l'inverse, dans le contexte allemand, la France n'est guère plus qu'un objet de discussion et de commentaire « relatif ». La critique peut être vive, et le ton abrupt, mais rares sont les provocations. En réalité, il y a très peu de polémiques à propos de la France, alors que, dans l'Hexagone, la référence à l'Allemagne est souvent instrumentalisée à des fins politiques.

Cette asymétrie s'explique par le fait que le pays partenaire est souvent abordé à travers le prisme de l'économie. La presse allemande, qui a tendance à présenter la France comme l'« homme malade de l'Europe » en raison de ses difficultés économiques, se répand sur sa faible croissance, son niveau d'endettement et sa supposée culture de la contestation, tout en critiquant l'insuffisance des réformes structurelles. Le ton est souvent condescendant. A l'inverse, les médias français ne cachent pas une certaine admiration pour les bons résultats économiques du voisin, qu'ils comparent souvent aux difficultés nationales. L'Allemagne sert ici de miroir pour s'observer, se comprendre et se juger. L'image qu'elle renvoie s'accompagne du questionnement suivant : la France doit-elle suivre l'exemple des réformes réalisées par le gouvernement du chancelier Schröder, ou avoir son propre « Agenda 2010 » lui évitant le déclassement social qu'auraient engendré les réformes allemandes ? Ces interrogations, auxquelles se mêlent peurs et espoirs, se cristallisent sur l'Allemagne, contribuant à rendre le débat passionnel et à polariser toutes les attentions sur lui. Car l'image solide que renvoie l'économie allemande fait ressortir les faiblesses françaises, et inversement. Dans ce contexte, la comparaison devient inévitable, qu'elle soit source d'inspiration ou serve au contraire à se démarquer.

Le discours sur une Allemagne dominante et une France en position d'infériorité, qui s'est intensifié durant la crise, illustre bien cette fonction miroir de l'Allemagne. Il est frappant de voir la rapidité avec laquelle les stéréotypes sont réapparus au cours des dernières années. Parmi eux et en bonne position, on trouve bien sûr Bismarck, le « chancelier de fer ». Les allusions à la Seconde Guerre mondiale sont certes beaucoup plus rares, mais tout aussi explicites. Ces images, qui accompagnent la critique de la politique d'austérité prônée par l'Allemagne, témoignent de la crainte de voir émerger une « Europe allemande » et, plus fondamentalement, de perdre toute crédibilité et donc tout leadership au sein de l'Union européenne (UE). Inutile de dire que, dans le pays partenaire, on ne reprend ni même ne comprend ces stéréotypes. Les images que l'on y a de l'Allemagne sont tout autres. Très présente, celle d'un bailleur de fonds de l'Europe, dont les responsabilités politiques ne sont pas à la hauteur de son poids économique. Ainsi, vu d'Allemagne, on a moins le sentiment de dominer les pays partenaires que d'être dans une relation de dépendance vis-à-vis d'eux, autrement dit, d'être à la merci de leurs propres faiblesses. Avec de telles différences de perception, faut-il vraiment s'étonner que des tensions et malentendus s'immiscent dans la relation franco-allemande ?

Ce qui frappe, dans l'analyse de ces images, c'est la constance des modes de perception dans le temps : malgré l'intensité de la coopération bilatérale et la diversité

des informations disponibles sur le pays partenaire, bien des grilles de lecture sont restées inchangées. L'Allemagne a tendance à être perçue dans l'Hexagone comme un pays puissant et dynamique, disposant d'un partenariat social efficace, alors qu'outre-Rhin, la France est souvent vue comme faible, sclérosée, étatiste et dépensière. Dans la presse du pays partenaire, il est peu question de projets économiques ayant échoué en Allemagne, ou à l'inverse de réformes réussies en France. La politique énergétique, autre domaine où la référence à l'Allemagne est très présente dans le débat français, renvoie elle aussi à des images figées. Pour nombre d'Allemands, la France est avant tout le pays des centrales nucléaires ; la transition énergétique qu'elle a entamée pour développer les énergies renouvelables et réduire la part du nucléaire est restée quasiment inaperçue. Pour une grande partie des Français, à l'inverse, l'Allemagne incarne le mouvement écologique et antinucléaire, et ce, bien que les centrales à charbon continuent à y produire des émissions hautement polluantes. Tenaces, ces stéréotypes nuisent à une compréhension nuancée du pays partenaire et contribuent à biaiser les débats.

Souvent figées, les images peuvent aussi évoluer et se transformer. Au fil des crises, certaines grilles de lecture se sont estompées, parfois même elles ont disparu et laissé place à d'autres. Les attentats qui touchent la France depuis 2015 ont ainsi eu pour effet d'élargir la perception allemande du pays voisin. Dans les médias allemands, il a soudain été question de terrorisme, mais aussi de vivre-ensemble, de religion et d'intégration, et plus seulement d'économie morose et de la difficulté à mener des réformes. Comme l'a montré la décision du gouvernement fédéral d'appuyer l'intervention militaire de la France contre l'État islamique, les Allemands ont fait preuve de compréhension pour la réaction française et ont apporté à leur partenaire un soutien qui va au-delà des déclarations habituelles de solidarité – ce qui ne les a pas empêchés de critiquer la rhétorique guerrière de Paris. De même, la crise des réfugiés a contribué à ce que les médias français présentent l'Allemagne sous un tout autre jour. Lorsque Berlin a pris le parti d'une politique libérale, accueillant à partir de septembre 2015 un grand nombre de réfugiés sur le territoire allemand, les journaux – ceux-là mêmes qui avaient joué sur la peur de la domination allemande durant la crise grecque – ont d'abord fait l'éloge d'une Allemagne altruiste et généreuse. Cette perception positive, voire cet enthousiasme, ont assez rapidement évolué, empruntant à des catégories bien connues. Parmi elles, le soupçon que la politique d'ouverture de Berlin ne cache des motivations utilitaristes. Si les perceptions sont loin d'être figées, elles sont aussi susceptibles de retomber dans les vieux stéréotypes.

Cela vaut de la même manière pour les questions de société, domaine dans lequel de nombreuses évolutions ont eu lieu au cours des dernières décennies. Ainsi, en Allemagne, le mythe de la femme française a été préservé. Pour les Allemandes soucieuses de concilier travail et vie de famille, le niveau élevé du taux d'activité féminin, mais aussi celui du taux de fécondité, tels que la France les concilie, représentent une situation enviable – l'égalité homme-femme est d'ailleurs l'un des rares sujets à propos desquels les Allemands parlent de « modèle français » et où les Français, au contraire, ne s'intéressent pas à l'Allemagne. Cela étant, la situation française fait aussi figure de contre-modèle pour ceux qui y associent la *Rabenmutter* (littéralement la

mère corbeau), la mauvaise mère, et les effets supposés négatifs de la garde des jeunes enfants.

De même, dans le domaine du football, les stéréotypes attribués aux équipes de France et d'Allemagne ont perduré durant un siècle : d'un côté, l'élégance, la virtuosité, l'intuition, l'improvisation et la finesse ; de l'autre, la rigueur défensive, la discipline sans faille, l'opportunisme calculateur et l'efficacité. Un regard distancié, nourri par la conviction, de part et d'autre du Rhin, de disposer du meilleur des deux systèmes. Il a fallu attendre des moments de crise du football national pour que les Allemands dans les années 1980, puis les Français dans les années 2000, osent porter sur le voisin un regard d'estime, source d'inspiration et de réformes.

Ces derniers temps, les différentes crises qui ont touché l'UE ont fait ressurgir des peurs et des frustrations que l'on croyait profondément enfouies. Ce phénomène n'a pourtant rien de nouveau : dans les moments de transition, lorsque les équilibres franco-allemands se redéfinissent, il est de règle que les vieux stéréotypes réapparaissent. En même temps, l'intense coopération entre les deux gouvernements, mais aussi les nombreux échanges entre les sociétés et l'intérêt marqué pour le voisin, contribuent à une meilleure compréhension réciproque. Pour cela, il est de la responsabilité des politiques d'éviter les provocations et les instrumentalisation du pays partenaire, mais aussi de celle des médias d'en dresser un portrait aussi complet que nuancé – une attitude que les citoyens des deux pays semblent d'ailleurs apprécier. Loin des controverses politiques, Français et Allemands ont les uns des autres une image positive – comme le rappellent régulièrement les enquêtes d'opinion. Une grande majorité d'entre eux accordent de l'importance à la coopération franco-allemande, et apparaissent ce faisant plus modérés dans leurs jugements que certains responsables politiques.

Puissance hégémonique ou nain politique : leitmotifs de l'Allemagne en Europe

Durant la crise de l'euro, Berlin a été critiqué pour sa politique d'austérité en Europe avec une intensité qui, pour nombre d'observateurs, n'avait jamais encore été atteinte. Les reproches portaient sur son manque de solidarité, ainsi que sur son attitude froide et égoïste. Ils se sont aussi et surtout accompagnés de références aux périodes les plus sombres de l'histoire allemande. Les critiques françaises n'ont pas fait exception, se référant elles aussi au passé belliciste et expansionniste de l'Allemagne. Dans le débat public français, la condamnation de la « domination allemande » est devenue une véritable obsession¹. Pour les uns, en particulier à droite de l'échiquier politique, l'Allemagne a été et reste un modèle à suivre en matière de politique économique. Pour les autres, en particulier à gauche, mais aussi à l'extrême droite, elle représente au contraire un contre-modèle. Dans les deux cas, les stéréotypes sont bien vite revenus.

Lorsque l'image du « vilain Boche » a fait son retour, c'est sans doute en Allemagne que la surprise a été la plus grande. Personne n'aurait imaginé que de tels ressentiments se manifesteraient à nouveau un jour, tant on les croyait dépassés. A l'image de leurs voisins, en France et dans d'autres pays européens, de nombreux Allemands ont reproché à leur gouvernement son attitude paternaliste et moralisatrice². Ils redoutaient, et redoutent d'ailleurs toujours aujourd'hui, que la crise ne conduise à une fracture en Europe. Mais, dès lors que ces critiques venaient de l'extérieur, ils les ont sèchement rejetées, y voyant des revendications inadmissibles. Dans ce contexte, de nombreuses voix se sont élevées, dépassant largement le cercle de la presse populaire, pour exiger que l'Allemagne cesse d'être le « bailleur de fonds de l'Europe³ » (*Zahlmeister Europas*).

Ce retour de la rhétorique de l'« ennemi héréditaire » a semblé être une récurrence unique, mais il n'a pourtant rien d'inhabituel. L'histoire des relations franco-allemandes nous apprend que la réactivation des vieux stéréotypes n'est pas une exception. Par le passé, alors même que la France et l'Allemagne avaient achevé leur

1 Claire Demesmay, « Kollektive Obsession. Frankreichs Deutschland-Komplex und die Zukunft der Achse Paris-Berlin », *Internationale Politik* 4, juillet-août 2013, p. 102-105.

2 Voir notamment, à cet égard, l'interview avec Jürgen Habermas dans *The Guardian*, 16 juillet 2015, <http://bit.ly/1gE7VQ7>.

3 Un commentaire exemplaire dans *Die Welt*, <http://bit.ly/1Zpqnk8>.

réconciliation et formaient un tandem en Europe, les crises et les phases de transition ont souvent débouché sur des polémiques à propos du voisin. On ne peut certes pas parler *du* regard français sur l'Allemagne, tant les positions sont variées, fluctuant notamment au gré des appartenances politiques. Il n'en reste pas moins que, lorsque les équilibres franco-allemands se redéfinissent, se réajustent, la vieille crainte d'une hégémonie allemande a tendance à refaire surface en France. La perception que les Allemands ont quant à eux de leur pays a longtemps été celle d'un géant économique assortie de celle d'un nain politique. Cette vision s'est, il est vrai, légèrement estompée depuis la réunification du pays, mais l'image sous-jacente d'une Allemagne bailleur de fonds de l'Europe n'en a pas moins perduré. Ces modes de perception façonnent les débats sur le rôle de l'Allemagne dans la crise de l'euro. Le fait qu'ils soient si différents de part et d'autre du Rhin explique que les discussions française et allemande se déroulent de manière si dissemblable et que les points de vue soient en grande partie incompatibles.

L'image d'une puissance hégémonique belliciste

Pour la France, l'unification européenne entamée après la Seconde Guerre mondiale impliquait avant tout d'intégrer l'Allemagne dans un nouvel ordre international garant de paix, lui permettant ainsi d'assouvir un besoin de sécurité vital. Si cette unification a depuis recouvert de nouveaux aspects, cette image a peu changé : jusqu'à aujourd'hui, la politique européenne de la France vise à maintenir une relation symétrique avec le voisin allemand, ou du moins à veiller à ce que la distance entre les deux reste raisonnable⁴. C'est toujours sur ce critère, dans les moments de transition et de crise, que l'on évalue le développement politique et économique de l'Allemagne : il s'agit en fin de compte de savoir si la coopération avec ce pays a toujours lieu sur un pied d'égalité. « À chaque fois que le voisin allemand a entrepris quelque chose qui, d'un point de vue français, risquait de remettre en question son intégration dans les structures occidentales, la sonnette d'alarme a été tirée à Paris⁵. » Le plan Schuman de mai 1950 représente un changement de paradigme dans la politique de la France vis-à-vis de l'Allemagne⁶. Il ne s'agit plus d'affaiblir autant que possible ce voisin pour le rendre inapte à de futures agressions, comme c'était le cas jusqu'alors, mais de l'ancrer dans une communauté d'Etats européens pour mettre fin à la « haine héréditaire » franco-allemande, pour le pacifier après trois guerres destructrices. Si la stratégie était radicalement nouvelle, l'image de l'Allemagne a peu évolué sous l'effet du plan, puisque l'objectif de Robert Schuman était bien de modérer le potentiel belliciste et destructeur de ce pays, tout en l'empêchant d'aspirer à nouveau à l'hégémonie. Le plan Schuman n'a pas été exempt de critiques. Les gaullistes et les communistes en

4 Voir Joachim Schild, « Sehnsucht nach einer symmetrischen Beziehung », Dossier Frankreich, Bpb.de, 21 janvier 2013, <http://bit.ly/1JHgg2R>.

5 Henrik Uterwedde, « Deutschland aus französischer Sicht. Modell, Ärgernis, Bedrohung? », *Politikum*, 1/2015, p. 69.

6 Déclaration du gouvernement français sur une industrie lourde commune du 9 mai 1950, *Europa-Archiv*, 11/1950, p. 3091 sq.

particulier ont plaidé pour la poursuite d'une politique d'endiguement. Si Robert Schuman a eu gain de cause, c'est parce que, dans le contexte extrêmement tendu de la guerre froide, la France avait besoin d'alliés. A cette époque, l'Allemagne, divisée, ne paraissait plus si menaçante. En fin de compte, Paris a su imposer son leadership dans les nouvelles institutions de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), puis de la Communauté économique européenne (CEE).

C'est aussi dans un souci de sécurité face à Berlin que Paris a pris l'initiative d'une armée ouest-européenne intégrant des unités allemandes. Le Parlement français n'a toutefois pas ratifié le Traité prévoyant la création d'une Communauté européenne de défense (CED⁷), signé en 1952 par la France, la République fédérale, l'Italie et les Etats du Benelux, en raison de l'hostilité des gaullistes et des communistes à un réarmement allemand. Cela n'a pas empêché Paris de poursuivre cette idée, réaffirmant son intérêt pour un tel projet.

L'image du géant économique

Avec l'intégration de la République fédérale dans les structures européennes et atlantistes, l'image d'une Allemagne belliciste, aspirant à l'hégémonie en dehors de ses frontières, a peu à peu disparu. Le traité de l'Elysée, signé en 1963 par le général de Gaulle et le chancelier Konrad Adenauer, a permis l'émergence d'un sentiment de confiance. L'industrie allemande renaissante ayant vite rattrapé l'industrie française sous l'effet du « miracle économique », c'était désormais la puissance économique de ce pays qui inquiétait dans l'Hexagone⁸. Paris comptait certes sur la force de sa politique étrangère pour garantir l'équilibre franco-allemand⁹, mais les élites politiques restaient préoccupées par la supériorité économique croissante du voisin. En témoigne la discussion à laquelle se sont livrés les Français au début les années 1970, débattant avec vivacité des raisons pour lesquelles l'Allemagne avait réussi à mieux surmonter le premier choc pétrolier que la France, alors confrontée à une inflation plus élevée et à une récession plus grave.

A l'époque déjà, regarder l'Allemagne consistait aussi à se regarder soi-même – et la question se posait alors de savoir s'il fallait suivre ou non le modèle allemand. Le débat n'était pas exempt de stéréotypes : « Faut-il avoir peur de l'Allemagne¹⁰ ? », s'interrogeait l'hebdomadaire *Le Point*. La question portait certes sur les aspects

7 Texte disponible dans *Europa-Archiv*, 13-14/1952, p. 5047 sqq.

8 Voir à ce sujet également la contribution de Henrik Uterwedde dans le présent volume.

9 Depuis la fin des années 1960, la politique allemande de la France repose sur la « théorie des deux piliers » : supériorité allemande dans l'économie, rôle directeur de la France dans la politique extérieure et de sécurité. Grâce à son statut de vainqueur parmi les alliés et de puissance atomique, grâce à son siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU et à sa vaste sphère d'influence coloniale, la France jouissait d'une position prépondérante par rapport à l'Allemagne de l'Ouest, issue d'un pays divisé et qui n'avait pas même retrouvé sa pleine souveraineté nationale, observant en matière de politique étrangère une réserve stricte. Voir sur le sujet Joachim Schild, *op. cit.* [4].

10 *Le Point*, 31 mai 1976, cité par Uterwedde, *op. cit.* [5].

économiques, mais le titre jouait sur les peurs et évoquait à cette fin une Allemagne belliciste.

Dans ces conditions, il n'est guère étonnant que la France soit restée dans les années 1980 la force motrice de l'intégration européenne, et que le marché intérieur européen ait été réalisé sous la présidence de Jacques Delors à la Commission européenne. La France aspirait à une union monétaire avant même la chute du mur de Berlin. L'adoption de l'Union économique et monétaire (UEM), à Maastricht en 1992, correspondait donc à ses grands objectifs en termes de politique européenne. En intégrant la politique monétaire de l'Allemagne et la Bundesbank au Système européen de banques centrales (SEBC), on espérait que les décisions de politique budgétaire se prendraient sur un pied d'égalité avec l'Allemagne.

L'image d'une puissance dominante en Europe centrale

En France, on a pourtant continué à craindre que l'Allemagne ne s'extrait de son ancrage à l'Ouest et du partenariat franco-allemand. Ces craintes étaient déjà présentes dans les années 1970, au moment de l'*Ostpolitik* du chancelier Willy Brandt. La réorientation de la politique étrangère allemande et son ouverture à l'Est menaçaient l'équilibre entre les deux pays – à l'Allemagne le leadership économique, à la France celui de la politique étrangère. A Paris, on redoutait alors que l'Allemagne ne se conçoive comme la puissance dominante en Europe centrale. Ces craintes ont été ravivées au moment de la réunification allemande de 1990, puis du grand élargissement de l'UE en 2004. Non seulement l'Allemagne, située à la charnière des vieux Etats-membres de l'Ouest et des nouveaux Etats-membres de l'Est, gagnait en puissance, mais l'importance de la France sur la scène internationale s'est fortement relativisée avec la fin de la guerre froide. En France, cette nouvelle situation a fait ressurgir une vieille interrogation : quels en seraient les effets sur les relations franco-allemandes et l'ordre européen de paix ? La symétrie avec l'Allemagne n'était-elle pas menacée ?

Dans les jours qui précèdent la chute du Mur en novembre 1989, les premières mises en garde se sont fait entendre à Paris. On lit ainsi dans *Le Figaro* du 2 novembre 1989 : « Il y a en France un malaise, qui concerne moins une réunification considérée comme inéluctable, que la résurrection de vellétés bismarckiennes ou bien l'aspiration vers une sorte de domination germano-soviétique sur l'Europe selon les signaux qui apparaissent ici et là en Allemagne¹¹. » Le portrait de l'Allemagne que dressent alors les journaux, à droite principalement, est celui d'un pays à craindre. Ainsi en va-t-il de nouveau du *Figaro* qui, sous le titre « Vers le Ve Reich », évoque la menace d'une Allemagne en train de devenir une grande puissance.

11 *Le Figaro*, 2 novembre 1989 (Deufamat.de). Une partie des citations provient de Deufamat.de, une base de données en langue allemande établie par Brigitte Sauzay et Rudolf von Thadden, ici mentionnée comme source. Les passages cités sont mis en français par le traducteur du texte Marc Foglio. Toutes les autres citations proviennent de recherches personnelles et sont conformes à l'original.

Après la chute du Mur, le 9 novembre, les premiers commentaires de la presse française sont largement positifs¹². Seule *L'Humanité* parle d'une annexion de la RDA par le gouvernement de Helmut Kohl¹³. Mais la joie fait bientôt place à l'inquiétude face aux conséquences de cet événement – dans la presse de droite surtout. Dans *Le Figaro*, Jean François-Poncet, ministre des Affaires étrangères jusqu'en 1981, estime ainsi que si la liesse s'accompagne d'un certain malaise, c'est parce que deux dangers pointent : « Celui de la résurrection de l'hégémonisme allemand, hégémonie économique et politique d'une nation de 80 millions d'habitants, devenue le colosse industriel de l'Europe. Celui d'une crise de la construction européenne, menacée de l'intérieur, par l'apparition d'un partenaire surpuissant et, de l'extérieur, par la pression d'adhésions nouvelles, celles des pays de l'Est, qui transformeraient la Communauté en un magma informe et impotent¹⁴ ».

Les gros titres de la presse de droite parlent d'eux-mêmes : « Le fantôme de Bismarck. Une Nation à la recherche d'un Etat¹⁵ » (*Le Figaro*) ; « La peur des Allemands¹⁶ » (*Challenges*) ; « A-t-on besoin d'une Allemagne unie¹⁷ ? » (*Le Point*). L'hebdomadaire justifie son titre de la manière suivante : « Avec ce titre nous voulons attirer l'attention de nos lecteurs sur le fait que nous voyons émerger un nouveau problème au milieu de l'Europe. Il ne s'agit pas d'anciens clichés ou peurs devant un pouvoir brut d'un Bismarck qui hante encore certains esprits. C'est plutôt le pouvoir du mark qui pourrait inquiéter l'Europe¹⁸ ». S'il rejette le stéréotype guerrier, il fait en revanche perdurer le stéréotype de la domination économique. En revanche Maurice Couve de Murville, gaulliste et ministre des Affaires étrangères jusqu'en 1968, ne se garde pas de souligner la dimension continentale de la réunification : l'Allemagne veut une Europe « dont le barycentre se situerait au centre géographique du continent, c'est-à-dire à Berlin », alors que pour les Français « une Europe indépendante se trouverait impérialisme à l'ouest et ciblée vers la haute mer¹⁹ ».

Quant à la presse de gauche non communiste, elle célèbre d'abord la joie des Allemands de l'Est ayant retrouvé la liberté et souligne l'importance historique de cette révolution pacifique et démocratique. Mais elle aussi s'interroge rapidement sur les conséquences de la chute du Mur pour l'avenir de l'Europe²⁰. Avec le recul, on comprend que *Le Monde*, lorsqu'il répète que personne ne parle de réunification rapide et note l'absence de « toute tonalité nationaliste²¹ », cherche avant tout à rassurer. De la même manière, *Libération* donne la parole à Oskar Lafontaine, qui garantit qu'« une

12 Voir par exemple le recueil de citations dans *Libération*, le 12 novembre 1989, avec les commentaires positifs de François Mitterrand, de Jacques Chirac, du PCF et du Front national.

13 « L'intention de Helmut Kohl, qui veut annexer la RDA, est un danger pour la paix et la sécurité en Europe. Elle est contraire aux intérêts de la France », *L'Humanité*, 9 novembre 1989.

14 *Le Figaro*, 14 novembre 1989.

15 *Le Figaro*, 13 novembre 1989.

16 Uterwedde, *Politikum*, 1/2015, p. 71 (note 5).

17 *Le Point*, 25 novembre 1989 (Deuframat.de).

18 *Le Point*, 25 novembre 1989 (Deuframat.de).

19 Maurice Couve de Murville, *Le Monde en face*, Plon, Paris 1989 (Deuframat.de).

20 *Libération* titre ainsi, le 13 novembre 1989 : « Liesse allemande. Perplexité générale ».

21 *Le Monde*, 14 novembre 1989.

réunification sous la forme « d'un IVE Reich » est dépassée²² ». Ces médias évoquent certes le choc politique que représente la chute du Mur : « Tout changement d'alliance déstabiliserait le cœur de l'Europe : ni à l'Ouest ni bien sûr à l'Est on ne le souhaite²³ », écrit ainsi *Libération*. Mais, dans le même temps, *Le Monde* met en garde la presse de droite : « la France n'a pas intérêt à évoquer sans cesse publiquement, et avec les accents de méfiance et de crainte, une réunification de deux États allemands ». La République fédérale ayant prouvé depuis un demi-siècle qu'elle est une démocratie, la défiance affichée à son égard ne peut être perçue que comme une offense, estime sa rédaction. Pourtant, même *Le Monde* laisse entendre qu'il est nécessaire de contrôler l'Allemagne : « Les Allemands ont le droit de s'unir entre eux, s'ils le veulent, et les autres Européens ont le droit de demander que cette union ne leur porte pas ombrage²⁴. » C'est seulement « dans l'Europe unie et libre » que la réunification de l'Allemagne pourra se faire librement²⁵.

L'euphorie initiale laisse vite place à un malaise profond. Dans les mois qui suivent la chute du Mur, nombreux sont en effet ceux qui estiment que le gouvernement allemand fait cavalier seul. La presse se fait l'écho de ce mécontentement et ne cache pas son scepticisme. C'est à cette époque que les stéréotypes militaires et politiques réapparaissent, notamment avec les termes de « blitzkrieg²⁶ » et d'« Anschluss²⁷ » monétaire de la RDA par la RFA. Michel Debré, gaulliste et Premier ministre jusqu'en 1962, ose la comparaison suivante : « Cela fait un demi-siècle que Hitler a annexé l'Autriche au nom de la Nation allemande », avant d'ajouter : « Je dis que l'avenir de la France dépend uniquement de la France, et face à la formation d'une nouvelle Allemagne dont le pouvoir ne pourra qu'être seulement hégémonique, il n'y a d'autre solution qu'une France forte²⁸. » Comme souvent, le regard porté sur l'Allemagne se traduit par l'appel à une France forte.

Il suffit de regarder la presse de l'époque pour comprendre à quel point, lors des phases de transition historiques, le débat public français est marqué par le leitmotiv de la domination allemande et le recours à de vieux stéréotypes – qu'on les réactive ou s'en distancie. Si l'on en croit les enquêtes d'opinion, la société française est sur ce point en accord avec ses élites. Dans la période qui suit la chute du Mur, une majorité des Françaises et des Français interrogés se montrent confiants : 62 % d'entre eux considèrent la chute du Mur comme une bonne chose et 60 % sont d'avis qu'elle ne sera pas un obstacle pour la construction européenne²⁹. Cependant, des réserves apparaissent rapidement à l'égard d'une réunification rapide des deux États allemands. Certes, une courte majorité se prononce alors en faveur de la réunification, la même proportion estimant que « l'Allemagne réunifiée s'intégrera facilement

22 *Libération*, 12 novembre 1989.

23 *Libération*, 18-19 novembre 1989.

24 *Le Monde*, 14 novembre 1989.

25 *Ibid.*

26 *Le Point*, 11 mars 1990 (Deuframat.de).

27 *Le Point*, 19 février 1990 (Deuframat.de).

28 *Le Figaro*, 19 février 1990 (Deuframat.de).

29 Sondage Le Figaro-Louis Harris, *Le Figaro*, 13 novembre 1989.

dans la Communauté européenne. » Mais le fait que 30 % des personnes interrogées redoutent que l'Allemagne « essaie, comme par le passé, de dominer l'Europe³⁰ » montre que cette confiance est relative.

Nain et bailleur de fonds, une auto-perception allemande

Lorsqu'il est question du rôle de l'Allemagne en Europe, il est révélateur d'opposer le leitmotiv français à l'auto-perception allemande. Se perçoit-elle comme une puissance hégémonique sur le continent ? En aucun cas.

Longtemps, les Allemands ont considéré leur rôle en Europe comme celui d'un géant économique et d'un nain politique. Cette perception reflétait parfaitement le concept des deux piliers, qui avait cours dans les années 1980 en France³¹. À celle-ci s'ajoute une autre perception de soi, celle du bailleur de fonds de l'Europe, « qui apporte à l'UE la plus grande part de ses moyens financiers, mais ne peut pas faire valoir l'influence qui devrait lui revenir en contrepartie³². » Cette thèse est « une plainte dissimulée sur le manque d'influence politique et de pouvoir de décision [de l'Allemagne], sur la réticence des partenaires à suivre le bailleur de fonds sur le plan politique³³. »

Présent dès les débuts de la République fédérale, ce motif se rapporte alors à la Communauté économique européenne et à la politique agricole commune. Il réapparaît en 1991-1992, lors des négociations sur l'Union économique et monétaire. Si l'Allemagne insiste tant à cette époque sur les critères de stabilité, c'est parce qu'elle craint de devoir assumer des obligations financières plus élevées.

Tel un leitmotiv, cette thèse du bailleur de fonds refait surface lors de la crise de l'euro. Entre 2011 et 2014, il ne se passe pas une semaine sans que les médias n'en parlent³⁴. La plupart des journaux de droite, pour l'essentiel *Die Welt* ou *Bild*, mais aussi en partie la *FAZ*, exposent la situation et s'en plaignent. À l'été 2011, alors qu'il est question de savoir si l'UE doit accorder des crédits aux pays endettés d'Europe du Sud, *Die Welt* évoque déjà le « bailleur de fonds de l'Europe » et met en garde contre une « union de transferts ». En 2013, le journal réitère sa plainte : « L'Allemagne reste bailleur de fonds ». D'autres récusent le mythe auquel renvoie cette thèse. Ainsi en va-t-il de l'hebdomadaire *Der Spiegel*, qui argumente de la manière suivante : « La

30 *Ibid.*

31 Après la réunification, ce motif valait également comme le signe d'une déception à l'égard de la réserve souvent conservée par l'Allemagne en matière de politique étrangère et d'engagement militaire. André Glucksmann déclare ainsi le 1er décembre 2011 dans *Die Welt* : « On disait auparavant de la République fédérale que c'est un géant économique, mais un nain politique. Fondamentalement, cette affirmation reste vraie aujourd'hui, comme l'a montré l'attitude allemande dans le cas de la Lybie », <http://bit.ly/1N4iMuM>.

32 Josef Janning, « Bundesrepublik Deutschland », in *Jahrbuch der Europäischen Integration*, 1993/1994, p. 307.

33 *Ibid.*

34 La recherche des mots clés « Deutschland Zahlmeister » de 2010 à 2015 donne 100 occurrences sur Welt.de, 61 occurrences sur Bild.de, 74 occurrences sur Spiegel.de, 42 occurrences sur Faz.de et 37 occurrences sur Zeit.de.

République fédérale verse des milliards d'euros pour des Etats en faillite, mais ne tire elle-même quasiment aucun avantage de l'Europe : ce sentiment est certes largement répandu, mais il s'agit d'un mythe qui ne résiste pas à l'analyse. Aucun pays ne profite autant que l'Allemagne de l'intégration européenne et de la monnaie commune³⁵. » Dans le même sens, *Die Zeit* dénonce les campagnes lancées par la presse populaire : « L'Europe, c'est quand l'Allemagne paie et que tous les autres en profitent – cette impression est largement répandue dans le pays le plus peuplé du continent. [...] Aucun Etat-membre ne reçoit autant d'argent de Bruxelles que l'Allemagne, mais l'Allemagne occupe la quatrième place des contributeurs nets, derrière la Suède, le Danemark et le Luxembourg. Par ailleurs, aucune autre économie ne profite autant du marché intérieur de l'UE que l'économie allemande. Ce sont 57 % de nos exportations qui sont absorbées par les autres pays-membres. Les exportations vers les pays de l'ancien bloc de l'Est sont montées en flèche dès leur adhésion à l'UE³⁶. »

D'autres soulignent la valeur immatérielle d'une Europe unie pour l'Allemagne, valeur qui irait bien au-delà du coût financier lié à la crise de l'euro. Ceux-là rappellent la responsabilité historique de l'Allemagne pour la paix en Europe³⁷. Parmi eux, on trouve le philosophe Jürgen Habermas, dont la *Süddeutsche Zeitung* relate les propos : « [Il] met lui aussi en garde l'Allemagne contre le manque d'ouverture d'esprit qui pourrait la conduire à une impasse et, dans le pire des cas, détruire l'Union européenne. [...] L'Allemagne a les clés du destin de l'UE dans ses mains, dit Habermas [...]. Et il est dans son intérêt de poursuivre l'intégration. Habermas exhorte le gouvernement fédéral à ne pas renoncer à cette responsabilité – dressant un parallèle entre la crise de l'euro et la situation après 1871. »

Du bailleur de fonds à l'instituteur ?

Alors que nombre d'Allemands pensent être les bailleurs de fonds de l'Europe, bien des Français les voient au contraire comme les « instituteurs » de l'Union. La presse française relaie largement cette image d'une Allemagne qui se présente en maîtresse dominante, au moment où la presse allemande continue à célébrer un couple franco-allemand dans lequel les partenaires ont besoin l'un de l'autre, et n'ont d'autre choix que d'agir dans la même direction.

Dès le début des années 1990, l'insistance avec laquelle Berlin cherche à introduire des critères de convergence dans l'union monétaire, ainsi qu'à les faire respecter, confirme les Français dans leur perception du pays voisin. Cette analyse n'est pas restée inaperçue des médias allemands. Dans une revue de presse, la *FAZ* rend ainsi compte des discussions qui ont lieu en France et dans d'autres pays européens. Il suffit que le gouvernement allemand critique le déficit budgétaire de la France, apparaît-il

35 Source : <http://bit.ly/1PTPfbH>.

36 Source : <http://bit.ly/1OMScMj>.

37 Ainsi, dans *Die Zeit*, <http://bit.ly/1ZhMFpM>, par exemple. Voir aussi l'interview avec Herfried Münkler sur Deutschlandradio Kultur, 4 mars 2015 : « Deutschlands neue Rolle in Europa. Zahlmeister und Zuchtmeister », <http://bit.ly/1EWqwzd> ou bien l'interview avec Gesine Schwan dans *Die Zeit*, 1er novembre 2015, <http://bit.ly/1mSjXsa>.

en substance, pour qu'il soit question d'une Allemagne cherchant à « faire la leçon aux mauvais élèves de l'Europe³⁸. » Dans ces conditions, comment s'étonner que Paris soit si sensible aux messages de Berlin, dès lors que leur formulation est empruntée au vocabulaire de l'école – par exemple lorsqu'il est question de « faire ses devoirs » ? L'économiste Josef Molsberger décrit la situation en ces termes : « Ce n'est pas seulement dans ce cas, et pas seulement en France, que l'on estime que les Allemands jouent aux instituteurs de l'Europe. Avec leurs leçons de morale, on les voit comme des prédicateurs dérangeants, pénibles et presque importuns, louant les vertus de l'économie de marché. » Et d'ajouter : « L'Allemagne est vue comme une superpuissance économique qui, sans considération pour ses partenaires (de la Communauté économique et du Système monétaire européen) et sur leur dos, impose l'idée qu'elle se fait de la politique de stabilité. On observe donc, en Allemagne et dans les pays partenaires de la CEE, deux perceptions différentes de l'influence de l'Allemagne sur la politique économique de l'Europe³⁹. »

Des perceptions différentes de la crise de l'euro

Les débats sur le rôle de l'Allemagne en Europe sont influencés par la manière dont on se perçoit et dont on perçoit les autres. Ces différences expliquent que les débats sur la crise de l'euro aient été si différents de part et d'autre du Rhin – et qu'en Allemagne, on ait souvent compris la réaction française à la politique allemande comme l'expression d'un ressentiment germanophobe. Les critiques formulées par la France et d'autres pays européens ont suscité de l'étonnement, de l'incompréhension, voire une forte amertume. Pour beaucoup, l'Allemagne ne récolterait qu'ingratitude alors qu'elle a mis à disposition des sommes énormes pour sauver l'euro.

Les débats sur l'Europe font désormais surgir dans les médias allemands « une tonalité qui n'existait pas auparavant (du moins pas dans le *mainstream* médiatique) : à la fois offensée et offensante, conquérante et donneuse de leçons, sûre d'elle-même et surtout dépourvue de compréhension pour nos voisins⁴⁰. » Dans un commentaire intitulé « L'Allemagne stable, forte et haïe », le journal *Die Welt* fait ainsi part de son étonnement : « L'Allemagne donne le ton sans prendre des airs de supériorité, mais récolte en retour du mépris. » Pour le journal, Berlin doit veiller à ne pas céder au chantage, à ne pas se faire exploiter : « Le fait que l'Allemagne ait longtemps été le bailleur de fonds de l'UE ne l'oblige pas à verser des pensions alimentaires. Et certainement pas pour des pays qui insistent sur ces financements comme s'il s'agissait de réparations éternelles. Ce n'est pas en 1989 que l'après-guerre a pris fin, mais avec la crise de l'UE. [...] Malgré la serviabilité dont ils ont toujours fait preuve, les Allemands

38 « Die Deutschen wollen Europa schulmeistern », *FAZ*, 18 février 1995, p. 13.

39 Josef Molsberger, « Schulmeister Europas? Zahlmeister Europas? Deutschlands Einfluss auf die Wirtschaftspolitik der EG », in Martin Heckel (dir.), *Die innere Einheit Deutschlands inmitten der europäischen Einigung. Deutschlands Weg 50 Jahre nach dem Kriege*, Tübingen, 1996, p. 143.

40 Bernd Ziesemer, « Auftrumpfend und abkanzelnd. Deutschland sollte dringend über seinen außenpolitischen Stil nachdenken », *Internationale Politik* 2, février-mars 2014, p. 53-59, cité dans la version en ligne du 28 février 2014, <http://bit.ly/1N4j3xU>.

n'accepteront de paver d'or le chemin d'aucun pays devant traverser la vallée de larmes. Cette époque est bel et bien révolue⁴¹. »

Les enquêtes d'opinion reflètent elles aussi ces différences de perception. En général, les Allemands sont plus nombreux que les Français à juger bonne la relation franco-allemande. Dans un sondage mené en 2012 pour l'ambassade d'Allemagne à Paris, 85 % des Allemands interrogés considèrent que les relations entre les deux pays sont équilibrées, contre seulement 59 % des Français⁴². Les mots utilisés pour décrire ces relations sont tout aussi révélateurs. Du côté français, on parle majoritairement de « partenariat », tout en évoquant deux fois plus qu'en Allemagne la « rivalité » et la « méfiance ». De l'autre côté du Rhin, on préfère les termes d'« amitié », de « confiance » et de « solidarité ». D'après une enquête menée deux ans plus tard, 75 % des Français interrogés estiment que c'est l'Allemagne qui donne le ton dans la relation franco-allemande – contre 47 % seulement des Allemands⁴³.

En raison de ces différences de perception, ancrées dans l'histoire des deux pays⁴⁴, les discussions menées en France et en Allemagne peuvent aisément devenir incompatibles. Il ne s'agit certes pas d'une particularité franco-allemande, mais d'un problème qui touche l'ensemble de l'UE⁴⁵. Comme on l'a vu ces dernières années, la crise de l'euro peut mener à des dissonances immenses entre les sociétés européennes. En fin de compte, il était illusoire d'imaginer que les vieux stéréotypes et les images faussées se dissoudraient au fil de l'européanisation. Connaître ces modes de perception constitue une étape indispensable, comme dans tout conflit, pour mieux se comprendre, et ainsi mieux s'entendre. C'est la seule manière de les interroger et de les remettre en question. S'ils souhaitent mieux comprendre les réactions françaises, les Allemands auraient tout intérêt à s'intéresser davantage à la manière dont le voisin français perçoit l'Allemagne et son rôle en Europe.

Aujourd'hui, la politique allemande est face à une tâche difficile : elle doit faire preuve de leadership en Europe sans paraître dominante. Sur ce point, il y a eu au cours des dernières années un changement de paradigme. Jusqu'à Helmut Kohl, la politique européenne de l'Allemagne visait à contredire l'image d'une Allemagne

41 « Deutschland stabil und stark », Welt.de, 7 juin 2012, <http://bit.ly/1Zpqnk8>.

42 Sondage de l'IFOP, décembre 2012, commandé par l'ambassade d'Allemagne à Paris, p. 28, <http://bit.ly/1KaMgHs>. Dans un sondage réalisé par l'Institut Harris pour le compte de la Fondation Friedrich Ebert à Paris, les réponses divergent encore plus fortement : 41 % des Français interrogés sont d'avis que les relations franco-allemandes sont peu équilibrées, et que la balance pencherait en faveur de l'Allemagne. Ce point de vue n'est partagé que par 15 % des Allemands interrogés. Ces derniers sont 75 % à penser que les relations franco-allemandes sont équilibrées, <http://bit.ly/1DiTpDH>, p. 8.

43 Sondage commandé par le Prix franco-allemand du journalisme et conduit par Infratest/Sofres.

44 Catherine Macmillan, « The Return to the Reich? A Gothic Tale of Germany and the Eurozone Crisis », *Journal of Contemporary European Studies*, n° 22/1, mars 2014, p. 24-38.

45 Voir par exemple les dernières critiques formulées par le Premier ministre italien à l'encontre de la domination allemande en Europe dans *Die Zeit*, <http://bit.ly/1m652Ld>, versus le point de vue anglais ou polonais, qui demande à l'Allemagne d'assumer plus fermement un rôle directeur en Europe, par exemple *The Economist*, « The German reluctant hegemon », <http://econ.st/1SLzu9C>, ou bien le discours du ministre polonais des Affaires étrangères, le 28 novembre 2011, <http://bit.ly/1W2GZss>.

belliciste et expansionniste, au niveau de la politique symbolique surtout. Or, aujourd'hui, elle défend plus ouvertement – du moins dans les discours s'adressant aux citoyens allemands – les intérêts nationaux. Ainsi, plus d'une déclaration du gouvernement fédéral, au lieu de neutraliser les stéréotypes réapparus au cours de la crise, les a au contraire ravivées, en France comme dans d'autres pays européens.

Entre agacement et inquiétude : la France dans le jeu politique allemand

C'est à l'aune des résultats économiques et de l'influence sur le cours européen que l'on a pris l'habitude de mesurer l'asymétrie qui caractérise désormais la relation franco-allemande. Sous cet angle, l'Allemagne apparaît comme leader et la France comme partenaire junior. Pourtant, au-delà des données factuelles, cette asymétrie a aussi une dimension subjective, de l'ordre de la psychologie collective, tout aussi révélatrice de l'état de la coopération bilatérale, et qui transparait notamment dans la façon dont est abordée la France/l'Allemagne dans la discussion politique du pays partenaire. De ce point de vue, il n'est guère exagéré de parler d'une obsession de l'Allemagne en France¹, tant le « modèle allemand », qu'on l'admire ou qu'on le vilipende, y suscite les passions. A l'inverse, les responsables politiques allemands parlent peu de la France, du moins dans la sphère publique. On imagine mal un débat télévisé, en pleine campagne électorale, durant lequel les protagonistes s'opposeraient sur le « modèle français » ou sur l'attitude à adopter face à Paris. Il ne semble pas y avoir là d'enjeu aussi élevé qui mériterait un tel niveau de traitement politique.

Si la classe politique allemande est donc loin d'être obsédée par la France, ses représentants suivent de très près ce qui se passe de l'autre côté du Rhin. Il faut dire que la crise qui touche la zone euro a opéré un changement dans l'attention qu'ils portent aux autres Etats-membres, en particulier à ceux d'entre eux qui sont en difficulté. En témoigne le cas de la Grèce, qui fait depuis quelques années l'objet de commentaires politiques inflationnistes en Allemagne. Depuis le début de la crise, citoyens et responsables politiques ont en effet pris conscience que les destins des partenaires européens sont indissociablement liés et que, selon la logique du jeu de dominos, les problèmes de l'un d'entre eux risquent d'avoir de graves conséquences sur l'ensemble de la zone euro, et donc aussi sur l'Allemagne. Cette inquiétude vaut tout particulièrement pour la France, que la presse allemande présente régulièrement comme l'homme malade de l'Europe, et dont l'importance dans la gestion de crise est liée à son statut spécifique : à la fois deuxième économie de l'Union européenne

1 Ce texte est issu d'un article paru sous le titre « Le mantra des réformes. La France dans le jeu politique allemand » dans *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 214, octobre-décembre 2015, p. 118-129. Claire Demesmay, « Kollektive Obsession. Frankreichs Deutschland-Komplex und die Zukunft der Achse Paris-Berlin », *Internationale Politik* 4, juillet-août 2013, p. 102-105.

(UE), principal partenaire politique de l'Allemagne dans le cadre de la politique européenne et relai traditionnel des pays d'Europe du Sud face à un Nord dont Berlin est le porte-parole. Les nombreuses petites phrases concernant la situation économique de la France, de la part d'hommes et femmes politiques qui jusqu'alors n'avaient pas montré d'intérêt particulier pour le pays voisin, témoignent de cette préoccupation relativement récente.

Dans ces conditions, la France est-elle devenue un objet de la discussion politique allemande ? Et le cas échéant, dans quelle mesure est-elle utilisée à des fins de politique intérieure ? Telles sont les questions sur lesquelles revient le présent article, en étudiant une période de trois ans, allant de l'arrivée au pouvoir de François Hollande en mai 2012 à la décision de la Commission européenne concernant le déficit public de la France au premier trimestre 2015. A l'intérieur de ce cadre temporel et en suivant une approche chronologique, l'analyse porte sur deux séquences distinctes : la première, qui suit l'élection présidentielle en France et prend place dans un contexte électoral en Allemagne, est marquée par des éléments de politique intérieure ; la seconde, qui a pour arrière-plan le triangle Paris-Berlin-Bruxelles, porte quant à elle sur la politique européenne. Cette analyse s'appuie pour l'essentiel sur une lecture attentive de la presse (journaux, radio et sites d'information en ligne), dans la mesure où la littérature secondaire sur le sujet est encore très rare. Bien que les grands partis soient surreprésentés dans les déclarations citées, à la fois en raison de leur poids et de leur intérêt semble-t-il plus marqué pour les questions liées à la France, l'analyse porte sur l'ensemble du spectre politique allemand.

Les premiers pas des socialistes

L'élection présidentielle de mai 2012 a été très suivie dans le monde politique du pays partenaire, qui y a vu un moment décisif pour la poursuite de la gestion de crise dans la zone euro. Sans revenir ici sur la période de la campagne électorale en tant que telle, on rappellera que les promesses du candidat socialiste de renégocier le traité sur la stabilité budgétaire européen, mais aussi d'introduire une taxe à 75 % sur les très hauts revenus et de créer 60 000 postes dans l'Education nationale, ont inquiété la droite au pouvoir, qui y a vu une remise en cause de la stratégie européenne d'orthodoxie budgétaire. Percevant l'alternance en cas de victoire socialiste comme « un élément d'instabilité néfaste² », la chancelière Angela Merkel n'a pas accédé au souhait de François Hollande d'être reçu à Berlin durant la campagne. En revanche, elle a clairement soutenu Nicolas Sarkozy, le candidat de l'Union pour un mouvement populaire (UMP, devenu depuis Les Républicains), avec qui elle s'est d'ailleurs prêtée, quelques mois avant l'élection, à une interview croisée pour deux chaînes de télévision française et allemande³. Quant à la gauche allemande, alors dans l'opposition et s'appêtant à son tour à entrer en campagne, elle a logiquement misé sur une victoire socialiste en France.

2 Nicolas Barotte, *François & Angela*, Paris, Grasset, 2015.

3 Interview croisée d'Angela Merkel et Nicolas Sarkozy, *France 2 et ZDF*, 6 février 2012.

L'aura de la victoire

Dans ces conditions, il n'est guère étonnant que les responsables du Parti social-démocrate (Sozialdemokratische Partei Deutschlands, SPD) non seulement célèbrent l'élection de François Hollande, dans laquelle ils voient un gain pour la France et pour l'Europe, mais l'intègrent également dans leur communication en amont de l'élection législative allemande de septembre 2013. Faire référence à la victoire socialiste ou, mieux encore, se montrer en compagnie du nouveau président doit en effet leur permettre de se présenter vis-à-vis de l'opinion publique en gagnants potentiels, tout en soulignant l'isolement de leurs rivaux chrétiens-démocrates face au partenaire français. C'est tout le sens de la visite à Paris, en juin 2012, de la « troïka » social-démocrate, comme il était courant de nommer à l'époque le groupe constitué de Sigmar Gabriel (alors chef du SPD), Frank-Walter Steinmeier (chef du groupe parlementaire SPD au Bundestag) et Peer Steinbrück (futur candidat, alors non encore déclaré). Sur l'une des photos de la rencontre, on voit Sigmar Gabriel et François Hollande deviser chaleureusement en descendant un escalier du palais de l'Élysée, suivis de Peer Steinbrück, Frank-Walter Steinmeier et Jean-Marc Ayrault, alors Premier ministre. Le cliché dégage un sentiment de proximité, voire de complicité, dont on déduit une volonté de coopérer à l'avenir. Une image dont le SPD a certainement apprécié la force symbolique car, en période de campagne, les images comptent autant que les mots.

Les trois hommes se défendent certes de vouloir déplacer le terrain de la campagne électorale à Paris, affirmant qu'il ne s'agit pas de « former un axe contre la chancelière fédérale », mais de travailler à « l'intérêt européen⁴ ». Cependant, l'affirmation selon laquelle l'exécutif français et le SPD partagent la conviction que « la politique de Sarkozy et Merkel est un échec dramatique⁵ » indique clairement le contraire. A droite, on ne s'y trompe pas. Le secrétaire général de l'Union chrétienne-sociale (Christlich-Soziale Union in Bayern e.V., CSU), le parti-frère de l'Union chrétienne-démocrate (Christlich Demokratische Union Deutschlands, CDU), taxe aussitôt le voyage de la troïka de « pèlerinage grotesque [qui] ne sert certainement pas les intérêts allemands, mais tout au plus ceux de l'Internationale socialiste⁶ ». Et de poursuivre en mettant en garde le SPD de jouer le jeu de ceux qui en Europe « n'en veulent qu'à l'argent des contribuables allemands⁷ » – l'allusion à une France réputée dépensière, parlant programme de croissance et communautarisation des dettes, étant ici à peine voilée. Il faut dire que les sociaux-démocrates en visite à Paris se disent « très proches » du gouvernement français sur plusieurs sujets importants, comme l'introduction d'une taxe sur les transactions financières, la lutte contre le chômage des jeunes et la nécessité de compléter l'orthodoxie budgétaire par des mesures de relance économique. Et ce, alors que l'échange qu'ils ont eu avec la chancelière sur le pacte fiscal, le matin même à Berlin, n'a pas abouti à un accord.

4 Sigmar Gabriel, déclaration à la presse, Paris, 12 juin 2012.

5 *Ibid.*

6 Déclaration d'Alexander Dobrindt, citée dans « CSU kritisiert SPD-Besuch in Paris als 'Wallfahrt' », *Focus Online*, 13 juin 2012.

7 *Ibid.*

L'aura de la victoire s'estompe pourtant rapidement sous le coup cumulé de mauvais résultats économiques et d'enquêtes d'opinion de plus en plus défavorables pour le président de la République et le gouvernement français. Quelques mois après l'alternance, des voix s'élèvent au sein de la CDU pour demander à Paris de revenir sur ses revendications. Campagne électorale oblige, les critiques adressées à la France sont souvent accompagnées d'une comparaison entre François Hollande et le rival social-démocrate : il « semble trop fixé sur la communautarisation des dettes, comme le SPD en Allemagne. Mais ce n'est pas ce qui résout les problèmes en Europe⁸ », déclare ainsi Volker Kauder, le chef du groupe parlementaire CDU/CSU au Bundestag.

Une dégradation qui ne passe pas inaperçue

Lorsqu'en novembre 2012, l'agence de notation Moody's retire à la France son triple A, dégradant la note de sa dette, l'impatience monte d'un cran dans le camp gouvernemental. Le chrétien-démocrate Klaus-Peter Flosbach, spécialiste des questions financières, tente certes de relativiser la portée de cette décision en affirmant que ses conséquences sur la gestion de crise seront plus que limitées – en partie sans doute pour ne pas exacerber la nervosité des marchés. Mais il profite aussi de cette occasion pour demander à la France de « prendre rapidement des mesures pour améliorer la compétitivité de l'économie [...] et réduire le déficit public⁹ ». Le ton est plus agressif au Parti libéral-démocrate (Freie Demokratische Partei, FDP), qui forme alors une coalition avec la CDU et défend avec acharnement une politique de restriction budgétaire au niveau européen. Les libéraux, pour qui la politique de François Hollande fait figure d'épouvantail, n'hésitent pas à le dire publiquement – et en profitent pour égratigner au passage les partis de la gauche allemande : « En France, c'est précisément la politique fiscale que le SPD et les Verts veulent mettre en œuvre qui échoue », déclare le député Volker Wissing, porte-parole du groupe parlementaire FDP au Bundestag pour les questions financières. Et de poursuivre la comparaison en évoquant explicitement la tête de liste social-démocrate : « Le virage à gauche de la France a exacerbé la crise de l'euro. Au lieu d'avoir plus de croissance, [elle] a moins de compétitivité. [...] Aujourd'hui, tout le monde devrait avoir compris que ni Monsieur Hollande ni Monsieur Steinbrück n'ont de concept pour la croissance¹⁰ ».

A gauche, qu'il s'agisse du SPD, des Verts ou de Die Linke, les commentaires concernant la décision de Moody's se font rares. Dans le même temps, chez les sociaux-démocrates, les allusions à la France deviennent plus discrètes, comme s'il y avait désormais moins à gagner en termes électoraux à se montrer en compagnie du vainqueur d'hier. François Hollande est certes l'invité d'honneur des célébrations

8 Interview de Volker Kauder, *Spiegel Online*, 9 novembre 2015, www.spiegel.de/politik/deutschland/interview-kauder-rueffelt-hollande-und-merkel-a-866154.html.

9 Interview de Klaus-Peter Flosbach, *Handelsblatt Online*, www.handelsblatt.com/politik/international/reaktionen-auf-moodys-urteil-linksruck-frankreichs-hat-euro-krise-verschaerft/7414394.html?nlayer=Organisation_11804700.

10 Cité dans Dietmar Neuerer, « Reaktionen auf Mood'y-Urteil », *Handelsblatt Online*, 20 novembre 2012, www.handelsblatt.com/politik/international/reaktionen-auf-moodys-urteil-linksruck-frankreichs-hat-euro-krise-verschaerft/7414394.html?nlayer=Organisation_11804700.

du 150^e anniversaire du SPD, organisées à Leipzig quatre mois avant les élections législatives – célébrations auxquelles participent également des personnalités du camp adverse, notamment Angela Merkel. Mais, lorsque Sigmar Gabriel affirme que la présence de François Hollande rappelle la solidité du lien qui unit le SPD et le PS¹¹, il s'adresse moins au chef d'Etat français, responsable d'une politique particulière, qu'au représentant du Parti socialiste, membre de la grande famille social-démocrate. Surtout, si les responsables du SPD ne vont pas jusqu'à nier leur proximité avec Paris, du moins l'affichent-ils moins ostensiblement que quelques mois auparavant. En témoigne le voyage de Peer Steinbrück, désormais tête de liste officielle du SPD pour l'élection, en avril 2013 à Paris. Comme la fois précédente, lors de la visite de la troïka, il rencontre le président et son Premier ministre, Jean-Marc Ayrault. Cependant, cette fois-ci, il n'y a ni grande déclaration à la presse, ni séance photo des deux hommes : « aucun lustre présidentiel qui, de Hollande, aurait pu retomber sur Steinbrück¹² », remarque un journaliste présent. Durant son séjour, le social-démocrate se garde d'ailleurs d'évoquer croissance et chômage, sujets sur lesquels la France est critiquée outre-Rhin, mais se borne à rappeler la proximité entre le SPD et l'exécutif français sur une question relativement consensuelle, à savoir le renforcement de la lutte contre l'évasion fiscale.

Dans ces conditions, il n'y a guère que Die Linke pour prendre la défense de la France de manière inconditionnelle. Elle aussi est en campagne pour les législatives. De même que la CDU/CSU et le FDP attaquent le SPD et les Verts lorsqu'ils parlent des choix économiques du gouvernement français, le député de la gauche radicale Michael Schlecht s'en prend à la chancelière, qu'il accuse d'avoir mis le feu dans la zone euro avec sa « politique des coupes¹³ ». Ce dernier commence par relativiser certaines vérités sur l'économie française, affirmant notamment que, depuis les années 2000, les salaires réels en France n'ont pas augmenté plus rapidement que la compétitivité. Puis il esquisse deux options : soit Paris adopte un Agenda 2010 aux conséquences sociales explosives, qui sera perçu comme une « capitulation inofficielle face à l'Allemagne¹⁴ » ; soit il organise une révolte des pays du Sud qui risque de conduire à une scission de la zone euro. C'est la politique conduite par la coalition de droite qui est selon lui à l'origine de cette situation cornélienne.

Quand Bruxelles s'en mêle

En dehors des périodes électorales, c'est en général à travers le prisme européen que les responsables politiques allemands observent la France, dans la mesure où celle-ci est perçue comme une pièce majeure du mécanisme de sortie de crise. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que les prises de position de la Commission

11 Discours de Sigmar Gabriel, Leipzig, 23 mai 2013.

12 Martin Anetzberger, « Steinbrück sucht Hollandes starke Schulter », *Süddeutsche Zeitung Online*, 5 avril 2013.

13 Michael Schlecht, « Frankreich am Scheideweg », août 2013, p. 2, www.michael-schlecht-mdb.de/wp-content/uploads/2014/08/Frankreichpapier.pdf.

14 *Ibid.*, p. 12.

européenne concernant la politique française soient examinées avec attention et largement commentées. Durant la période étudiée, de mai 2013 à mars 2015, celles-ci portent sur le suivi des réformes et la réduction du déficit public, conformément aux nouvelles procédures mises en place durant la crise. Elles consistent en recommandations qui, en cas de non-respect des règles communautaires par un Etat-membre, peuvent déboucher sur des sanctions.

L'avis de la Commission

Comme le veut le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire, entré en vigueur en janvier 2013, la Commission se prononce au printemps 2013, un an exactement après l'élection de François Hollande à l'Élysée, sur la situation économique de la France. Le gouvernement avait déjà obtenu peu de temps auparavant un délai supplémentaire de deux ans pour ramener ses déficits à un niveau conforme aux règles communautaires. De façon attendue, Olli Rehn, le commissaire en charge des Affaires économiques et monétaires, en appelle à la réduction du déficit public, qui passerait notamment par une nouvelle réforme des retraites, ainsi qu'à d'autres réformes structurelles pour réduire le coût du travail, libéraliser les services et améliorer la compétitivité des entreprises¹⁵. C'est la réaction du président de la République, déclarant sur un ton ferme que « Bruxelles n'a pas à nous dicter ce que nous avons à faire¹⁶ », qui suscite la polémique outre-Rhin.

Sans surprise, c'est à droite que la critique est la plus vive. Au sein de la CDU, les commentaires les plus modérés font état d'incompréhensions face à la réaction française, que le député Andreas Schockenhoff, fin connaisseur de ce pays, qualifie de « déplacée » et d'« incompréhensible ». Plusieurs de ses collègues font clairement part de leur agacement, considérant que le délai supplémentaire, dont le gouvernement français avait bénéficié quelque temps auparavant, est une raison suffisante pour que Paris fasse profil bas. Certains d'entre eux sont d'autant plus irrités par les paroles du président de la République qu'ils désapprouvent la décision de la Commission. « De notre point de vue, le fait que la France obtienne de la Commission deux ans de plus pour atteindre ses objectifs budgétaires va bien au-delà de ce qui était voulu. Mais la condition était clairement que la Commission fasse aussi [...] des propositions de réforme claires¹⁷ », dit ainsi Norbert Barthle, le porte-parole du groupe parlementaire CDU/CSU pour les questions budgétaires. Dans ce contexte, ce sont les règles communautaires qui sont mises en avant, et l'exception française qui agace : « La Commission a pour rôle de veiller au respect des traités de Maastricht. La France ne respecte pas les traités¹⁸ », affirme Michael Meister, le vice-président du groupe

15 Commission européenne, Recommandation du Conseil pour qu'il soit mis fin à la situation de déficit public excessif en France, COM(2013) 384 final, 29.5.2013, http://ec.europa.eu/europe2020/pdf/nd/edp2013_france_fr.pdf.

16 Déclaration de François Hollande, Onet-le-Château, 29 mai 2014.

17 Cité dans « Frankreich weist EU-Reformvorgaben zurück », *EurActiv.de*, 30 mai 2013, www.euractiv.de/finanzen-und-wachstum/artikel/frankreich-weist-eu-reformvorgaben-zurueck-007584.

18 Cité dans « Koalition weist Hollande-Kritik an EU-Kommission zurück », *Reuters*, 30 mai 2013, <http://de.reuters.com/article/topNews/idDEBEE94T01W20130530>.

parlementaire. Ce sur quoi son adjoint Michael Fuchs renchérit : « C'est inquiétant qu'un pays dans l'UE et dans la zone euro croie qu'il n'a pas à s'en tenir aux accords trouvés¹⁹ ».

Chez les partenaires de coalition de la CDU, le ton est tout aussi virulent, voire plus. A la CSU comme au FDP, on rappelle surtout l'urgence pour la France de mettre en œuvre un programme de réformes ambitieux. Markus Ferber, député européen issu de la CSU, use de la rhétorique du mauvais élève, que l'on retrouve régulièrement dans la presse allemande lorsqu'il est question des pays du Sud : François Hollande « n'a pas écouté en cours et refuse en plus de faire ses devoirs [...], de mettre en œuvre de manière énergique les réformes structurelles nécessaires²⁰. » Le ton est le même au FDP, où Rainer Brüderle, tête de liste pour les législatives de 2013, parle d'une « année perdue » à propos des douze premiers mois du président à l'Elysée. « Pour enfin relancer la croissance en Europe, la France a besoin de réformes qui renforcent la compétitivité²¹ », affirme-t-il d'un ton catégorique.

Un nouveau délai supplémentaire pour Paris

Alors que le délai accordé à Paris en 2013 a fait l'objet de contestations dans les rangs de la droite allemande, la demande d'une seconde rallonge l'année suivante fait à nouveau grincer des dents à la CDU/CSU et au FDP. Entre-temps, les élections législatives ont eu lieu, accouchant à Berlin d'une grande coalition formée de la CDU et du SPD. Le contexte politique intérieur est donc moins tendu, même si la campagne électorale pour l'élection du Parlement européen (PE) en mai 2014 favorise la compétition entre les partis. C'est dans ce contexte que le social-démocrate Martin Schulz, tête de liste du Parti socialiste européen (PSE), qui vise la présidence de la Commission, plaide pour davantage de souplesse vis-à-vis de Paris. Dans une interview accordée à une télévision française, il affirme que la France doit pouvoir bénéficier de plus de temps pour réduire son déficit budgétaire « si nécessaire²² ». Car si les règles communautaires sont importantes, elles ne doivent pas empêcher de tenir compte des spécificités des Etats-membres. Par la même occasion, le candidat Schulz dit être ouvert à une révision des critères du traité de Maastricht, dès lors qu'elle se fait « dans un cadre social ».

Si l'interview, conduite en français, s'adresse clairement aux électeurs français, elle est aussi suivie en Allemagne et commentée dans les médias allemands. Campagne européenne oblige, la discussion dépasse aussitôt les frontières nationales pour se déplacer sur le terrain européen, mobilisant des membres du Parlement européen – et non pas du Bundestag. Plusieurs représentants de la CDU et de la CSU, tous élus du PE, réagissent ainsi en se disant indignés par les propos du social-démocrate. C'est le cas du président du groupe CDU/CSU au PE, Herbert Reul, insistant sur l'importance des règles communautaires : « Lorsqu'à Paris, Martin Schulz en appelle à mépriser les critères de Maastricht, il plante un couteau dans le dos du Pacte de stabilité et de

19 *Ibid.*

20 Cité dans « Frankreich weist EU-Reformvorgaben zurück », *op. cit.*

21 Interview de Rainer Brüderle, *Rheinische Post*, 30 mai 2015.

22 Interview de Martin Schulz, *BMF-TV*, 4 avril 2014.

croissance²³ ». A Berlin, on évite de trop se mêler au débat, et c'est donc le porte-parole du gouvernement fédéral, Steffen Seibert, qui est chargé de brièvement réagir. En affirmant « avoir confiance dans le fait que la France respecte ses engagements issus du pacte de stabilité », il cherche à calmer le jeu ; mais, en ajoutant que Paris a une responsabilité dans « le fonctionnement du Pacte²⁴ », il indique dans le même temps que le gouvernement allemand n'est pas prêt à céder sur les règles.

Le temps passant et la décision de la Commission européenne approchant, le ton se fait plus pressant. En décembre 2014, c'est Angela Merkel elle-même qui fait part de son impatience à l'égard du rythme des réformes en France – et en Italie. Elle s'appuie sur le jugement de la Commission et ne se place donc pas en première ligne de la critique, mais ne cherche pas pour autant à taire sa propre opinion : « La Commission a défini un calendrier des nouvelles mesures que doivent prendre la France et l'Italie. Cela est approprié car les deux pays se trouvent dans un processus de réforme. Mais la Commission a aussi clairement dit que ce qui est sur la table est encore insuffisant. Je suis tout à fait d'accord²⁵. » Le fait que l'interview ait lieu la veille d'un congrès de la CDU explique-t-il ce positionnement inhabituellement offensif de la chancelière ? Toujours est-il qu'à la suite de réactions particulièrement vives dans l'Hexagone, au sein du gouvernement comme dans l'opposition (on se souvient du tweet de Jean-Luc Mélenchon : « Maul zu, Frau #Merkel !²⁶ »), la chef du gouvernement allemand se montre plus conciliante. En février 2015, quelques jours avant que la Commission ne rende son avis concernant le déficit budgétaire de la France, elle va jusqu'à louer le calendrier de réformes de Paris : « La France a établi son ordre du jour en matière de réformes, c'est une bonne chose. [...] La France n'a pas besoin de mes encouragements ou de mes félicitations, mais je crois que c'est une bonne chose que cette loi ait été adoptée. Et cela montre qu'il y a vraiment une véritable capacité à agir qui existe²⁷. » Cette déclaration, qui a lieu dans un tout autre contexte que la première, puisqu'elle est faite à Paris aux côtés du président français, tranche non seulement sur la forme, mais aussi sur le fond.

C'est donc à d'autres au sein de la CDU que revient la critique lorsque tombe la décision de la Commission, le 25 février, d'accorder deux ans supplémentaires à la France pour faire passer son déficit sous la barre des 3 %. Plusieurs députés expriment leur déception pour ce qui est ressenti comme de la faiblesse de la part de Bruxelles : « Les règles du contrôle budgétaire valent aussi pour les grands pays. Je suis déçu que

23 Cité dans « Schulz will Frankreich mehr Zeit zum Sparen geben », *Frankfurter Allgemeine Zeitung Online*, 4 avril 2014.

24 *Ibid.*

25 Interview d'Angela Merkel, *Welt am Sonntag*, 7 décembre 2014, www.welt.de/politik/deutschland/article135110372/Wuerden-Sie-Krieg-mit-Russland-fuehren-Frau-Merkel.html.

26 Le texte du tweet dans son intégralité est le suivant : « Maul zu, Frau #Merkel ! Frankreich ist frei. Occupez-vous de vos pauvres et de vos équipements en ruine ! ».

27 Angela Merkel, conférence de presse avec François Hollande, Paris, 20 février 2015, www.elysee.fr/conferences-de-presse/article/conference-de-presse-conjointe-avec-angela-merkel/.

la Commission se défile lorsque les choses deviennent sérieuses²⁸ », affirme ainsi Herbert Reul, membre du Parlement européen. Sans surprise, les libéraux font le même constat, reprochant eux aussi à la Commission d'avoir deux poids et deux mesures : « On se montre indulgent [vis-à-vis de la France et de l'Italie] alors que l'on a fait preuve d'une grande dureté avec les pays qui ont bénéficié des programmes d'aide²⁹ », dit ainsi le libéral Alexander Graf Lambsdorff, vice-président du PE. Il est plus étonnant en revanche que des représentants du SPD voient d'un mauvais œil cette décision et s'inquiètent de son impact sur la gestion de crise au sein de la zone euro. « Pour ce nouveau délai, je m'attendais de la part de la Commission à une justification plus concrète. Dans le contexte du débat sur la Grèce, il est important que les réformes soient non seulement annoncées, mais aussi mises en œuvre³⁰ », regrette Carsten Schneider, vice-président du groupe SPD au Bundestag, qui lui aussi saisit l'occasion pour parler réformes structurelles.

Au final, la classe politique allemande semble relativement unanime pour dénoncer le rapport de force tronqué au sein duquel agit la Commission, mais aussi pour rappeler l'importance que Paris concrétise rapidement ses projets de réforme. Le SPD, qui forme alors une coalition avec la CDU, ne se distingue pas particulièrement dans ce contexte. Parmi les partis représentés au Parlement, seuls les Verts apportent une voix différente au débat. Le député européen Sven Giegold, porte-parole des questions économiques et financières des Verts au PE, critique certes lui aussi la « grande marge discrétionnaire³¹ » avec laquelle Bruxelles applique les règles à propos de la France comme d'ailleurs d'autres Etats-membres. Mais il profite surtout de la décision de la Commission pour remettre en question la politique d'austérité prônée depuis des années par le gouvernement fédéral. « Plutôt que de discréditer les nouvelles règles par une mauvaise mise en œuvre, la Commission devrait dire haut et fort qu'il est contre-productif sur le plan économique de vouloir résoudre des crises par des coupes budgétaires lourdes », écrit-il sur son site Internet. Pour lui, les difficultés de la France (parmi d'autres), le positionnement de l'Allemagne et les règles européennes sont indissociablement liés, et une des clés du problème se trouve à Berlin.

A l'opposé, les déclarations de Bernd Lucke, à l'époque encore chef de l'Alternative pour l'Allemagne (Alternative für Deutschland, AfD), sonnent comme une provocation. Le président du parti protestataire, dont le succès repose sur une critique virulente de la gestion de crise, ne demande rien de moins qu'une sortie de la France et de l'Italie de la zone euro. Pourtant, sur le fond, il partage le même agacement que bien des responsables politiques allemands sur l'incapacité du gouvernement français à

28 Cité dans Gregor Peter Schmitz, « Streit um Haushaltsdefizit: Frankreich ist nicht Griechenland », *Spiegel Online*, 25 février 2015, www.spiegel.de/wirtschaft/soziales/eu-kommission-mehr-zeit-zum-sparen-fuer-paris-a-1020534.html.

29 Interview d'Alexander Graf Lambsdorff, *Deutschlandfunk*, 26 février 2015, www.liberales.de/content/lambsdorff-interview-mit-zweierlei-mass-gemessen.

30 Cité dans Albert Funk, « Koalitionspolitiker kritisieren Fristverlängerung beim Defizit », *Der Tagesspiegel*, 26 février 2015.

31 Sven Giegold, « Zeitaufschub für Frankreich: Schlechte Anwendung schlechter Regeln beim Euro-Stabilitätspakt », 10 mars 2015, www.sven-giegold.de/2015/stabipakt-schlechte-anwendung-schlechter-regeln/.

mener des réformes difficiles : « Il est encore plus inquiétant [au-delà de la Grèce] que de grands pays comme l'Italie et la France, qui jouent un rôle central pour l'euro, ne parviennent toujours pas à surmonter leurs difficultés et obtiennent en permanence de nouveaux délais³² ». C'est la crainte de voir *in fine* l'Allemagne fragilisée par les difficultés de la France et de l'Italie qui le conduit à demander la création d'une zone euro autour d'un noyau constitué d'Etats du nord de l'Europe. Une proposition guère commentée par la classe politique allemande, qui a jusqu'à présent choisi d'ignorer plutôt que d'affronter le parti contestataire.

Les termes du débat

On le voit, le ton de la discussion est souvent rude, voire brutal. Il exprime de l'agacement et parfois même de la colère face à une France perçue comme incapable de faire des réformes ; mais aussi de l'inquiétude quant aux conséquences de la politique française sur la stabilité de la zone euro, et par conséquent sur la situation allemande. Les règles communautaires sont systématiquement mises en avant, et ce n'est pas un hasard si la plupart des déclarations concernant la France se font en réaction aux recommandations de la Commission ou à la veille d'un sommet européen. Car tous, qu'ils critiquent Paris ou prennent sa défense, ont désormais une conscience vive des interactions entre les Etats membres de la zone euro. Bien qu'elles puissent prendre la forme de recommandations au gouvernement français (celui-ci « doit enfin agir³³ », dit ainsi le chrétien-social Hans Michelbach lors de la visite du Premier ministre Manuel Valls à Berlin), ces déclarations s'adressent en général à un public allemand. Elles donnent rarement lieu à des réactions côté français, ou alors seulement si elles sont le fait de personnalités connues qui occupent de hautes responsabilités gouvernementales. C'est le cas d'Angela Merkel, citée plus haut, ou du ministre des Finances Wolfgang Schäuble, déclarant que « la France serait contente que quelqu'un force le Parlement » à voter des réformes difficiles – avant d'ajouter : « Mais c'est difficile, c'est la démocratie³⁴. » Il avait alors déclenché un tollé à Paris, y compris au sein du gouvernement. Mais, le plus souvent, les membres du gouvernement fédéral sont prudents et se gardent de critiquer trop vivement leur partenaire. C'est donc aux députés, qu'ils soient élus du Bundestag ou du Parlement européen, qu'il revient généralement de dire tout haut ce que d'autres pensent tout bas.

A étudier la manière dont les responsables politiques allemands parlent de la France, on peut donc dire que celle-ci est bel et bien devenue un objet de la discussion politique outre-Rhin. Cette affirmation doit certes être nuancée, dans la mesure où il s'agit d'un objet « relatif » – et ce, pour deux raisons. Tout d'abord, la perception que l'on a en Allemagne de la France est partielle. Celle-ci est en effet appréhendée

32 Déclaration de Bernd Luke, 11 mars 2015, www.presseportal.de/pm/110332/2969633.

33 Cité dans Albrecht Meier, « Frankreichs Regierungschef Manuel Valls erntet heftige Kritik », *Der Tagesspiegel*, 22 septembre 2014.

34 Table ronde à la Brookings Institution, « Eurozone at a crossroads (again): A conversation with Wolfgang Schäuble », Washington, 16 avril 2015, www.brookings.edu/events/2015/04/16-wolfgang-schauble-eurozone-crossroads.

pour l'essentiel à travers sa situation économique et budgétaire, et plus particulièrement à travers l'état d'avancement des réformes structurelles (marché du travail, système des retraites, etc.). En dehors de la parenthèse ouverte par les attentats de janvier 2015, les questions de société ne jouent aucun rôle dans le débat, pas plus d'ailleurs que les questions de politique étrangère. De plus, les jugements en question sont souvent superficiels. Les réformes y sont systématiquement évoquées, mais très rarement détaillées, trahissant parfois un sérieux manque de connaissance de la situation actuelle. Si la France est un objet relatif de la discussion en Allemagne, c'est ensuite parce que celle-ci ne mobilise pas l'ensemble du spectre politique. Ce sont surtout les représentants des grands partis, c'est-à-dire du SPD et de la CDU, qui s'expriment sur le pays voisin. À l'exception du FDP, qui place le libéralisme économique au cœur de son programme et voit par conséquent dans les choix économiques de Paris un contre-modèle, leurs collègues des petits partis sont beaucoup plus discrets sur la question.

Il n'en reste pas moins qu'une discussion sur la France a bel et bien lieu. Celle-ci est d'ailleurs loin d'être confidentielle. D'une part, elle ne se limite pas aux spécialistes de ce pays, du reste fort peu nombreux, mais – crise de la zone euro oblige – inclut également des spécialistes des questions économiques et financières des différents partis. D'autre part, elle est relayée dans les médias sous forme de citations ou d'interviews, et trouve donc un écho assez large dans l'opinion publique. Qui plus est, le débat auquel donne lieu la France, comme tout autre objet politique, laisse transparaître un clivage gauche-droite. Il existe certes un relatif consensus entre les partis autour des réformes à réaliser – même si leur degré diverge. Cependant, si le SPD et la CDU/CSU partagent certaines attentes vis-à-vis de la France et ne sont donc pas dans une situation d'opposition frontale, ils ne les formulent pas de la même manière. À droite, le ton est volontiers moralisateur, et parfois même vexatoire. Cela a été le cas lors de la nomination de Pierre Moscovici au poste de commissaire chargé des Affaires économiques et financières, qui a déclenché une salve d'attaques personnelles. À gauche, on se montre à la fois plus compréhensif et plus confiant – du moins dans la discussion publique – sans pour autant renoncer à ses exigences. C'est ainsi que, lors de la visite de Manuel Valls précédemment évoquée, le député Carsten Schneider a dit être « sûr que le gouvernement français a compris qu'il doit mettre en œuvre ses annonces en matière de réformes structurelles³⁵ ». Surtout, les sociaux-démocrates veulent éviter une attitude suffisante. Dans ce contexte, parler de la France est aussi l'occasion de parler de l'Allemagne : « Nous devons montrer que nous reconnaissons les efforts qui sont faits et nous garder de donner des leçons³⁶ », affirme le député Rolf Mützenich. Ou, pour citer sa collègue Elvira Drobinski-Weiß, en faisant allusion à la

35 Cité dans A. Meier, *op. cit.*

36 Cité dans Dario Sarmadi, « Zweifel an Pariser Reform-Willen: Frankreich muss endlich liefern », *EurActiv.de*, 22 septembre 2014, www.euractiv.de/sections/finanzen-und-wirtschaft/frankreichs-premierminister-valls-verspricht-ehrgeizige-wirtschafts.

critique de la droite : « Qui aimerait que son voisin lui dise qu'il a fait des fautes³⁷ ? » C'est d'ailleurs dans ce sens que le ministre fédéral de l'Économie et de l'Industrie, le social-démocrate Sigmar Gabriel, a commandé avec son collègue Emmanuel Macron un rapport sur les réformes nécessaires dans les deux pays³⁸ : cette approche a permis de les mettre tous deux sur un pied d'égalité, tout en établissant une feuille de route pour les réformes dans le pays partenaire.

Si la France est devenue un objet politique outre-Rhin, les gains électoraux que les partis peuvent tirer de cette discussion sont plus que limités. Le sujet est donc traité à la marge, et seulement s'il fait écho à des préoccupations allemandes. Dans ces conditions, on peut douter qu'à l'avenir, les responsables politiques parlent davantage de la France qu'ils ne le font aujourd'hui. L'année 2017, durant laquelle auront lieu des élections majeures dans les deux pays, fera à ce sujet figure de test.

37 Interview d'Elvira Drobinski-Weiß, *Deutschlandfunk*, 23 septembre 2014, www.deutschlandfunk.de/deutsch-franzoesische-beziehungen-ministerpraesident-valls.694.de.html?dram:article_id=298292.

38 Voir Henrik Enderlein et Jean Pisani-Ferry, *Reforms, Investment and Growth: An Agenda for Germany, France and Europe*, 27 novembre 2014, www.hertie-school.org/fileadmin/images/Downloads/core_faculty/Henrik_Enderlein/Enderlein_Pisani_Report_EN.pdf.

Une amitié en noir et blanc. Les relations franco-allemandes à travers des photos de presse

Les pages qui suivent présentent une sélection de photos, avec leurs titres et légendes, prises à partir de 2010 lors d'événements officiels. Elles sont parues dans les quotidiens *Le Monde* et *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. Une partie des photos ont à l'origine été publiées en couleur.



« Les Vingt-Sept ouvrent les débats en vue d'une nouvelle réforme des traités ». Lors du sommet européen des 28 et 29 octobre 2010, les 27 chefs d'État et de gouvernement débattent d'un plan de sauvetage pour les pays endettés de la zone euro. La photo a été prise le 18 octobre, dans la station balnéaire de Deauville, lors d'une réunion de préparation franco-allemande. *Le Monde*, 29 octobre 2010, p. 7 ; photo et copyright : Philippe Wojazer/AP.



« «Quoi qu'il fasse» : Merkel et Sarkozy lundi à Paris ». Début 2012, la chancelière Angela Merkel rend visite à Nicolas Sarkozy pour le soutenir au cours de la campagne présidentielle.
Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ), 7 février 2013, p. 2; photo et copyright : Lionel Bonaventure/AFP/Getty Images.



« Un pas vers la gauche : la chancelière Merkel montre le droit chemin au président François Hollande ». En mai 2012, à peine élu, le nouveau président fait sa première visite en Allemagne. Après son élection, les commentateurs s'attendent à ce que les deux pays soient en désaccord sur la politique financière et économique en Europe.

FAZ, 16 mai 2012, p. 1 ; photo et copyright : Michael Gottschalk/ddp Images.



« Un sommet sous haute tension – Paris et Berlin restent profondément divisés face à la crise ». Six semaines après sa victoire électorale, Angela Merkel rend visite à François Hollande. Cette rencontre, qui a lieu le 27 juin 2012 au palais de l'Élysée à Paris, vise à préparer le sommet européen sur la crise de l'euro, qui se déroule le lendemain à Bruxelles.

Le Monde, 29 juin 2012, p. 1 ; photo et copyright : Ph. Wojazer/Reuters.



« On ne peut pas embrasser seul – même si l'on est aussi puissant qu'Angela Merkel ou François Hollande, et même si l'on se retrouve au Bundestag pour fêter le 50e anniversaire du traité de l'Élysée ». Malgré des relations tendues, Angela Merkel et François Hollande fêtent le 50e anniversaire de l'amitié franco-allemande. *FAZ*, 16 mai 2012, p. 1 ; photo et copyright : Fabrizio Bensch/Reuters.



« La comédie du baiser ». Le contexte est le même que précédemment. La photo est parue dans le cadre d'une série sur les représentations du baiser. *Le Monde, Culture & Idées*, 13-14 juillet 2013, p. 8 ; photo et copyright : Odd Andersen/AFP



« Des commémorations main dans la main : le président Hollande, le témoin et survivant Hébras ainsi que le président de la République fédérale Gauck dans les ruines d'Oradour ». Commémoration dans le village d'Oradour-sur-Glane où, en 1944, des soldats SS ont assassiné plus de 600 personnes.

FAZ, 5 septembre 2013, p. 3 ; photo et copyright : picture alliance/dpa.



« A Oradour, les présidents Hollande et Gauck se souviennent »

Les présidents français et allemand s'étreignent en 2013 à Oradour-sur-Glane.

Le Monde, 6 septembre 2013, p. 8 ; photo et copyright : Ph. Wojazer/AFP/Getty Images.



« Crise ukrainienne : l'«apaisement» est encore loin ». En juin 2013 François Hollande et Angela Merkel rencontrent le président ukrainien Petro Porochenko à Bruxelles pour parler des combats dans l'est de l'Ukraine
Le Monde, 29-30 juin 2014, p. 2 ; photo et copyright : Guido Bergmann/Bundesregierung/HO/AFP/Getty Images.



« Une poignée de main à Minsk : Poutine et Porochenko se serrent la main sous le regard de Merkel et Hollande ». Signé en février 2015 avec le soutien de l'Union européenne, l'accord de Minsk prévoit un cessez-le-feu.
FAZ, 12 février 2015, p. 1 ; photo et copyright : picture alliance/AA.



« Angela Merkel et François Hollande, le 11 janvier, à l'Élysée ». Lors d'une cérémonie de deuil, après l'attaque de la rédaction de *Charlie Hebdo* en janvier 2015, Angela Merkel s'appuie sur l'épaule de François Hollande. *Le Monde*, 13 janvier 2015, p. 10 ; photo et copyright : Dominique Faget/AFP/Getty Images.



« Ensemble contre la peur. Des amis héréditaires : Merkel et Hollande ». Le contexte est le même que précédemment, seul le cadrage de la photo varie.

FAZ, 12 février 2015, p. 1 ; photo et copyright : picture alliance/AP.

Entre ouverture et repli : perception comparée de la crise des réfugiés et du terrorisme

Lorsque Nicolas Sarkozy, au cours de l'été 2015, comparait la crise des réfugiés à une « canalisation qui explose¹ » dans une maison, il ne pouvait afficher une plus grande distance à l'égard d'Angela Merkel, son ancienne partenaire dans le tandem « Merkozy ». Quelques semaines après sa déclaration, la chancelière est en effet devenue le symbole de la nouvelle *Willkommenskultur*, la culture de l'accueil. Alors que, pour l'Allemagne, l'année 2015 a été marquée par l'arrivée d'environ 1 million de réfugiés, elle a été pour la France celle des attentats terroristes. Après l'attaque contre la rédaction de *Charlie Hebdo* et la prise d'otages dans un supermarché casher en janvier, Paris a de nouveau été la cible du terrorisme islamiste en novembre 2015 – conduisant François Hollande à déclarer son pays « en guerre ». Un an plus tard, la crise s'était durablement installée. A la suite des attaques de Nice et de Saint-Etienne-du-Rouvray, en juillet, l'Assemblée nationale et le Sénat ont prolongé l'état d'urgence promulgué en novembre 2015 jusqu'en janvier 2017. Cela étant, le terrorisme et la sécurité intérieure préoccupent également l'Allemagne avec une acuité croissante, depuis les attentats qui ont eu lieu sur son sol durant l'été 2016.

Dans chacun des deux pays, on observe avec attention la manière dont le partenaire se confronte à ces nouveaux défis – le terrorisme islamiste en France, la crise des réfugiés en Allemagne. A quelles images, à quels modes de pensée renvoie une telle perception ? Dans l'un et l'autre cas, la crise qui touche le pays voisin joue un rôle de miroir. Dans le débat français sur la gestion allemande de la crise des réfugiés, il est avant tout question d'une France tiraillée entre ses obligations en tant que « pays des droits de l'homme » et une xénophobie croissante en période de stagnation économique. De l'autre côté du Rhin, les réactions françaises aux attaques terroristes alimentent les discussions sur l'accueil des réfugiés et l'intégration des immigrants musulmans. Chacune à leur manière, la France et l'Allemagne mènent ainsi un débat sur leur propre identité. Rarement les peurs et la tentation du repli ne sont apparues aussi clairement, mais aussi, à l'inverse, les gestes d'unité et l'ouverture à l'autre. Pourtant, si toutes deux font face à des défis communs, tels que le terrorisme islamiste, le

1 Voir Claude Fouquet, « Les propos de Sarkozy sur les migrants font réagir Hollande et Valls », *Les Echos*, 19 juin 2015, <http://bit.ly/1RTGz7E> (page consultée le 17 août 2016).

risque de division entre citoyens musulmans et non musulmans ou encore l'immigration et l'intégration, l'une et l'autre continuent à percevoir le voisin selon des schémas nationaux très différents.

La crise des réfugiés en France : « un problème allemand »

D'un côté du Rhin, il est question de « migrants », de l'autre, de « réfugiés ». Dès le départ, c'est à travers des prismes conceptuels différents que la crise a été abordée dans la politique des deux pays. Alors que les responsables allemands insistaient sur son caractère humanitaire, se référant à la Convention de Genève relative au statut des réfugiés, forcés de quitter leur pays par la guerre et la violence, leurs homologues français considéraient qu'il s'agissait avant tout d'une immigration irrégulière, donc illégitime. La réalité elle aussi est différente, puisque la France est beaucoup moins concernée par l'arrivée de réfugiés que l'Allemagne. Dès 2014, le nombre de demandes d'asile y a reculé de 5 %, tandis qu'il augmentait dans d'autres pays de l'Union européenne. En 2015, alors que 1,2 million de demandes étaient déposées dans l'UE, soit le double de l'année précédente, ce nombre n'a augmenté que de 20 % (contre 155 % en Allemagne²). Ces dernières années, en France, le débat s'est concentré sur la « jungle de Calais » et ses camps illégaux, symboles d'un manque criant de volonté politique d'améliorer la situation juridique et humanitaire des réfugiés.

Dans un contexte politique tendu, avec un Front national saisissant la moindre occasion pour faire campagne contre l'immigration, le président François Hollande a tenté d'ignorer le sujet le plus longtemps possible. Cela n'a pourtant pas empêché le nombre de réfugiés empruntant la route des Balkans d'augmenter. Un point culminant a été atteint en août et septembre 2015, lorsque l'Allemagne a décidé d'accueillir des centaines de milliers d'entre eux bloqués en Hongrie. En France, la gestion de crise d'Angela Merkel a d'abord suscité de l'incompréhension – en particulier les revirements rapides du gouvernement allemand, passant de la suspension de fait des accords de Dublin à la réintroduction du contrôle aux frontières. La confusion politique face aux décisions de Berlin s'explique par le fait que le positionnement habituel des partis à l'égard de la chancellerie s'en est trouvé modifié. La gauche française, qui faisait jusqu'alors d'Angela Merkel l'incarnation d'une politique économique néolibérale, s'est tout à coup mise à célébrer la générosité de « Maman Merkel » envers les réfugiés. Quant à la droite, elle a perdu son « modèle allemand » qu'elle mobilisait depuis de nombreuses années pour critiquer la politique du gouvernement socialiste. La politique de Berlin lui paraissait tout à coup trop ouverte, et c'est presque avec soulagement qu'elle a pris note des querelles au sein de l'Union chrétienne-démocrate.

Au début de la crise, la France semblait tiraillée entre son identité historique de « pays des droits de l'homme », de lieu de refuge pour les victimes de persécutions

2 Communiqué de presse d'Eurostat 53/2015, « Le nombre de demandeurs d'asile dans l'UE a bondi en 2014 à plus de 625 000 personnes », <http://bit.ly/1LVCUoL> ; communiqué de presse d'Eurostat 44/2016, « Nombre record de plus de 1,2 million primo-demandeurs d'asile enregistrés en 2015 », <http://bit.ly/2bYLzIk> (page consultée le 17 août 2016).

politiques, et une ambiance populaire défavorable à l'accueil des réfugiés³ – liée à la peur de l'islam, mais aussi du chômage et du déclassement social, ainsi qu'à un ralentissement économique durable. Ce conflit entre générosité et repli se retrouve dans les réactions à l'égard de la politique allemande. « C'est Angela Merkel qui, avec sa politique d'accueil aux réfugiés, a repris le flambeau de la morale universelle que notre vieille patrie fatiguée a si longtemps prétendu porter toute seule avant de le laisser tomber par terre⁴ », a-t-on pu lire dans un éditorial du *Point*. Sur la page de couverture du magazine, on voit une chancelière souriante, accompagnée de la légende suivante : « L'incroyable Madame Merkel. Si seulement elle était française... ». Pour *Le Monde* également, la chancelière n'incarne rien de moins que « l'honneur de l'Europe », la défense des valeurs du continent et de l'Union européenne – et mérite à ce titre le prix Nobel de la paix⁵. C'est avec surprise que le personnel politique et les journalistes ont constaté que ce n'est pas en France, mais en Allemagne, que souhaitaient se rendre les réfugiés. « Le plus frappant n'est pas la crispation des Français à l'égard des réfugiés, c'est la crispation des réfugiés à l'égard de la France : ils ne veulent pas venir⁶ ! » s'est ainsi exclamé François Bayrou, président du Mouvement démocrate. Mais autant certains responsables politiques ont été soulagés de ne pas avoir à parler du « problème » devant leurs électeurs, autant ce constat est venu chatouiller l'identité, déjà mise à mal, d'une France tenant ses valeurs démocratiques en si haute estime⁷.

A l'euphorie des premiers temps a vite succédé en France une tout autre image. S'interrogeant sur les motivations de Berlin, les commentateurs ont en effet évoqué des considérations utilitaires. Les images habituelles d'une Allemagne calculatrice, égoïste et moralisatrice sont alors bien vite réapparues. C'est ainsi que le démographe Hervé Le Bras a évoqué une « stratégie démographique », les réfugiés étant encouragés à apprendre l'allemand afin d'être « utilisables⁸ » le plus rapidement possible. Dans cette logique, non seulement l'Allemagne, en tant qu'eldorado économique, peut se permettre d'être généreuse, mais elle aurait même misé sur l'accueil des réfugiés pour régler le problème de main-d'œuvre lié à son vieillissement démographique. Marine Le Pen est allée plus loin encore, affirmant qu'Angela Merkel cherchait à

3 46 % des Français rejettent l'affirmation selon laquelle leur pays aurait l'obligation d'accueillir des personnes fuyant la guerre et la misère. Avec le Royaume-Uni, la France se situe en tête des sept pays européens mentionnés par le sondage – en Allemagne, seules 21 % des personnes interrogées rejettent cette affirmation. Voir Benoît Vitkine, « La France plus frileuse que ses voisins vis-à-vis de l'accueil des migrants », *Le Monde.fr*, 27 octobre 2015, <http://bit.ly/1KEPrWy> (page consultée le 17 août 2016).

4 Franz-Olivier Giesbert, « Angela, François, Edgar et les autres », *Le Point*, 10 septembre 2015, p. 13.

5 « Angela Merkel, la fierté de l'Europe », *Le Monde*, 10 septembre 2015.

6 *L'Express*, « Pourquoi les Français ne veulent pas des migrants », par Élise Karlin, Eric Mandonnet, avec Tugdual Denis, Vincent Hugué et Kenza Bryan, 30 septembre 2015, <http://bit.ly/1NNUYQZ>.

7 Voir Claire Demesmay, « Frankreichs Identitätskrise: Auf die Anschläge folgt die Debatte », *DGAPkompakt* n° 8, juillet 2015, <http://bit.ly/1QrcD3A> (page consultée le 17 août 2016).

8 Hervé Le Bras, « C dans l'air », *France 5*, 14 octobre 2015.

baisser davantage les salaires et à « recruter des esclaves via une immigration massive⁹ ». Quant à la gauche radicale, elle n'était pas en reste, Jean-Luc Mélenchon critiquant la « politique opportuniste », le « rideau de fumée » et le « leurre¹⁰ » d'Angela Merkel.

Outre les aspects économiques, il a été question à maintes reprises de la publicité qu'Angela Merkel se serait offerte grâce à sa gestion de la crise des réfugiés. Ainsi, l'intention de la « chancelière de fer » aurait été de redorer un blason écorné par la crise grecque, ou bien – pour aller plus loin encore – de faire oublier le passé de l'Allemagne. Si l'on en croit les commentaires politiques, assez unanimes quel que soit leur positionnement sur l'échiquier politique, ce double objectif – du moins supposé – n'a pas été atteint en France : comme durant la crise de l'euro, Angela Merkel aurait fait cavalier seul. Avec son « invitation » aux réfugiés, elle aurait elle-même défini le cours de l'UE, dispensé des leçons aux autres pays et imposé son « diktat¹¹ ». On peut lire ainsi dans *Le Point* : « Après nous avoir donné d'humiliantes leçons d'économie, voilà que l'Allemagne nous montre maintenant le cap des droits de l'homme¹². »

Vue de France, la crise des réfugiés est avant tout une crise allemande. Très tôt, le gouvernement français a dit vouloir attaquer le problème à la racine (en combattant l'islamisme radical au Mali et en Syrie), ce qui impliquait un engagement militaire plus poussé que celui de ses partenaires européens. Les attentats perpétrés à Paris en novembre 2015 n'ont rien changé à cette position, bien au contraire. Si la discussion sur l'intégration des musulmans a alors trouvé une nouvelle vigueur, le gouvernement français a réaffirmé sa volonté d'externaliser le problème en menant une action militaire contre l'Etat islamique en Syrie. L'Allemagne s'est ainsi vu indirectement reprocher d'éviter les décisions difficiles en hésitant sur les interventions militaires, et par conséquent de ne pas combattre les flux de réfugiés à leur origine. Après les attentats, François Hollande a clairement dit espérer que l'Allemagne changerait sur ce point.

Les premiers temps, les Français étaient divisés dans leur interprétation de la politique d'Angela Merkel vis-à-vis des réfugiés, les uns la jugeant naïve et irresponsable, les autres humaine et généreuse. Or, juste après la nuit de la Saint-Sylvestre, au cours de laquelle des groupes de jeunes hommes issus principalement d'Afrique du Nord ont perpétré de nombreuses agressions sexuelles, la première interprétation l'a emporté. Ainsi, dans *Le Monde*, la professeure de littérature Claude Habib estimait que l'Allemagne avait reçu une « leçon » en matière d'immigration, se confrontant à une expérience que la France connaissait depuis de nombreuses années¹³. De même, les deux attaques à motivation islamiste, perpétrées en juillet 2016 dans un train régional à Würzburg et devant un restaurant à Ansbach, et le débat sur la sécurité qui s'est

9 Voir Olivier Faye, « Crise des migrants : le FN tient Angela Merkel pour responsable », *Le Monde.fr*, 24 septembre 2015, <http://bit.ly/1Lz5r10> (page consultée le 17 août 2016).

10 Interview avec Jean-Luc Mélenchon sur *RTL*, 11 septembre 2015, <http://bit.ly/1m9Dhk1>.

11 Voir les déclarations d'Yves Thérard (*Le Figaro*), de Malek Boutih (député PS) et de Florian Philippot (député européen FN).

12 Franz-Olivier Giesbert, *op. cit.* [4].

13 Claude Habib, « Les leçons d'un réveillon en Europe », *Le Monde.fr*, 30 janvier 2016, <http://bit.ly/2bTgYwF> (page consultée le 18 août 2016).

ensuivi ont été perçus en France comme les signes d'une normalisation, comme la « fin de l'exception allemande¹⁴ ». La réaction à la crise de folie meurtrière de Munich, le 22 juillet, est tout aussi révélatrice du lien que l'on fait en France entre le terrorisme et les réfugiés. Avant même que la chancelière ne se soit exprimée et que la police n'ait fourni des précisions sur les motivations du tueur, François Hollande condamnait une « attaque terroriste » et un « nouvel acte ignoble¹⁵ ». Les fils d'actualité de grands journaux et télévisions, eux aussi, ont accordé une place importante à l'hypothèse de l'acte terroriste – y compris une fois qu'il a été connu que l'auteur de la fusillade s'était inspiré du meurtrier d'extrême droite norvégien Anders Breivik. A ces réactions, on voit combien la France projette sur le pays voisin ses propres inquiétudes.

L'Allemagne face au terrorisme islamiste : déjà la guerre ?

L'Allemagne, un pays économiquement fort et uni, qui regarde l'avenir avec optimisme : c'est cette image qui a été invoquée pour expliquer, en France, la générosité du voisin dans l'accueil des réfugiés. Pourtant, cette crise a mis en lumière des divisions apparues dans la société allemande il y a déjà quelques années. L'émergence du parti Alternative pour l'Allemagne (AfD), entre-temps clairement ancré dans le populisme de droite, tout comme les manifestations hebdomadaires du mouvement Pegida à Dresde, révèlent le potentiel de groupuscules politiques jouant sur les peurs diffuses de la population. D'un autre côté, il existe en Allemagne au moins autant de personnes qui, par leur engagement bénévole, ont façonné l'image de la *Willkommenskultur*, rendant possible l'accueil des réfugiés. C'est dans ce contexte politisé, marqué par l'inquiétude, qu'ont eu lieu les attentats du 13 novembre à Paris

S'il y a eu en Allemagne beaucoup de compassion pour les victimes après les attentats de janvier, le sentiment d'identification a été encore plus fort en novembre en raison du caractère banal des cibles. Pour beaucoup d'Allemands, Paris est un lieu de nostalgie qui, plus que toute autre ville, incarne la liberté et la légèreté de la vie. A la suite des attentats de novembre, les hommes et femmes politiques de l'ensemble des partis ont ainsi souligné le lien particulier unissant la France et l'Allemagne, laissant entendre que les deux pays appartenaient à une même communauté de destin¹⁶. Une grande partie des Allemands se sont eux aussi montrés compatissants, observant une minute de silence dans les écoles ou adoptant temporairement le drapeau tricolore ou la tour Eiffel comme image de profil sur les réseaux sociaux. L'attentat commis le 14 juillet 2016 à Nice, qui a fait des victimes parmi les nombreux touristes

14 *Le Monde.fr*, « Réfugiés : La fin de l'exception allemande ? », 15 août 2016, <http://bit.ly/2cc2GsR> (page consultée le 18 août 2016).

15 Voir *Le Figaro*, « Fusillade à Munich : un «nouvel acte ignoble» (Hollande) », 23 juillet 2016, <http://bit.ly/2bGlaID> (page consultée le 18 août 2016).

16 Voir, entre autres, CDU, communiqué de presse 080/15, « Wir stehen an der Seite unserer französischen Freunde », 14 novembre 2015, <http://bit.ly/10a7nRm> (page consultée le 18 août 2016) ; Ministère des Affaires étrangères, « Solidarität mit den französischen Freunden », <http://bit.ly/10xWZgw> (page consultée le 18 août 2016).

allemands – notamment des écoliers berlinois en voyage scolaire –, a suscité des réactions semblables.

Malgré cette proximité, les deux pays ne parlent pas du terrorisme islamiste dans les mêmes termes, laissant ainsi apparaître des différences dans la manière d'appréhender les événements. En France, François Hollande a décrit les attaques de Paris comme un « acte de guerre » et prédit l'anéantissement de l'« Etat islamique ». C'est en des termes semblables qu'il a réagi à l'assassinat d'un prêtre en Normandie : « Daech [...] nous a déclaré la guerre¹⁷. » L'annonce de la mobilisation de 15 000 soldats supplémentaires, qui a aussitôt suivi l'attentat de Nice, se situe dans la droite ligne de cette rhétorique guerrière. En Allemagne, où un tel vocabulaire est toujours utilisé avec prudence, une discussion a éclaté sur le caractère approprié ou non de ce type de discours. Cette réaction n'est pas seulement liée à l'héritage de la Seconde Guerre mondiale, mais aussi aux interventions en Afghanistan et en Libye menées plus récemment – la première avec la participation de l'Allemagne, l'autre sans – qui n'ont en rien contribué à stabiliser et démocratiser ces deux pays. Si le président Joachim Gauck a prudemment évoqué une nouvelle « sorte de guerre¹⁸ », la plupart des journalistes et des responsables politiques ont évité le terme à propos des attentats de Paris¹⁹. C'est donc avec étonnement, voire incompréhension, qu'ils ont vu François Hollande revêtir les habits d'un « fringant chef de guerre²⁰ » – son activisme ayant été qualifié de « funeste²¹ ». Fait ironique, c'est ce même reproche de réaction excessive, guidée par les émotions, qui avait été fait à Angela Merkel en France au moment de la crise des réfugiés.

Les interprétations des Français et des Allemands ne divergent pas uniquement à propos du terme de guerre, mais aussi de la force ou au contraire de la faiblesse dont fait montre telle ou telle politique. Pour le philosophe Alain Finkielkraut, dont les positions critiques à l'égard de l'islam sont connues, il ne fait aucun doute que « l'Etat islamique nous a déclaré la guerre. Ne pas le reconnaître, ce serait un aveu de faiblesse qui nous conduirait au déclin²². » En Allemagne, au contraire, où l'on a tendance à penser qu'une attitude souveraine est à la fois réfléchie et prudente, la « détermination » de François Hollande a été vue comme une réaction hâtive et

17 Sur TF1, François Hollande, « Nous sommes face à un groupe, Daech, qui nous a déclaré la guerre. Nous devons mener cette guerre, par tous les moyens », 26 juillet 2016, <http://bit.ly/2bTgxm2> (page consultée le 18 août 2016).

18 Présidence de la République fédérale, « Wir leben in Zeiten, in denen wir Opfer einer neuen Art von Krieg beklagen », discours de Joachim Gauck à l'occasion de la minute de silence observée lors du jour de deuil national, le 15 novembre 2015 à Berlin, <http://bit.ly/1O8rNUz> (page consultée le 17 août 2016).

19 À titre d'exception, on évoquera ici par exemple les commentaires de Berthold Kohler dans la *Frankfurter Sonntagszeitung* (« Im Weltkrieg », 15 novembre 2015) et de Stefan Aust dans le *Welt am Sonntag* (« Dies ist kein Terrorismus mehr – das ist Krieg », 15 novembre 2015).

20 Karin Finkenzeller, « Markige Worte, aber keine Strategie », *Zeit Online*, 25 novembre 2015, <http://bit.ly/1RqvVWI> (page consultée le 17 août 2016).

21 Axel Veiel, « Fataler Aktionismus in Frankreich », *Frankfurter Rundschau*, 17 novembre 2015, <http://bit.ly/1RqvYBU> (page consultée le 17 août 2016).

22 Interview avec Alain Finkielkraut, par Georg Blume, *Die Zeit*, 26 novembre 2015, <http://bit.ly/1RMVPTA> (page consultée en août 2016).

comme une manière de céder aux menaces de l'EI²³. De plus, dans l'interprétation des attaques terroristes dans le pays voisin, l'accent a été mis sur l'échec de la politique d'intégration et la radicalisation de jeunes musulmans – perçus tous les deux comme un problème de politique intérieure en France.

Il n'empêche qu'en Allemagne également, l'appel à réagir aux attentats de novembre s'est fait plus pressant qu'en janvier 2015, allant au-delà des habituelles déclarations de solidarité. Présente dans le débat français, la crainte que l'Allemagne n'assume pas ses responsabilités dès qu'il s'agit d'engager la Bundeswehr s'est révélée infondée. L'appel pressant de François Hollande a bien été entendu et le Parlement allemand a voté le 4 décembre, trois semaines seulement après les attentats, la participation de 1 200 soldats (au maximum) pour combattre militairement l'EI. Malgré un débat controversé, la coalition gouvernementale a réussi à obtenir au Bundestag une majorité significative, grâce à son approbation quasi unanime d'une intervention. Tandis que ses partisans ont surtout mis en avant la clause d'assistance mutuelle qui lie les Etats membres de l'UE, ainsi que le devoir de solidarité vis-à-vis la France et la prise de responsabilités, les critiques de l'opposition se sont concentrées sur l'efficacité douteuse et le manque de stratégie de l'intervention en Syrie.

Bien que la lutte contre l'Etat islamique soit dans le plus grand intérêt de l'Allemagne – pas uniquement en raison de la menace terroriste qui en émane, mais aussi pour combattre les flux migratoires à leur source –, c'est la solidarité vis-à-vis de la France et l'importance extraordinaire du partenariat franco-allemand qui ont été mises en avant dans le discours. Cette solidarité semble partagée par la population. Celle-ci était certes très divisée au départ (46 % pour un engagement militaire, 47 % contre²⁴), mais, la semaine du vote, une large majorité des citoyens et citoyennes interrogés se sont prononcés pour une intervention (58 % pour, 37 % contre)²⁵. L'engagement militaire a disparu aussi rapidement de la scène politico-médiatique qu'il avait été décidé. L'attention s'est alors portée sur l'accord avec la Turquie, négocié au printemps 2016, et qui, pour l'Allemagne, joue un rôle beaucoup plus important pour réduire rapidement le nombre de réfugiés vers l'Europe. Cela montre que l'intervention militaire a d'abord été vue comme une preuve de solidarité vis-à-vis de la France, mais aussi combien les priorités des deux pays diffèrent. Même si la lutte contre le terrorisme et la sécurité intérieure occupent une place de plus en plus importante dans le débat public outre-Rhin, les attentats perpétrés en Allemagne à l'été 2016 n'ont pas fait bouger les priorités du pays. Ainsi, dans le « plan en neuf points » d'Angela Merkel, il n'est pas prévu de doter les forces de sécurité de nouvelles compétences pouvant ressembler à celles de l'état d'urgence en France. Pas plus qu'une extension du mandat de la Bundeswehr dans le combat contre l'EI n'est à l'ordre du jour.

23 Christoph Hasselbach, « Frankreichs Überreaktion », *Deutsche Welle*, 17 novembre 2015, <http://bit.ly/1NyYYBt> (page consultée le 17 août 2016).

24 Voir Politbarometer, 27 novembre 2015, <http://bit.ly/2bXBzRX> (page consultée le 17 août 2016).

25 Voir ARD-Deutschlandtrend, 4 décembre 2015, <http://bit.ly/1NKiEYd> (page consultée le 17 août 2016).

Attentats, réfugiés et intégration – mélange des genres

En Allemagne, les réactions aux attentats de Paris se sont greffées sur le débat concernant la crise des réfugiés. Instrumentalisant le terrorisme, les adversaires de la politique gouvernementale ont mêlé les deux sujets et obtenu une attention proportionnelle à l'indignation qu'ils suscitaient. A titre d'exemple, on peut citer l'important écho rencontré par le tweet de Markus Söder, de l'Union chrétienne-sociale (Christlich-Soziale Union, CSU), exigeant dans la foulée des attentats de Paris « l'arrêt d'une immigration illégale et incontrôlée²⁶ ». De la même manière, les opposants à la politique d'accueil du gouvernement, en particulier dans les rangs de l'AfD, ont profité de la confusion initiale autour de la tuerie de Munich pour en attribuer précipitamment la responsabilité au terrorisme islamiste²⁷. Dans ce contexte, les origines sociales des terroristes de Paris, Bruxelles, Nice ou Saint-Etienne-du-Rouvray sont venues alimenter le débat sur la politique d'intégration. Selon les appartenances politiques, les problèmes que rencontrent la France et la Belgique en matière d'intégration ont été un prétexte pour réclamer davantage d'efforts dans ce domaine ou bien au contraire pour refuser l'accueil des musulmans²⁸. Depuis les émeutes de 2005, l'image caricaturale de banlieues françaises sans aucune perspective d'avenir incarne l'échec d'une politique d'intégration à ne surtout pas reproduire. Depuis les agressions de Cologne, puis les attaques terroristes perpétrées en Bavière par des demandeurs d'asile, il est devenu de plus en plus difficile de séparer la question de la sécurité et celle des réfugiés. Car le terrorisme agit comme une loupe qui grossit les interrogations qui divisent depuis des mois la population allemande : dans quel pays souhaitons-nous vivre ? Qu'est-ce qu'être « allemand » ? Quel degré d'ouverture voulons-nous pour notre société ?

Après le tournant que scelle l'accord UE-Turquie, Berlin a adopté une politique d'accueil plus restrictive, comparable à celle de la France et d'autres partenaires européens. Une fois passée la crise des réfugiés, si tant est que l'on entend par là l'arrivée continue et en grand nombre de réfugiés en Allemagne, le pays est confronté à une discussion sur l'intégration, les valeurs et la place de la religion dans l'espace public. Dans ce contexte nouveau, les regards se tournent régulièrement vers la France, où ces sujets sont débattus depuis longtemps déjà. Ainsi en va-t-il de la discussion sur la double nationalité et l'interdiction de la burqa, lancée par la CDU durant l'été 2016 ; ou encore de l'interdiction de porter un burkini sur certaines plages, qui a suscité en France un véritable maelstrom médiatique²⁹.

26 Message publié par M. Söder après les attentats sur son compte Twitter, « #ParisAttacks ändert alles. Wir dürfen keine illegale und unkontrollierte Zuwanderung zulassen », <http://bit.ly/1MiLjwj> (page consultée le 17 août 2016).

27 Voir sur FAZ.net, « Wie Rechte den Amoklauf instrumentalisieren », 23 juillet 2016, <http://bit.ly/2bCKcxw> (page consultée le 18 août 2016).

28 Heinz Buschkowsky, « Schickt junge, hungrige Lehrer! », *Die Zeit*, 26 novembre 2015, n° 48/2015.

29 *Spiegel Online*, « Frankreich streitet über Burkinis: Badeanzug oder Islamismus-Tracht? », 16 août 2016, <http://bit.ly/2c5EJAg> (page consultée le 18 août 2016).

Des discussions semblables, mais des langages différents

Dans les deux crises que nous avons abordées, et qui touchent aussi bien la France que l'Allemagne, même si c'est de manière différente, le voisin est perçu à travers des prismes spécifiques, qui font ressurgir des images familières liées à des stéréotypes du voisin fortement ancrés dans les consciences collectives. Ainsi, le débat français a tendance à se référer à une Allemagne forte, pour ne pas dire dominante sous le gouvernement d'Angela Merkel, et qui donne le la autant dans la crise des réfugiés que durant la crise grecque. Dans ce contexte, le voisin est vu non seulement comme généreux, mais aussi comme égoïste, voire irresponsable. Quant à l'opinion publique allemande, elle perçoit à nouveau la France comme une nation forte, qui réagit avec énergie et détermination, mais aussi avec pathos et précipitation, aux attaques contre ses valeurs et son style de vie.

Outre ces images récurrentes, responsables politiques et journalistes utilisent un lexique qui renvoie à des schémas d'interprétation très différents, voire contradictoires. Ces derniers sont profondément ancrés dans la culture politique de chacun des deux pays, et ne font donc quasiment jamais l'objet d'une réflexion spécifique. Or, il y a là un terrain fertile pour des malentendus qui risquent ensuite d'influencer des décisions politiques. Avec les changements d'attitude et le revirement politique qui ont suivi les agressions de Cologne, ainsi que l'expérience répétée du terrorisme islamiste dans les deux pays, la France et l'Allemagne débattent de sujets similaires. Pourtant, il n'y a pas eu de véritable rapprochement franco-allemand. Dans la plupart des cas, le regard porté sur le voisin sert uniquement à conforter sa propre position dans le débat intérieur – bien plus qu'il ne motive l'effort de compréhension ou, plus encore, la recherche de solutions communes à des problèmes communs. Dans ce contexte, les déclarations de solidarité n'ont guère plus qu'une valeur rhétorique.

Egoïstes et réformistes : regards sur l'économie du voisin

Les relations économiques entre la France et l'Allemagne n'ont cessé de se développer depuis la fin de la guerre, si bien que, dans l'un et l'autre pays, on suit avec attention la situation économique du partenaire. Bien souvent, celle-ci a d'ailleurs valeur de symbole et fait l'objet de modes de perception qui sont restés étonnamment stables au cours du temps.

Dans un passé proche, les décalages économiques – plus ou moins marqués – entre les deux pays ont conduit les Français à s'intéresser de près à l'économie et à la politique économique de l'Allemagne. Dans la perception qu'ils en ont, le thème de la domination ou de l'hégémonie allemande constitue une sorte de fil rouge. Il s'agit là d'une tradition ancienne. À la veille de la Première Guerre mondiale, un observateur lançait déjà l'avertissement suivant : « L'Allemagne est en effet devenue la grande ambitieuse dont les appétits, croissant en même temps que sa population, ne visent rien moins qu'à la prépondérance absolue sur tous les marchés du monde. [...] Le *Made in Germany*, tantôt cauteleux, tantôt chancelant, prétentieux toujours, est une menace chaque jour grandissante pour notre fabrication française¹. » Il aura fallu deux guerres mondiales sanglantes pour que ces paroles empreintes du désir de confrontation, qui étaient omniprésentes depuis la guerre de 1870, deviennent enfin obsolètes.

Sous l'effet de l'intégration européenne et de l'étroite coopération instituée par le traité de l'Élysée dès 1963, les perceptions réciproques ont connu une transformation radicale. Elles sont désormais marquées par le respect, l'amitié et la conscience de partager une responsabilité commune – des valeurs auxquelles s'ajoute l'imbrication des deux économies. Cette approche positive a été confortée, côté français, par la longue période de croissance des Trente Glorieuses (1946-1975), à laquelle a correspondu en Allemagne le *Wirtschaftswunder* (miracle économique). Mais au début des années 1970, à la suite du choc pétrolier, de l'internationalisation et de la pression accrue de la concurrence mondiale, les différences entre les deux pays se sont réaffirmées. En France, experts et journalistes se sont alors penchés sur le « modèle allemand » de l'économie sociale de marché, la puissance de l'industrie allemande et ses succès à

1 A.-A. Martin, « Made in Germany. Allons-nous vers un Sedan commercial ? », *Touche à tout* (Paris), n° 12, décembre 1912, p. 443-445.

l'export². Bien souvent, ces jugements étaient polémiques et largement motivés par des questions de politique intérieure. Tandis qu'à droite, on voyait l'économie allemande comme un modèle à suivre pour mener en France les réformes nécessaires, la presse communiste reprochait au président Giscard d'Estaing d'avoir pour stratégie la « copie exacte » de la politique allemande. Ainsi *L'Humanité* affirmait-elle : « Quant aux conséquences, elles ont nom : austérité, dégradation des conditions de vie, faillites enchaînées et montée du chômage³. »

C'est alors que le vieux topo de la « peur de l'Allemagne » est réapparu dans la presse, cette fois en référence non plus à des motifs politico-militaires, mais à l'économie. Le 31 mai 1976, *Le Point* titrait ainsi : « Faut-il avoir peur de l'Allemagne ? ». Dans *Le Monde*, Michel Debré, Premier ministre de 1959 à 1962, évoquait quant à lui le « réarmement économique » du voisin, avant de déclarer : « L'Allemagne, sérieuse, parle la seule langue qui convient, celle de la puissance⁴. » Même si de telles formulations restent exceptionnelles, elles n'en sont pas moins symptomatiques d'un certain malaise, qui a retrouvé une actualité après l'unification allemande. A titre d'exemple, *L'Express* titrait le 16 mars 1990 : « Les Français doivent-ils avoir peur de l'Allemagne ? ». Sur un ton prophétique, l'hebdomadaire annonçait que l'économie allemande « dominera l'Europe comme jamais », et lançait cet avertissement : au lieu de bouder dans son coin et de se lamenter au sujet de la « domination allemande », la France ferait bien de mettre à profit les immenses opportunités qu'offre à son économie la réunification.

Après un boom économique de courte durée dû à l'unité du pays, les faiblesses structurelles du modèle allemand, en germe depuis les années 1980, sont devenues manifestes. L'économie était marquée par des lourdeurs, et le monde politique peu disposé aux réformes. Ces difficultés avaient déjà fait l'objet d'analyses détaillées avant même la chute du Mur⁵. Il est intéressant de voir que les problèmes grandissants de l'économie allemande n'ont provoqué que peu d'engouement côté français – où l'on redoutait plutôt les répercussions négatives qu'ils risquaient d'avoir de l'autre côté du Rhin. Comme le note René Lasserre, directeur du Centre d'information et de recherche sur l'Allemagne contemporaine (CIRAC), les Français avaient une attitude traditionnellement ambivalente vis-à-vis de l'économie de ce pays, dont ils redoutaient à la fois la puissance et la faiblesse : « Dans la première se cacherait l'élément

2 Voir par exemple le dossier « Le modèle allemand » dans la *Revue française de gestion*, novembre-décembre 1978, p. 8-44, ou Bernard Keizer, *Le modèle allemand : mythes et réalités*, Paris, La Documentation française, 1979.

3 *L'Humanité*, 7-8 juin 1978, cité dans René Lasserre et Henrik Uterwedde, « L'information économique et sociale. Analyse comparée à partir de deux études de cas », in « Information et communication. Les médias et les relations franco-allemandes », *Documents*, numéro spécial, décembre 1979, p.164-208.

4 *Le Monde*, 12 août 1978

5 Voir le dossier du magazine économique *L'Expansion* (19 décembre 1980) ; Sabine Urban et Ernst Moritz Lipp, *L'Allemagne, une économie gagnante ?*, Paris, Hatier, 1988 ; voir aussi Henrik Uterwedde, « Vorbild oder unbequemer Nachbar? Die deutsche Wirtschaftspolitik in französischer Sicht », *Orientierungen zur Wirtschafts- und Gesellschaftspolitik*, n° 115, mars 2008, p. 57-62.

moteur d'un retour aux ambitions hégémoniques, tandis que la seconde nourrit les craintes d'une Allemagne qui se replierait sur elle-même, créant un déficit de volonté politique en Europe⁶ ».

Sous l'effet de l'introduction de l'euro en 1999, dans le cadre de l'Union économique et monétaire (UEM), l'imbrication des deux pays en termes d'économie et de politique économique a continué à s'intensifier – et avec elle, l'intérêt porté au voisin. Or, depuis le milieu des années 2000, cette perception a été marquée par le décalage économique croissant entre la France et l'Allemagne. Les deux pays ont d'ailleurs réagi différemment, non seulement à la crise économique et financière internationale à partir de 2007, mais aussi à la crise des emprunts grecs et des turbulences de l'UEM autour de l'euro à partir de 2010.

Les forces de l'Allemagne, ou les faiblesses de la France

Malgré les crises et les faiblesses que l'on a pu noter, la puissance de l'économie allemande représente un thème récurrent du débat – une force qui reflète souvent, quasiment en effet miroir, les faiblesses de la France. Dans la discussion, les succès de l'Allemagne renvoient à deux grands schémas d'explication : d'une part, celui des avantages concurrentiels structurels de long terme ; de l'autre, celui de la politique économique, et en particulier les réformes du gouvernement Schröder.

Nombre d'analyses et de rapports d'experts soulignent ainsi les forces structurelles de l'économie allemande. Parmi elles, on trouve la spécialisation dans des secteurs à l'export sur des marchés dynamiques, ou dans des biens et services à forte valeur ajoutée, sans oublier l'existence d'un puissant *Mittelstand* (petites et moyennes entreprises) industriel. À cela s'ajoute une coopération étroite, sur le principe du réseau, entre entreprises, instituts de recherche et institutions publiques. Enfin, bien répartis sur le territoire national, les grands pôles économiques agissent comme un rempart contre les crises.

Le rapport que publie en 2007 la Chambre de commerce et d'industrie de Paris sur l'avenir de l'industrie française est révélateur de cette approche. L'économie allemande y a valeur de référence. Non seulement le rapport évoque les liens étroits que les grandes entreprises allemandes entretiennent avec le *Mittelstand*, mais il précise aussi que l'Etat, les entreprises et les partenaires sociaux travaillent ensemble à la réalisation d'objectifs communs et que, dans ce contexte, chaque acteur cherche à contribuer à une économie forte, sur le plan national comme international. Et de conclure que la France devrait s'inspirer de ce modèle et, surtout, que les entreprises devraient davantage coopérer dans un esprit collectif⁷.

6 René Lasserre, in Isabelle Bourgeois (dir.), *Allemagne 2001. Regards sur une économie en mutation*, CIRAC, Cergy-Pontoise, 2001, p. 7.

7 Chambre de commerce et d'industrie de Paris, « 10 propositions pour réconcilier concurrence et compétitivité : un nouveau cadre industriel pour la France dans un contexte européen », Paris, 22 novembre 2007 (manuscrit non publié), p. 7. Voir aussi, dix ans auparavant, Gabriel Colletis et Jean-Louis Levet, *Quelles politiques pour l'industrie française ?*, Paris, La Documentation française, 1997.

Avec des accents plus politiques, l'institut d'études économiques Coe-Rexecode, proche des entreprises, insiste quant à lui sur les « politiques contraires menées dans les deux pays ». Ainsi, son rapport sur les divergences franco-allemandes affirme la chose suivante : « Après la réunification, les autorités allemandes ont pris conscience du danger pour le site de production allemand. Une stratégie de compétitivité a alors été mise en œuvre méthodiquement et collectivement sur plusieurs années : maîtrise des déficits publics, investissements en recherche, réformes profondes du marché du travail, modération salariale durable. » Selon cet institut, la France a emprunté une stratégie opposée, misant en particulier sur la « réduction de la durée du travail » qui a entraîné une hausse des coûts du travail et de production⁸. L'étude ayant été commandée par un gouvernement de droite, sous la présidence de Nicolas Sarkozy, on peut supposer que son orientation politique était donnée d'avance. On ne s'étonnera donc pas qu'il ait suscité des réactions négatives à gauche.

Modèle ou antimodèle : la polémique sur les réformes Schröder

Depuis, les conséquences de l'« Agenda 2010 », mis en place à partir de 2003 par le gouvernement Schröder, font l'objet d'une vive polémique – qui oppose les deux camps. Faut-il suivre l'exemple allemand et adopter les réformes structurelles que la France aurait repoussées pendant des années, voire des décennies ? Ou ces réformes incarnent-elles au contraire une politique néolibérale et antisociale, dont la France doit éviter à tout prix les lourdes conséquences : bas salaires, emploi précaire et inégalités ? Reprenant ces deux positions contraires, deux publications sont symptomatiques des termes du débat.

L'auteur de la première d'entre elles, Guillaume Duval, est le rédacteur en chef d'*Alternatives économiques*, un mensuel économique situé à gauche. L'ouvrage qu'il a publié en 2013, *Made in Germany*, a suscité beaucoup de curiosité. Selon lui, la force de l'économie allemande serait liée à des facteurs structurels, de long terme, et non à la politique mise en œuvre par Gerhard Schröder. Au contraire, c'est malgré les réformes, et non grâce à elles, que l'économie allemande aurait réussi à se redresser au cours des années 2000 : « Gerhard Schröder, au pouvoir, fait des réformes qui ont pour conséquence d'appauvrir les Allemands, de détruire des emplois et de développer le chômage et les inégalités tout en accroissant la dette publique [...] Il s'en va et l'économie se porte mieux. [...] le redressement opéré sous Angela Merkel n'a guère fait que corriger les dégâts de l'ère Schröder⁹ ». Duval en fait une démonstration détaillée. Avec plus de 20 000 exemplaires vendus, son ouvrage a rencontré un grand succès et assuré à son auteur une large audience médiatique.

8 Coe-Rexecode, « Mettre un terme à la divergence de compétitivité entre la France et l'Allemagne », étude réalisée pour le ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Paris, 14 janvier 2011, p. 6.

9 Guillaume Duval, *Made in Germany. Le modèle allemand au-delà des mythes*, Paris, Seuil, 2013, citation p. 176, ici cité dans l'édition allemande, *Modell Deutschland ? Nein danke!*, Hambourg, VSA: Verlag, 2015, citation p. 25.

Si elles ont eu un écho important, à gauche avant tout, ces thèses n'ont pas échappé à la critique. Ce sont surtout les forces de droite qui ont vu dans les réformes Schröder le symbole d'une politique réformatrice conduite avec succès, et donc l'exemple à suivre d'urgence pour redynamiser la France. Quelques experts défendent également ce point de vue, à l'instar d'Isabelle Bourgeois, chercheur au CIRAC¹⁰. Il en va de même d'Alain Fabre, qui a rédigé pour l'Institut de l'entreprise, proche du monde patronal, une analyse détaillée, riche en éléments empiriques, sur les grandes orientations et les conséquences socioéconomiques de l'Agenda 2010. Sa conclusion est diamétralement opposée aux positions de Guillaume Duval : « Loin d'avoir démantelé l'État social, les lois Hartz ont permis d'assurer sa pérennité et de venir à bout du chômage de longue durée. [...] Ce nouvel équilibre a permis à l'Allemagne de rétablir les conditions durables de développement de son modèle économique et social¹¹. »

Au final, cette discussion porte moins sur l'état de l'économie allemande, que sur la politique que « doit » mener la France. Chacun des deux camps instrumentalise l'exemple allemand pour en faire un modèle ou un contre-modèle, dans une polémique qui en réalité porte avant tout sur la politique intérieure de la France.

« Europe allemande » versus « germanophobie immonde » – l'Allemagne vue de France

En France, on a beaucoup critiqué la politique européenne récente de l'Allemagne, en particulier sa gestion de la crise de la zone euro à partir de 2010. Bien que chacun des deux pays soit disposé à faire des compromis, les différences dans la manière de concevoir l'Union économique et monétaire l'emportent sur les convergences. Côté allemand, on table sur les règles les plus « objectives » et les critères les plus quantifiables possible, on accorde la priorité à des budgets stables et équilibrés, tout en interdisant le financement des déficits publics par la Banque centrale européenne. En France, une écrasante majorité soutient une vision plus politique de l'UEM. Celle-ci implique une importante coordination politique, un équilibre entre les objectifs de stabilité et de croissance, davantage de solidarité entre les Etats-membres – par exemple *via* la création d'autres Fonds européens –, le renforcement des instruments de politique anticyclique – par exemple sous la forme d'une assurance chômage européenne – ou encore la création d'un gouvernement économique européen doté d'un budget propre¹².

10 Cf. Isabelle Bourgeois, « Vrai ou faux ? Focus sur les réformes Hartz », *Questions d'actualité*, CIRAC, Cergy-Pontoise, juillet 2013 ; et dernièrement du même auteur, « De la capacité de l'Allemagne à se réformer », *Regards sur l'économie allemande*, n° 116-117, printemps/été 2015, p. 15-28. On trouvera une analyse très détaillée et riche en éléments empiriques des réformes Hartz dans Olivier Bontout et al., *Les réformes de la protection sociale en Allemagne. Etat des lieux et dialogue avec des experts français*, Cergy-Pontoise, CIRAC, 2013.

11 Alain Fabre, « Allemagne : miracle de l'emploi ou désastre social ? », Paris, Institut de l'entreprise, 2013, p. 13.

12 Voir aussi Jean-Marc Trouille et Henrik Uterwedde, « Frankreich, Deutschland und die europäische Wirtschaftspolitik: Kooperation mit Hindernissen », in *Frankreich-Jahrbuch 2012*, Wiesbaden, Deutsch-Französisches Institut, 2013, p. 123-139.

En découlent des critiques d'ordres différents. Parmi elles, celle d'une Allemagne égoïste : son « modèle d'exportation » et sa politique de modération salariale contribueraient aux déséquilibres économiques en Europe, quand ils n'en seraient pas la cause principale. L'Allemagne construirait en effet sa prospérité au détriment de ses voisins, dans la mesure où elle exporte beaucoup vers eux, tout en empêchant la réciproque en raison de sa politique salariale restrictive et de sa demande intérieure limitée. Par ailleurs, Berlin est régulièrement soupçonné, dès fin 2010, de tourner le dos à l'Europe – parce qu'il a hésité à octroyer des aides financières à la Grèce : « L'Allemagne veut-elle encore de l'Europe ? » titrait ainsi *La Croix* (15 décembre 2010), tandis que *Le Nouvel Observateur* (20 mai 2010) s'interrogeait : « L'Allemagne contre l'Europe ? ». Le journal d'informations économiques *La Tribune* a tenté d'expliquer « pourquoi l'Allemagne n'est plus d'accord avec l'Europe » (18 décembre 2010). Quant au *Monde*, il a fini par dresser le portrait de la chancelière en « Madame Nein » (26 mars 2010).

Autre mot clé, parmi ces critiques, celui d'« Europe allemande ». Guidé par son souci de stabilité, Berlin contraindrait ses partenaires à se plier à sa politique ordolibérale, axée sur l'austérité. En insistant sur les critères budgétaires fixés par le pacte de stabilité et de croissance, il mènerait une politique d'épargnant aveugle aggravant la crise dans les pays les plus faibles¹³. Au premier semestre 2015, alors que Berlin se montrait implacable sur les objectifs d'économies et de réformes à réaliser par Athènes, ces critiques sont allés jusqu'à affirmer que l'Allemagne souhaitait punir la Grèce, la pousser hors de la zone euro et, enfin, se débarrasser du gouvernement Tsipras – un gouvernement de gauche, qu'elle n'apprécierait pas.

Ce sont les reproches que deux socialistes, à la suite de l'accord européen du 13 juillet 2015 sur le plan de sauvetage de la Grèce, ont faits à l'Allemagne. Dans une lettre ouverte, le Premier secrétaire du PS, Christophe Cambadélis, a demandé au gouvernement fédéral de ne pas « se faire le porte-drapeau d'un ordolibéralisme étroit et obtus », et lancé cet avertissement : « Si l'Allemagne tourne le dos à la solidarité continentale, elle risque d'être incomprise, plaçant de fait l'Europe face à une alternative néfaste, face à un référendum terrible : pour ou contre l'Allemagne. » De manière quasi simultanée, un ancien ministre des Finances, Dominique Strauss-Kahn, adressait une lettre « à (s)es amis allemands ». Sur le ton comme sur le fond, celle-ci est plus mesurée. Dominique Strauss-Kahn dit comprendre l'attitude allemande, concernant en particulier le respect de règles communes et l'objectif d'un budget équilibré. Il estime que la France et l'Allemagne sont également responsables de la crise, les élites des deux pays restant prisonnières de l'image qu'elles ont du fonctionnement de l'union monétaire. Toutefois, lui aussi évoque le « diktat » allemand et reproche à l'Allemagne et à ses alliés d'avoir saisi l'occasion grecque pour remporter « une victoire

13 Voir Henrik Uterwedde, « Réflexions et analyse critique du reproche d'une « Europe allemande » », in « L'Europe allemande, mythe ou réalité ? », *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 199, janvier-mars 2012, p. 51-60.

idéologique sur un gouvernement d'extrême gauche au prix d'une fragmentation de l'Union¹⁴ ».

Face à ces différentes critiques, d'autres positions ont du mal à se faire entendre. Parmi elles, celle de l'économiste Elie Cohen, critique à l'égard de la politique de l'Allemagne, mais également de la France, lorsqu'il note que « face au keynésianisme sociétal français, les Allemands opposent un ordo-libéralisme radicalisé¹⁵ ». Michel Rocard, ancien Premier ministre, comprend lui aussi les Allemands « qui ont déjà payé deux fois, lorsque l'Europe a refusé de le faire. Sommes-nous bien certains que les Français, les Espagnols ou les Belges montreraient davantage d'empressement pour passer à la caisse¹⁶ ? » Quant à Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert Schuman, il va plus loin encore, dénonçant avec force « la renaissance d'une germanophobie immonde » qui s'inscrirait en faux contre les faits. Au reproche du « diktat allemand », il rétorque que « les Européens ont été unanimes et solidaires à la table du Conseil pour tenter de sauver la Grèce malgré ses erreurs, mais aussi pour s'assurer qu'au lendemain du sauvetage, les errements ne recommencent pas. Les efforts des uns ne sont pas solubles dans les fantaisies des autres. [...] Quiconque connaît les Allemands sait combien ils sont désireux de ne surtout pas conduire l'Europe, mais d'y garantir une stabilité pour laquelle, eux, sont prêts à partager leur souveraineté¹⁷. »

Malade chronique ou réformateur discret – la France vue d'Allemagne

Dans l'ensemble, le débat allemand sur l'économie française est à la fois moins agité et moins polarisé. Dans les médias, la France fait certes l'objet de comptes rendus variés, mais elle est loin de susciter les mêmes polémiques que l'Allemagne dans l'Hexagone. L'opinion publique allemande n'est pas focalisée sur le voisin, du moins concernant les questions économiques – sans doute parce qu'elle a tendance à percevoir l'économie française comme plus faible.

C'est surtout dans les années 1970 et 1980 qu'il a été question du contraste, alors flagrant, entre l'économie de marché allemande et l'interventionnisme étatique français. Aussi la tentative du Premier ministre Raymond Barre de libéraliser l'économie française, à partir de 1978, a-t-elle fait l'objet d'une attention particulière en Allemagne. Parmi les mesures adoptées, la suppression du contrôle des prix par l'Etat, l'introduction de tarifs pour couvrir les coûts des services publics, une réduction des

14 Jean-Christophe Cambadélis, « Lettre ouverte à un ami allemand », 16 juillet 2015, <http://www.cambadelis.net/2015/07/16/lettre-ouverte-a-un-ami-allemand/> ; Dominique Strauss-Kahn, « A mes amis allemands », 18 juillet 2015, <http://bit.ly/1kcA7e0>.

15 Elie Cohen, « Couple franco-allemand : la grande explication », Telos, 3 septembre 2015, <http://www.telos-eu.com/fr/europe/couple-franco-allemand-la-grande-explication.html>.

16 Michel Rocard, Philippe Maystadt, Miguel Angel Moratinos, Pierre Larroutourou, « Grèce : « Nous avons tous envie d'être solidaires mais pas envie de payer » », *Le Monde*, 20 juillet 2015.

17 Jean-Dominique Giuliani, « Quand tombent les mythes », *Editorial*, Fondation Robert Schuman, 13 juillet 2015, p. 1.

subventions publiques et une plus grande concurrence. Pour la presse allemande, il s'agissait d'« un programme vraiment spectaculaire pour libérer l'économie française des chaînes du dirigisme étatique » (*Die Zeit*, 14 juillet 1978), d'une « révolution économique [...], sans que l'on puisse en prévoir encore toutes les conséquences » (*Die Welt*, 28 avril 1978). Malgré quelques doutes sur sa capacité à mener à bien son ambitieux programme, le Premier ministre a eu droit à un concert de louanges pour sa politique, inspirée de la conception allemande de l'économie sociale de marché. Il était alors évident que celle-ci s'orientait vers les critères de l'ordolibéralisme. En Allemagne, on y a souvent vu la confirmation d'être soi-même sur le bon chemin – doublée d'un appel à la France de s'inspirer d'un modèle qui réussit. Cette discussion n'était pas dénuée d'arrogance. A titre d'exemple, *Die Zeit* notait que l'économie de marché « commence à avoir un sens concret pour la France aussi » (8 septembre 1978), tandis que *Die Welt* affirmait qu'« après trente ans de dirigisme étatique, les Français découvrent enfin le libéralisme économique¹⁸ » (28 avril 1978).

Cela n'a pas empêché la libéralisation lancée par Raymond Barre d'échouer et de laisser place, après l'élection de François Mitterrand à l'Élysée en 1981, à une politique résolument interventionniste de gauche. Mais elle aussi a dû tourner bride, la gauche au pouvoir ayant progressivement revu les grandes lignes de sa politique économique à partir de 1983. De plus, l'émergence du marché commun européen s'est accompagnée d'une prudente libéralisation. A l'époque, cette évolution silencieuse mais continue n'a pas vraiment rencontré d'écho en Allemagne. Si tel est le cas, c'est sans doute parce qu'elle a été menée de manière incomplète et contradictoire, mais aussi parce que la politique française est alors restée fidèle à sa rhétorique volontariste d'un Etat fort.

C'est sur des schémas similaires que la crise économique française, qui couvait depuis le début des années 2000 et s'est aggravée sous la présidence de François Hollande, a été perçue 35 ans plus tard en Allemagne. Alors que *Focus Online* décrivait la France comme « le nouvel homme malade de l'Europe » (1er février 2013), le quotidien *Bild* titrait : « La France sera-t-elle la nouvelle Grèce ? » (31 octobre 2012). Dans ce contexte, la presse peint en noir la situation économique de la France, passant largement sous silence ses points forts. Seuls quelques journalistes les mentionnent, à l'image de Thomas Hanke dans le quotidien économique *Handelsblatt* : « Celui qui fait une croix sur la France méconnaît son potentiel et pense de manière anhistorique. C'est être victime de ses préjugés que d'estimer que la France se trouve dans les limbes de l'enfer grec, comme certains le font en Allemagne » (15 janvier 2014). Face aux débuts hésitants de François Hollande, qui a d'abord sous-estimé la gravité de la crise, les commentaires se font à la fois plus inquiets et plus acérés. De l'automne 2012 et en partie jusqu'à fin 2014, le « blocage des réformes » (*Handelsblatt*, 5 août 2013) et le manque de leadership du président sont vivement critiqués. Le *Handelsblatt* parle alors de « politique au ralenti » (5 août 2013), tandis que la *Süddeutsche Zeitung* et l'économiste Henrik Enderlein nomment le président « Monsieur l'Hésitant » et

¹⁸ Voir aussi sur les événements en 1978, l'étude de cas riche en détails et en citations de René Lasserre et Henrik Uterwedde, *op. cit.* [3].

l'« objecteur de réforme » (*Handelsblatt*, 23 décembre 2013). Dans le même sens, il est question de « grande nation et petit roi » (*Handelsblatt*, 30 octobre 2013), de « pays sans gouvernail » (*Badische Zeitung*, 30 juin 2014) ou encore de gouvernement « sans boussole, sans force et sans concept » (*FAZ*, 1er novembre 2013).

C'est de manière isolée, et avec beaucoup de retard, que les journalistes ont remarqué que la politique économique française avait pris un nouveau cours dès novembre 2012 – avec les premières réformes vers une politique de l'offre. Parmi ces mesures, une baisse des impôts et des charges pour les entreprises, le retour à des finances publiques saines, ainsi qu'une réforme du marché du travail et du système de retraites. S'il y a bien changement de cours, le président reste enclin à l'enrober d'un discours ancré à gauche. Le correspondant à Paris de la *Süddeutsche Zeitung*, Michael Kläsgen, ne s'y trompe pourtant pas, relevant dès le 15 novembre 2012 les « chantiers secrets de la réforme », puis le 7 février 2013 la « réforme silencieuse » conduite par le président sous l'apparence de l'immobilisme.

Il a fallu attendre que François Hollande, lors de ses vœux en janvier 2014, adopte un langage clair et réaffirme le cours des réformes, puis nomme peu après à Matignon Manuel Valls, un réformateur convaincu, pour que l'on perçoive en Allemagne une volonté de changement – qui d'ailleurs a été saluée. La *FAZ* a alors parlé d'un tournant attendu de longue date (16 janvier 2014), tandis que la *Süddeutsche Zeitung* soulignait l'esprit européen des réformes (16 janvier 2014), tout en rappelant les difficultés et les blocages qui attendaient le président de la République.

De nos jours, bien davantage que dans les années 1970, l'Allemagne se sent directement concernée par la politique de réformes de la France. Pour le dire avec les mots des *Stuttgarter Nachrichten*, le gouvernement fédéral a donc « le plus grand intérêt à ce que Hollande réussisse » (16 janvier 2014). C'est dans la même logique que Thomas Hanke argumente dans le *Handelsblatt* : « Si la construction de l'UE a été possible, c'est uniquement parce que l'Allemagne et la France étaient à égalité. Si l'Allemagne devait avoir un poids supérieur sur le long terme, cet équilibre serait rompu. [...] Ne serait-ce que pour cette raison, il faut souhaiter que la France choisisse la modernisation, contre la décadence » (22-24 août 2014). Mieux encore : le président français aurait besoin « d'être étroitement accompagné par ses partenaires européens. Mais avec beaucoup de tact et sans méchanceté. Sans cela, la situation dans le pays peut vite se tendre, voire se détériorer » (*Handelsblatt*, 15 janvier 2014). Il est difficile d'exprimer plus clairement la dépendance réciproque des deux pays, l'un et l'autre portant une responsabilité dans les réussites et les échecs de son partenaire.

Différents bilatéraux et politique intérieure européenne

Que déduire de ces modes de perception ? Il est intéressant de constater que nombre d'images perdurent depuis des décennies, renvoyant souvent à des paires contraires : domination allemande contre faiblesses françaises, volonté de réforme et dialogue social contre dirigisme et primat du politique. Pour les Français en particulier, l'économie du voisin sert de miroir dans lequel se reflètent les faiblesses de leur propre pays. Ces images ont donc une importante dimension politique. Les écarts entre les

deux pays ne relèvent pas uniquement de l'économie, ils ont aussi une force symbolique, tant on est sensible en France à l'équilibre de la relation franco-allemande. Dès lors que celui-ci est rompu, ou du moins perçu comme tel, les médias et l'opinion réagissent avec susceptibilité. Si, en plus, Berlin se montre cassant ou défend une ligne dure dans les négociations à Bruxelles, la critique envers la domination allemande se double de reproches d'arrogance ou de diktat¹⁹.

Pourtant, sous l'effet de l'intégration européenne, ces modes de perception ont évolué, se sont nuancés – sans que cette évolution n'apparaisse d'ailleurs toujours très clairement. Depuis les débuts de l'Union économique et monétaire, ainsi que la création de la zone euro, la conscience d'être « dans le même bateau » s'est accrue. Cela explique qu'aujourd'hui, on observe avec plus d'attention ce qui se passe dans le pays voisin et à Bruxelles – en particulier les décisions ayant un impact direct sur les citoyens, les contribuables, les entreprises et les salariés. De même, lorsque des problèmes apparaissent, il est plus fréquent qu'auparavant de regarder les solutions dont dispose le voisin. C'est ainsi que l'Agenda 2010 a été observé avec intensité, déclenchant aussitôt un débat pour savoir si une telle politique conviendrait à la France. Le fait que de débat ait été accompagné de polémiques, divisant l'ensemble du spectre politique, n'est pas propre à la France ; au contraire, car il a aussi fait l'objet d'importantes controverses en Allemagne.

Autre évolution des modes de perception, qui découle de la première : la politique économique et sociale est devenue une affaire de politique intérieure européenne. Dans les sociétés démocratiques et pluralistes, cette politique fait toujours l'objet de débats controversés, avant que les majorités parlementaires ne statuent. Dans le débat sur la zone euro, les lignes de clivage ne passent plus entre les nations, mais entre différentes conceptions économiques et sociales présentes dans chacun des Etats-membres : politique de stabilité *versus* politique de croissance, politique de l'offre *versus* politique de la demande, solidarité *versus* responsabilité. Ces dernières années, les crises ont certes donné lieu à une confrontation entre Etats du sud et Etats du nord de l'Europe, ainsi qu'entre leurs modèles économiques respectifs, mais, à l'intérieur même de ces pays, les positions des gouvernements font tout autant l'objet de discussions.

Ainsi, la position du gouvernement fédéral dans la zone euro n'a pas été critiquée seulement en France, mais aussi en Allemagne, où des experts et des responsables dénoncent l'unilatéralisme et l'inefficacité de la politique d'épargne et de stabilité. À l'inverse, des voix s'élèvent en France pour approuver la position d'Angela Merkel, notamment lorsqu'elle insiste sur des finances publiques saines ou la mise en place de réformes structurelles. Quant à l'opinion publique des deux pays, elle n'est pas plus homogène. D'après un sondage mené en juillet 2015, 44 % des Français interrogés faisaient confiance à Angela Merkel pour gérer la crise grecque, contre seulement 24 %

19 Voir aussi Henrik Uterwedde, « Deutschland aus französischer Sicht: Modell, Ärgernis, Bedrohung? », *Politikum*, n° 2, été 2015, p. 68-75.

à François Hollande. En Allemagne, 51 % des personnes interrogées disaient faire confiance à la chancelière, mais 31 % aussi au président français²⁰.

Dans ces conditions, pourquoi continue-t-on à percevoir les discussions en Europe comme des différends entre les nations ? D'une part, parce que les principales décisions sont prises au niveau intergouvernemental, dans le cercle des chefs de gouvernement. Dans ce cadre, Angela Merkel et François Hollande représentent la position de leur pays. D'autre part, parce que dans chacun des deux pays, certaines positions dominent sur la politique économique, en vertu de quoi le keynésianisme est vu comme « français » et la politique de l'offre, comme « allemande ». Or les discussions en Europe doivent atteindre une nouvelle qualité et exprimer aussi bien les spécificités nationales que les divergences politico-idéologiques. Il s'agit là d'une tâche ambitieuse, qui passe par un difficile processus d'apprentissage. Mais c'est aussi le prix à payer pour que les Européens parviennent à mener des discussions sérieuses et productives sur l'avenir qu'ils souhaitent donner à leur économie et à la société.

20 Ifop, « Regards franco-allemands sur la Grèce après la victoire du «non» au référendum », Paris, juillet 2015, http://www.ifop.com/media/poll/3084-1-study_file.pdf.

En bonne compagnie : la transition énergétique allemande vue de France

« Ce n'est pas compliqué, résume un bon connaisseur de la politique énergétique de France et d'Allemagne : les Français ne comprennent pas les Allemands et les Allemands ne comprennent pas d'avantage les Français. Et d'ajouter : mais les Allemands sont dingues. »

La politique énergétique : des divergences de fond

En matière de politique énergétique, le débat franco-allemand s'apparente à un dialogue de sourds, dénué d'écoute et de compréhension. Si tel est le cas, ce n'est pas seulement parce que, dans ce domaine la France et l'Allemagne ont des traditions très différentes, qui sont donc parfois difficiles à comprendre dans le pays voisin, mais aussi parce que la perception de l'autre abonde de clichés qui souvent empêchent de voir ce qu'il y a de nouveau de chaque côté du Rhin. L'image d'une France qui se définit par la puissance nucléaire est aussi solidement ancrée dans les esprits en Allemagne que l'est dans l'Hexagone celle d'une République fédérale attachée à l'écologie et hostile au nucléaire.

Rares sont les domaines dans lesquels les visions des deux pays sont aussi éloignées l'une de l'autre. Alors qu'avec la sortie du nucléaire, l'Allemagne a rendu mondialement célèbres le terme *Energiewende* (transition énergétique) et la loi sur les énergies renouvelables (Erneuerbare Energien Gesetz, EEG), l'identité française ne saurait se penser sans le symbole de l'industrie nucléaire. Désignant tout à la fois une technologie nucléaire omniprésente, des structures de pouvoir centralisées et une économie de l'énergie contrôlée par l'Etat, le concept de « nucléocratie » semble avoir été créé sur mesure pour ce pays.

Dans le domaine de la politique étrangère, la puissance atomique a vite atteint le statut de symbole. A l'époque où la France perdait ses colonies, la bombe atomique devait lui permettre de conserver sur la scène internationale la « grandeur », telle que l'avait conçue le général de Gaulle. Avec un siège de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations unies, la force de frappe constitue jusqu'à aujourd'hui un symbole du prestige international de la nation française. En matière de politique

nucléaire, l'Allemagne a une histoire tout à fait différente. Ce n'est qu'en 1955, après avoir recouvré sa souveraineté, que la République fédérale a pu accéder à la puissance atomique – et encore, à la condition stricte que son usage resterait purement civil. Quoi qu'il en soit, les Allemands ont, dès le départ, fait preuve de scepticisme à l'égard du nucléaire.

Sur ce point, les antagonismes franco-allemands sont flagrants : décentralisation *vs* centralisation, énergies renouvelables *vs* puissance nucléaire, marché *vs* planification, puissance militaire comme arme diplomatique *vs* *softpower* du miracle économique. Or, comme le dit un dicton, les opposés s'attirent. Ainsi, la société française regarde l'*Energiewende* avec un mélange de curiosité, de fascination et de méfiance. A l'inverse, la transition énergétique lancée par la France il y a quelques années¹ est restée largement inaperçue de l'opinion publique outre-Rhin. Pourtant, elle ressemble fortement à la politique énergétique allemande, qui a manifestement servi de modèle. Ce rapprochement entre ces deux pays promet d'ouvrir la voie à une coopération plus étroite en Europe.

Des traditions historiques différentes

Alors que tout au long de l'intégration européenne, la France et l'Allemagne n'ont cessé de se rapprocher, notamment dans les secteurs de l'agriculture, du commerce et de la monnaie, elles ont longtemps suivi des voies très différentes en matière énergétique. Le choc pétrolier de 1973, puis la catastrophe nucléaire de Tchernobyl en avril 1986, ont joué un rôle clé dans la (re)définition de leurs politiques énergétiques respectives.

A la suite du premier choc pétrolier, la France a voulu regagner sa « souveraineté nationale » dans le domaine énergétique, alors qu'elle était jusqu'alors dépendante. Tel est l'objectif premier du plan Messmer, qui prévoyait la construction rapide du parc nucléaire français. La population elle aussi s'est laissé convaincre par la formule du « tout électrique, tout nucléaire ». Les 37 réacteurs construits entre 1980 à 1986 ont permis à la France de prendre un « premier tournant énergétique ». Aucun autre parc en Europe ne comptait autant de réacteurs à l'époque – ils seront bientôt 58. L'électricité d'origine nucléaire était abondante et bon marché, il convenait donc de l'utiliser (par exemple pour les chauffages électriques) plutôt que de l'économiser – comme le voulait alors la formule consacrée. A l'inverse, l'Allemagne s'est avant tout concentrée sur la houille et le lignite nationaux. Après le choc pétrolier, l'ouverture au nucléaire était hésitante et beaucoup plus limitée que dans l'Hexagone. Dès le début, elle a fait l'objet de contestation dans la société.

La manière dont Français et Allemands ont réagi à l'accident de Tchernobyl, le 26 avril 1986 – accident dont les radiations ont pourtant touché les deux pays dans

1 Avec la « loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte », Paris a défini à l'été 2015 une stratégie nationale ambitieuse qui devait montrer, en avant-première de la 21e Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, dite COP 21, que l'« excellence française » existe aussi en matière de protection du climat et de transition énergétique.

des proportions similaires –, est révélatrice de cette différence d'attitude. En France, l'opinion publique est restée quasiment indifférente, comme si les nuages radioactifs s'étaient « arrêtés à la frontière ». Tchernobyl n'est pas devenu un objet politique, qui aurait pu conduire à remettre en question le tout nucléaire, à la différence de l'Allemagne. Là, au contraire, le revirement de l'opinion publique a eu des conséquences politiques immédiates, qu'il s'agisse de la montée en puissance des Verts hostiles au nucléaire ou de l'apparition des premiers doutes sur cette énergie au sein des partis traditionnels.

Depuis, le nucléaire est resté impopulaire en Allemagne : en 2006, 50 % des personnes interrogées s'y prononçaient en faveur d'une réduction de la part de cette énergie. Il est intéressant de voir que le résultat français était alors comparable (49 %). Or, même si la société est devenue plus critique à l'égard du nucléaire, il n'existe pas en France de mouvement antinucléaire organisé comparable à celui existant en Allemagne. Avec les premières marches de protestation de Wyhl, Brokdorf et Wackersdorf, « le débat sur le nucléaire est passé de choix technologique de la politique ou de l'économie énergétique à une question de conscience politique² ». C'est ainsi que le Bundestag a voté en 1990 la loi sur l'approvisionnement en électricité, sous-estimée à l'époque, puis en 2000 la loi sur les énergies renouvelables – un projet de la coalition rouge-verte. Nombre d'observateurs français y ont vu un *Sonderweg* (une « voie particulière »), qui aurait atteint son paroxysme avec la décision de sortir du nucléaire. La plupart d'entre eux ont toujours trouvé étrange que la République fédérale, malgré sa longue expérience industrielle, soit « l'un des pays européens les plus réservés en matière de technologie nucléaire³ ».

Une France peu concernée par Fukushima

Côté allemand, l'attention s'est concentrée sur la fusion du cœur des réacteurs de Fukushima et les émissions radioactives, davantage que sur les conséquences de la catastrophe naturelle, qui pourtant étaient beaucoup plus évidentes au départ. Le gouvernement conservateur-libéral, qui s'était prononcé pour une sortie de la sortie du nucléaire prévue par le gouvernement précédent, a pris un nouveau tournant en décidant de fermer l'ensemble des centrales nucléaires d'ici 2022. A l'opposé, l'accident de Fukushima, le 11 mars 2011, a été perçu en France avec un certain détachement, comme l'avait déjà été Tchernobyl en 1986. Il n'a pas suscité de véritable débat sur l'état des installations nucléaires. Au lieu de cela, Nicolas Sarkozy, alors président, a proposé l'aide de Paris au Premier ministre japonais, Naoto Kan, lors d'une brève visite officielle, allant jusqu'à proposer pour les zones contaminées les robots

2 Severin Fischer, « Außenseiter oder Spitzenreiter ? Das ›Modell Deutschland‹ und die europäische Energiepolitik », in *Aus Politik und Zeitgeschichte*, « Ende des Atomzeitalters? », 10 novembre 2011, Bundeszentrale für Politische Bildung. <http://www.bpb.de/apuz/59682/aussenseiter-oder-spitzenreiter-das-modell-deutschland-und-die-europaeische-energiepolitik?p=all>.

3 Ministère de l'Ecologie et du Développement durable, Annexe « Acceptabilité » du *Rapport Energies 2050*, http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/annexe_10.pdf

spécialisés d'Areva. Il a aussi profité de l'occasion pour souligner le savoir-faire de la France en matière de nucléaire et sa contribution à la réduction des émissions globales de dioxyde de carbone : « Nous avons pris des engagements de réduction des gaz à effet de serre. Pour les remplir, il n'y a pas 150 solutions, il y a le nucléaire⁴. » Ce faisant, il a pris position contre les Verts qui avaient demandé de sortir du nucléaire – et ce encore plus après l'accident au Japon.

En même temps, Nicolas Sarkozy a indirectement commenté l'annonce de la chancelière de fermer certaines centrales vieillissantes, puis l'ensemble du parc nucléaire allemand : « L'heure n'est pas aux choix précipités qui ne marquent qu'une seule chose, le manque de sang-froid⁵. » Il a au contraire assuré que les investissements continueraient en France et qu'il n'y aurait pas de moratoire, car, d'après lui, « décider d'un moratoire est une position incompréhensible, c'est attendre que le ciel nous tombe sur la tête, c'est un choix moyennâgeux⁶ ». Et d'ajouter, comme pour conjurer une confrontation politique avec Berlin – et Rome, qui avait reporté une discussion sur le nucléaire après Fukushima –, qu'il ne se permettrait pas de porter un jugement sur ce qui se passe en Allemagne et en Italie.

A en croire ses interventions officielles, sur le territoire national et à l'étranger, le président était persuadé de ne pas céder à la précipitation. Ainsi, un bon mois après l'accident nucléaire, Nicolas Sarkozy n'a pas manqué de visiter la centrale de Gravelines, la plus grande des centrales nucléaires d'Europe de l'Ouest, située dans le nord de la France – une visite largement médiatisée. Il se dégageait alors de ses interventions une foi inébranlable dans la souveraineté nationale et l'Etat jacobin, qui prenait ses racines dans l'histoire, et que les catastrophes naturelles ou humaines ne sauraient remettre en question.

Si la réaction française à Fukushima a été relativement hésitante les premiers temps, les partis ont pris plus clairement position sur l'avenir du nucléaire – et plus largement les questions énergétiques – à l'approche de l'élection présidentielle de 2012. L'exemple allemand, dont le caractère radical mettait d'une certaine manière les élites françaises sous pression, était alors omniprésent. Il n'est donc guère surprenant que François Hollande, alors candidat à la présidentielle, s'y soit référé pour définir sa position sur le nucléaire : « [...] la France doit faire le même effort que l'Allemagne en 15 ans, soit réduire de 75 à 50 % notre dépendance au nucléaire d'ici à 2025⁷. » Au cours des années précédentes, les socialistes avaient déjà commencé à se détourner de l'énergie nucléaire. La campagne de 2012 était donc propice à de telles annonces – laissant également ouverte l'hypothèse d'une alliance des socialistes avec les écologistes.

Bien que l'Allemagne ait choisi une tout autre voie avec l'*Energiewende*, l'opinion publique française considérait avec intérêt les effets positifs de la loi sur les énergies renouvelables de 2000 sur l'industrie allemande – un autre avantage de la République

4 Yves Bourdillon, « Le chef de l'Etat plaide pour l'énergie nucléaire au Japon », *Les Echos*, 1er avril 2011, p. 7.

5 *Idem*.

6 Grégoire Biseau, « A Gravelines, Sarkozy défend l'atome », *Libération*, 4 mai 2011, p. 18.

7 Propos recueillis par Cécile Amar, *Le Journal du Dimanche*, 4 juin 2011,.

fédérale : « [leur succès à l'international] fait même pâlir d'envie les entreprises françaises centrées sur un nucléaire plus difficile à vendre en pleine crise financière et après Fukushima⁸ ». Mais les critiques se sont faites elles aussi plus nombreuses. Elles voyaient, dans l'ascension puis la chute de l'industrie photovoltaïque allemande, la preuve qu'il était impossible de survivre seul sur le marché des énergies renouvelables, pourtant autrefois si prometteur. A l'annonce en 2012 de l'insolvabilité de Q-Cells, leader du photovoltaïque en Allemagne, il a ainsi été question en France « de la débâcle de toute une industrie, passée en quelques années du boom à la faillite généralisée⁹ ».

C'est à distance et avec un certain scepticisme que les Français, les premiers temps, ont observé le « tournant énergétique » allemand. Ils se sont étonnés de l'approche « en solitaire » de la République fédérale. Au-delà, ils ont surtout relevé les émissions accrues de dioxyde de carbone, la dépendance plus marquée à l'égard des importations d'électricité, ainsi que l'augmentation des prix pour les usagers. Le journal *Le Monde* expliquait ainsi au début de l'hiver 2011, dans un article intitulé « Allemagne : la fin de l'énergie nucléaire passe par le charbon » : « Huit des dix-huit réacteurs nucléaires étant arrêtés depuis le printemps, l'Allemagne pourrait être menacée de black-out ou être contrainte d'importer massivement de l'électricité¹⁰. » Il a fallu attendre fin 2012, et le débat sur la transition énergétique française, pour que ces considérations, souvent très superficielles, cèdent la place à une vaste discussion, de plus en plus clivée, sur les avantages et les risques du « tournant » allemand.

La transition énergétique, un « retour au Moyen Age » ...

Comme l'a illustré le débat national sur la transition énergétique, en amont de la « loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte » adoptée en août 2015, l'Allemagne a servi d'exemple. Conformément à une promesse de campagne, François Hollande a lancé dès novembre 2012 un débat national d'envergure sur la question, dont il a confié la direction à Laurence Tubiana, écologiste renommée, spécialiste des questions d'environnement global, notamment dans le domaine du changement climatique et de la biodiversité. En intégrant des représentants de la société civile au débat, le gouvernement souhaitait définir pour la première fois une « vision » d'ensemble pour la transition énergétique de la France, et donner ainsi une plus grande légitimité aux objectifs qu'il avait lui-même définis.

La discussion concernait à la fois les principes et la mise en œuvre de la transition énergétique. Un large spectre de questions a été abordé : est-il écologiquement nécessaire et socialement acceptable de renoncer à la croissance économique ? Remettre en question la puissance nucléaire revient-il à critiquer le passé de la France et son

8 Thibault Madelin, « Nucléaire : le dialogue de sourds franco-allemand », *Les Echos*, 26 octobre 2011, p. 14.

9 « Débâcle de l'industrie solaire en Allemagne : Q-Cells, leader du photovoltaïque, en dépôt de bilan », *Ladepeche.fr*, 2 février 2012.

10 Frédéric Lemaître, « Allemagne : la fin de l'énergie nucléaire passe par le charbon », *Le Monde*, 24 octobre 2011.

prestige ? Une transition énergétique française calquée sur le modèle allemand n'incarnerait-elle pas en définitive l'hégémonie de l'Allemagne en Europe ? Rétrospectivement, deux éléments se dégagent de ces débats très idéologiques : d'une part, les références à la République fédérale et à sa transition énergétique sont omniprésentes ; de l'autre, l'exemple allemand suscite une très forte polarisation. Preuve en est le millier d'articles dans les médias français, pour la seule année 2013, sur le thème de l'*Energiewende*. Sur le principe « *bad news sell* », ces articles ont une tonalité plutôt critique : « Quand l'Allemagne retourne au charbon », ou encore « Allemagne : la rançon du succès des énergies renouvelables », « Énergie : une bien difficile transition », « Le grand (trop grand) défi de la Energie-Wende¹¹ ».

Dans les cercles politiques et scientifiques, on se réfère également à la transition allemande pour justifier la crédibilité des arguments avancés. Il est frappant de constater à quel point la perception s'est clivée, allant jusqu'à se transformer en véritable guerre idéologique. A droite, on est avide de pointer les risques et les erreurs du « contre-modèle de l'*Energiewende* », de manière à éviter la moindre velléité d'imitation. L'argument le plus important est d'ordre économique : la baisse de la consommation énergétique, procédant du renchérissement de son coût (en raison d'une baisse de la proportion de l'énergie nucléaire bon marché), signifierait une croissance plus faible, si ce n'est un retour au Moyen Age ou « à la bougie ». Tel est par exemple le discours du sénateur Jean Bizet. Dans un pamphlet de 70 pages au titre anodin, « La coopération énergétique franco-allemande : naissance d'une Europe de l'énergie ? », publié par la Commission des affaires européennes du Sénat en mai 2014¹², il veut montrer que le plan allemand n'est ni crédible, ni rationnel – et que l'industrie nucléaire française reste un impératif. Dans une interview à Public Sénat, il soulignait : « Il ne faut pas tout faire comme nos amis allemands [...], la sortie du nucléaire à l'allemande est aussi coûteuse que polluante et inefficace¹³. » La position de Delphine Batho, alors ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Énergie, est plus surprenante. Réputée progressiste et entretenant par ailleurs de bonnes relations avec son homologue allemand Peter Altmaier, la ministre a déclaré dans un entretien, durant la phase critique du débat français sur la transition énergétique : « L'Allemagne n'est pas mon modèle¹⁴. »

11 *Les Echos*, « Quand l'Allemagne retourne au charbon », 24 mai 2013 ; *Sud-Ouest*, « Allemagne : la rançon du succès des énergies renouvelables », 5 septembre 2013 ; *La Tribune* (édition hebdomadaire), « Énergie : une bien difficile transition », 22 mars 2013 ; *La Tribune*, « Le grand (trop grand ?) défi de la Energie Wende », 10 avril 2013.

12 Sénat, « La coopération énergétique franco-allemande : naissance d'une Europe de l'énergie ? », Rapport d'information de M. Jean Bizet, fait au nom de la commission des affaires européennes, n° 534 (2013-2014), 14 mai 2014, <http://www.senat.fr/rap/r13-534/r13-5341.pdf>.

13 Public Sénat, « Nucléaire : l'UMP Jean Bizet démonte le modèle allemand », 21 mai 2014.

14 Interview avec Delphine Batho, « L'Allemagne n'est pas mon modèle », *Libération*, 1er avril 2013.

... ou un saut dans la modernité ?

A gauche, d'autres font au contraire l'éloge de la transition énergétique allemande tout autant qu'ils critiquent le retard français. Guillaume Duval, rédacteur en chef du magazine économique *Alternatives économiques*, réputé pour ses approches non conventionnelles, écrit ainsi dans le numéro de juin 2013 : « S'il est bien un domaine où nous devons apprendre de nos voisins allemands, c'est sans aucun doute celui du tournant énergétique¹⁵. » De nombreux acteurs évoquent le « miracle de l'emploi » provoqué par la transition énergétique. C'est cet argument qu'a utilisé François Hollande dès 2011 pour attaquer Nicolas Sarkozy, son concurrent dans la course à la présidentielle : « Si nous continuons à ne rien faire, nous allons prendre encore davantage de retard dans les énergies renouvelables. A cause de la politique chaotique conduite par le gouvernement depuis cinq ans, nous accusons un déficit d'emplois toujours plus grand par rapport aux pays voisins, particulièrement l'Allemagne, qui a créé 230 000 emplois contre 40 000 en France. » Sans s'arrêter sur la question du charbon, les associations françaises de protection de l'environnement se sont elles aussi efforcées à de nombreuses reprises de valoriser l'exemple allemand pour lutter contre les critiques et tordre le cou à des préjugés tenaces.

Au fil d'un débat de plus en plus clivé, les observateurs ont été contraints de choisir leur camp, comme adversaires ou comme avocats du modèle allemand. Dans ce contexte, les positions plus neutres ou nuancées se sont faites rares. Paradoxalement, les divergences ont brouillé les lignes traditionnelles des partis politiques. Ainsi, la droite française continuait à critiquer la politique énergétique de la chancelière Angela Merkel, pourtant du même bord, tandis que les Verts et les associations écologistes lui apportaient leur soutien. Sous l'effet des divergences idéologiques, des coalitions parfois inattendues se sont formées : face à la menace que représentait pour eux l'*Energiewende*, le Medef et les syndicats de salariés, traditionnellement ennemis, se sont unis pour défendre le modèle français de l'énergie nucléaire bon marché.

Sur le plan politique, la confrontation avec le voisin allemand a connu son apogée en février 2013, lorsque Peter Altmaier s'est rendu à Paris pour une séance de questions-réponses avec les responsables français, dans le contexte du Débat national sur la transition énergétique (DNTE). Le ministre fédéral de l'Environnement est parvenu à impressionner un public loin d'être acquis à sa cause, non seulement grâce à son très bon niveau de français, mais aussi parce qu'il a accepté de répondre de manière constructive aux critiques. Combien coûte la transition énergétique ? Qu'en sera-t-il du charbon et des émissions de CO₂ lorsque l'Allemagne sera sortie du nucléaire ? La production issue des énergies renouvelables est fluctuante : que fera-t-on pour réduire l'impact de ces variations sur les réseaux électriques que la République fédérale partage avec ses voisins européens ? La franchise du ministre n'a certes pas suffi à convaincre tous les acteurs, mais cette rencontre a au moins montré que les deux pays avaient tout intérêt à mener une discussion approfondie, et qu'en parallèle aux

¹⁵ *Alternatives économiques*, « Transition énergétique, va-t-on combler le retard français ? », 13 juin 2013.

débats d'ordre général sur la transition énergétique, souvent conflictuels, il était utile d'évoquer des questions concrètes.

Quant aux experts, tous n'ont pas adopté une position nuancée. A plusieurs reprises, le think tank public France Stratégie, qui dépend de Matignon, a ainsi publié des études excessivement critiques. Parmi celles-ci, l'une au titre explicite : « Trois ans après : l'*Energiewende* sur le point d'échouer¹⁶ ? » (31 décembre 2014). En 2013, la Cour des comptes avait elle aussi fait de l'Allemagne un contre-exemple, s'attaquant aux subventions allouées à la production d'électricité issue des énergies renouvelables – alors que l'année précédente, lorsqu'elle avait relevé les engagements insuffisants de Paris en matière de démantèlement des centrales et de stockage définitif des déchets radioactifs, elle avait au contraire pris la République fédérale comme modèle.

Indépendamment du jugement qu'ils portent sur le modèle allemand, les experts ont en tout cas montré un intérêt accru pour la dimension pratique de l'*Energiewende*. Ainsi, lorsqu'il est question de financer la transition énergétique dans l'Hexagone, les regards se tournent du côté de l'Etablissement de crédit pour la reconstruction (*Kreditanstalt für Wiederaufbau*, KfW), qui a en Europe une réputation de *best practice*. A plusieurs reprises, des représentants de la KfW sont invités en France, et Delphine Batho, alors ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie, s'est elle-même rendue au siège de l'établissement en 2013. Il est même précisé, dans le rapport final du DNTE, que la France a besoin de « disposer rapidement d'un 'KfW à la française'¹⁷ ».

L'énergie citoyenne (*Bürgerenergie*), qui renvoie à des modèles économiques fondés sur des fonds participatifs, des coopératives ou des associations de propriétaires accessibles aux personnes privées, est elle aussi source d'inspiration. Publiés outre-Rhin en 2011, les premiers rapports approfondis sur la question montrent que la moitié des investissements dans les énergies renouvelables venaient des citoyens allemands. En dépit d'une économie de l'énergie centralisée et contrôlée par l'Etat, ou peut-être au contraire pour cette raison même, l'exemple allemand a permis d'élargir le débat énergétique à la question de la bonne gouvernance. Partant du succès de la République fédérale en matière d'énergie citoyenne, un consensus dépassant les clivages politiques a émergé sur la nécessité d'impliquer les citoyens en tant qu'acteurs, et pas uniquement en tant que consommateurs. Celui-ci se traduit, dans le rapport final du DNTE, par l'idée de « transition énergétique par tous et pour tous¹⁸ ». Dans ce contexte, les médias puis les responsables politiques ont commencé à s'intéresser à la dynamique des projets d'énergie citoyenne. Son essor est certes moindre qu'en Allemagne, mais, au cours des dernières années, des centaines de projets locaux d'énergie « citoyenne » ont tout de même vu le jour en France, bénéficiant souvent d'un important soutien des communes et des régions. Et la loi relative à la transition énergétique

16 <http://www.strategie.gouv.fr/publications/trois-ans-apres-lenergiwende-point-dechouer>.

17 « Synthèse des travaux du débat national sur la transition énergétique de la France » présentée par le Conseil national du débat, juillet 2013, p. 22, http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/dnte_synthese_web_bat_28-8.pdf.

18 DNTE 2013, « Synthèse des travaux du débat national sur la transition énergétique de la France », 18 juillet 2013, p. 9.

de 2015, elle-même, introduit des dispositions pour encourager les citoyens et les communes à participer financièrement à des projets dans les énergies renouvelables, et pour réduire les obstacles administratifs et juridiques.

Objectifs communs, tâches partagées

Si l'*Energiewende* a d'abord fait, en France, l'objet d'une certaine incompréhension, elle a ensuite suscité un intérêt croissant. Non seulement on l'a mieux comprise, mais on s'est aussi inspiré de certaines de ses réussites.

L'énergie nucléaire continue certes à jouir d'une meilleure réputation dans l'Hexagone, mais les deux stratégies nationales se rejoignent plus que jamais sur des objectifs de long terme, comme la protection du climat, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Bien qu'en matière d'énergie nucléaire, leurs finalités politiques soient fondamentalement différentes, les deux pays auront à relever des défis similaires au cours des prochaines décennies. Si elle veut réussir sa sortie du nucléaire, l'Allemagne devra remplacer environ 140 térawatts-heure (TWh) d'électricité nucléaire grâce aux énergies renouvelables et à une plus grande efficacité énergétique. La quantité est la même pour la France, dès lors qu'elle vise à réduire à 50 % la part du nucléaire dans la consommation d'énergie primaire.

En adoptant un projet de transition énergétique, Paris a pris le chemin d'un avenir à faibles émissions carbonées et a ainsi conquis sa légitimité pour organiser en 2015 la 21e Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, dite COP 21. La presse allemande commence elle aussi à relater les objectifs ambitieux de Paris. De ce point de vue, les articles et reportages sur la loi relative à la transition énergétique française, publiés à l'été 2015, témoignent d'un changement surprenant : « La France devient le pays de la transition énergétique », rapporte le *Handelsblatt*, tandis que l'Agence allemande pour les énergies renouvelables (Agentur für Erneuerbare Energien, une agence d'information¹⁹) annonce que « la France veut lancer sa propre transition énergétique ».

La voie choisie par la France – le maintien de deux tiers d'énergie nucléaire – n'est incompatible qu'en apparence avec la conception allemande d'*Energiewende*. En réalité, les objectifs se ressemblent étrangement, rappelant que l'on peut atteindre un même but en empruntant des chemins très différents. Le concept allemand, ainsi que sa version française, d'une transition énergétique pour un avenir bas carbone, sûr et accessible rencontrent un terrain fertile en Europe et ailleurs. Dans un avenir proche, le succès de ces deux projets dépendra étroitement de leur intégration dans l'environnement européen. A l'encontre de l'idée selon laquelle l'Allemagne pourrait se passer de son voisin français, la coopération du couple franco-allemand en matière de politique énergétique est un signal fort pour l'Europe.

19 www.unendlich-viel-energie.de, 23 juillet 2015.

Super maman allemande et mauvaise mère française : les rôles de femme et de mère chez la voisine

Costume sombre, maquillage discret et sourire éclatant : Rachida Dati, alors ministre de la Justice, se dirige en talons aiguilles vers le palais de l'Élysée pour un conseil des ministres, seulement cinq jours après avoir accouché d'une petite fille par césarienne. La femme politique est resplendissante, d'une minceur si délicate qu'elle donne l'impression de ne jamais avoir été enceinte. Ce genre d'image reste gravé dans les mémoires.

C'était en 2009. Sa fille Zohra va maintenant depuis longtemps à l'école, pendant que Rachida Dati est députée au Parlement européen. L'impression que les Françaises parviendraient à concilier la maternité et leur carrière, aussi facilement que s'il s'agissait d'un jeu, est toujours d'actualité. Il n'existe sans doute pas d'autre sujet, en Allemagne, sur lequel on ne regarde aussi souvent en direction de la France que celui de la compatibilité entre vie familiale et vie professionnelle. En sens inverse, ce n'est presque jamais le cas. La France s'observe constamment elle-même dans le miroir de l'Allemagne pour mieux prendre conscience de ses retards ou de ses défauts, ou encore pour s'assurer de son aversion pour les réformes. Il ne se passe pas une journée sans que les médias, que ce soit la presse, la radio ou la télévision, ne fassent une comparaison avec le voisin d'outre-Rhin. On examine et on analyse tout ce qui peut l'être, de la législation à la compétitivité, des impôts au système de soins, du tri des déchets aux manières de table. La République fédérale joue le rôle de pays étalon à partir duquel on mesure tout, en bien comme en mal. Selon l'appartenance politique, l'Allemagne concentre tout le mal de l'économie de marché mondialisée (de l'extrême gauche de Jean-Luc Mélenchon à l'extrême droite de Marine Le Pen) ou bien incarne l'idéal d'une société démocratique capable de se réformer (pour la droite classique et une partie des socialistes). Il n'est que la politique familiale allemande et ses racines culturelles qui n'intéressent quasiment personne.

Aucun responsable politique français n'a jamais demandé que, dans ce domaine, on prenne modèle sur l'Allemagne, alors que n'importe quel bon discours politique fera référence au baby-boom français. Lorsque le taux de naissances baisse légèrement, comme pendant les neuf premiers mois de l'année 2015 (de 2,75 %), les

accusations et les mises en cause politiques pleuvent. Le fait d'avoir des enfants, en France, vous relie toujours un peu à l'Etat. Les objectifs sont ambitieux, puisque le pays veut que sa population ait dépassé celle de la République fédérale vers 2050. C'est ce que prévoient les démographes, dont les calculs datent d'avant l'accueil massif de réfugiés.

En dehors de la course au nombre d'habitants, l'Allemagne n'occupe qu'une place mineure dans le débat sur la politique familiale. Les Français ayant quelque vernis de culture ironisent volontiers sur les trois K (*Kinder, Küche, Kirche*, littéralement : enfants, cuisine, église) qui ont si longtemps marqué la condition de la femme outre-Rhin. L'expression « mère corbeau », qui correspondrait à l'allemand *Rabenmutter*, ne fait pas partie du vocabulaire français, celle de « mère poule » est connotée négativement. La mère possessive étoufferait ses enfants en ne leur laissant pas assez de liberté. En France, on redoute de trop protéger les enfants et de ne pas les préparer suffisamment à se débrouiller seuls dans leur vie. L'appellation « papa poule » désigne le père qui s'occupe plus de ses enfants que la moyenne des papas. On ne trouve pas plus en français qu'en allemand d'expression langagière pour désigner un mauvais père. Certes, il existe quelques livres sur les mères allemandes dans les librairies françaises, mais ceux-ci ne sont jamais suspects d'être des best-sellers. L'ouvrage de la Française Béatrice Durand, qui vit depuis longtemps à Berlin (*Cousins par alliance. Les Allemands en notre miroir*¹), est resté réservé à un lectorat de niche.

À l'inverse, les réalités françaises font l'objet outre-Rhin d'une approche très politique. La France vaut depuis longtemps en Allemagne comme le pays modèle dès que l'on évoque la compatibilité de la vie de famille et de la vie professionnelle. Depuis la fin des années 1990, on chante les louanges du « modèle français » dans les médias allemands. Avec un taux de fertilité de 2,0 enfants par femme, un taux stable depuis le tournant du siècle, la France s'est affirmée comme le pays européen qui aurait tout juste dans ce domaine. Ursula von der Leyen, quand elle était ministre fédérale de la Famille, des Personnes âgées, de la Femme et de la Jeunesse, a fait le pèlerinage des crèches françaises pour trouver l'inspiration. On s'interroge outre-Rhin : quel est le secret des Français ? Comment font-ils pour que tant de femmes aient des enfants ? Les responsables politiques allemands prennent leur bâton de pèlerin et se montrent particulièrement curieux de savoir pourquoi la hausse du niveau d'éducation et la poursuite d'une carrière professionnelle ne se traduisent pas chez les femmes par une baisse, mais par une hausse du désir d'enfant. Les fondations et les think tanks allemands organisent des conférences où des mères françaises actives sont invitées à venir parler de leur expérience comme d'un témoignage éclairant. Les livres éducatifs se haussent au rang de best-sellers sur le marché allemand, par exemple celui de la journaliste américaine Pamela Druckerman, *Bébés made in France : les secrets de l'éducation à la française*².

1 Béatrice Durand, *Cousins par alliance. Les Allemands en notre miroir*, Paris, Autrement, 2002.

2 Pamela Druckerman, *Bébés made in France : les secrets de l'éducation à la française*, Paris, Flammarion, 2013.

Un pays modèle pour concilier vie de famille et vie professionnelle ?

Depuis quelque temps, toutefois, on commence à trouver dans la presse allemande des critiques sur la situation des mères françaises et de leurs enfants. L'hebdomadaire *Der Spiegel* a ainsi découvert en France « une nouvelle génération de mères », qui « réclament plus de temps pour leurs enfants et pour elles-mêmes » et se heurtent à de solides résistances. Sous le titre « Protestation de mères qui donnent le sein », le magazine a fait l'éloge d'un « acte de résistance³ » : la décision d'un groupe de mères qui travaillent de dire au revoir au « travail à temps plein et au stress de 8 à 19 heures ». Dans *Die Zeit*, sous le titre « L'amour à distance », une journaliste soutient que « la prise en charge précoce des enfants par l'Etat se paie aussi. Les femmes se sentent de plus en plus étrangères à leurs propres enfants⁴. » L'article établit un lien de cause à effet entre la consommation élevée d'antidépresseurs en France et des troubles de l'attachement remontant à l'enfance. « Les gens me racontent qu'ils ont eu peu de complicité avec leurs parents quand ils étaient petits », dit un médecin cité dans l'article. « Les enfants ne sont pas assez pouponnés en France. On ne nous donne pas le droit de les pouponner », dit une éducatrice.

On a pu lire récemment dans l'hebdomadaire *Wirtschaftswoche* que cette image d'un pays modèle pour la compatibilité entre famille et vie professionnelle est écorchée. « Les femmes réclament plus de temps pour s'occuper de leurs enfants », écrit l'auteure de l'article à Paris, sous le titre : « Ce que demandent les mères en France⁵ ». Elle dresse elle aussi le tableau d'une société dans laquelle les crises d'angoisse et la dépression, qui touchent massivement les adultes, seraient liées à la prise en charge précoce des tout-petits. Elle considère en revanche comme exemplaire l'attitude de jeunes Françaises qui renoncent à leur job pour se consacrer totalement à leurs enfants. Le « mécontentement des féministes de l'ancienne génération », restées fidèles à la réalisation de l'égalité hommes-femmes, fait sous sa plume l'objet d'une appréciation critique.

Dans les magazines féminins allemands, le « mythe de la superwoman française » est également démonté. « Elles cessent vite d'allaiter, si tant est qu'elles aient commencé. Elles reviennent au boulot trois mois après l'accouchement. Et s'il le faut, bébé aura droit à un petit somnifère », raconte par exemple le magazine allemand *Emotion*⁶. Dans le magazine *Eltern*, les parents français inquiètent par un goût prononcé de l'autorité, qui s'est déjà traduit par une claque sur la joue, ou même une fessée⁷. « On estime que c'est très bien ainsi », souligne la sociologue Isabelle Bourgeois, de l'Université de Cergy-Pontoise ; « l'éducation chez nous n'étant pas aussi soft qu'en Allemagne⁸. » En raison de leur activité professionnelle, les parents français ne

3 Geneviève Hesse, « Stillender Protest », *Der Spiegel*, 26 octobre 2013.

4 Margarete Moulin, « Liebe auf Distanz », *Die Zeit*, 5 septembre 2013.

5 Karin Finkenzeller, « Frankreichs Mütter begehren auf », *Die Wirtschaftswoche*, 3 mars 2014.

6 Geneviève Hesse, « Mütterlichkeit auf Französisch », *Emotion*, octobre 2015.

7 « Familienleben in Frankreich: Für Rabenmutter gibt es keinen Begriff » (« Vie de famille en France : il n'y a pas de mot pour la Rabenmutter »), *Eltern*, mai 2014.

8 *Ibid.*

seraient pas aussi disposés que les parents allemands à se remplir la tête du fatras des théories éducatives.

Exemple effrayant et modèle éclairant

La perception que les Françaises ont d'elles-mêmes correspond rarement à celle des regards extérieurs. Mais l'idée que se font les médias allemands de la politique familiale de la France – le pays partenaire par excellence en Europe – semble d'abord guidée par des intérêts et des enjeux nationaux. Dans un premier temps, il s'agissait de faire bouger les choses en Allemagne, afin d'améliorer la situation des mères professionnellement actives. Sur le sujet, la situation française représente toujours un modèle utile. Dans une seconde phrase, à l'inverse, on a donné à entendre ceux qui pensaient leurs modes de vie menacés par les changements en cours. On a dû trouver en France rapidement des exemples effrayants pour réévaluer et réhabiliter le modèle « allemand » traditionnel de la garde complète des tout-petits par leurs mères. Le sacrifice de mères ayant renoncé à leur activité professionnelle pour le bien-être de leur enfant a donné lieu à une nouvelle reconnaissance. La prise en charge précoce par des tiers – la « *frühe Fremdbetreuung* », expression courante en allemand, cherche encore son pendant en français – a été alors désignée comme la racine des dysfonctionnements à venir.

On notera que des schémas symétriques sous-tendent les récits comparables en France, par exemple lorsque l'on aborde la question du temps partiel ou du retour à l'emploi. Pendant toute une période, les médias français ont loué le modèle allemand pour sa capacité à faire revenir les chômeurs à la vie active. Il s'agissait alors de pousser à l'introduction de changements similaires en France. On a pu lire dans un second temps une série de récits alarmistes sur les conditions de vie des « working poor » allemands, afin de prévenir une extension des bas salaires. Le regard que l'on porte sur le voisin sert à se réconcilier avec son propre modèle ou bien à pousser au changement, en fonction de l'ancrage politique de départ.

Quelle est la situation réelle des femmes et des mères en France ? Les généralités sont toujours sujettes à caution mais, dans l'ensemble, le consensus social sur la compatibilité de la famille et de la vie professionnelle tient bon. Les incertitudes récentes sont moins venues d'un groupe de femmes qui défendrait une nouvelle conception de la maternité, très applaudie dans les médias allemands, que de changements législatifs introduits sous la présidence de François Hollande.

Douze millions de bébés pour la nation – la tradition nataliste

Tout d'abord, soulignons les racines historiques et culturelles de la perception qu'ont d'elles-mêmes les femmes françaises. Déjà, sous l'Ancien Régime, elles aspiraient à sortir du foyer pour participer aux festivités de cour et plus encore aux salons, où elles pratiquaient l'art de la conversation avec grâce et faisaient briller leur esprit. Ce modèle de féminité fut ensuite adopté dans la bourgeoisie, puis dans le reste de la société. Dans l'histoire sociale allemande s'est en revanche imposée l'image de la

femme austère qui se concentre sur le foyer et renonce humblement à l'action sur le monde – un produit de la morale bourgeoise des Lumières.

Le rôle social de la femme n'a pas été remis en cause à la Libération en 1944, lorsqu'était mise en place une politique familiale nataliste. Le président du Conseil Georges Clemenceau tentait déjà en 1920 d'alerter ses compatriotes sur le sujet : « La France est bientôt perdue s'il n'y a plus de Français. » Lors de la débâcle de 1940, alors que les troupes d'Hitler défilaient à Paris et que l'armistice venait d'être signé, le maréchal Pétain déclarait dans un discours radiophonique : « Trop peu d'enfants, trop peu d'armes, trop peu d'alliés, voilà les causes de notre défaite⁹. » Il n'est guère étonnant que le général de Gaulle ait eu la partie facile à la Libération, en mars 1945, en exigeant une relance de la natalité et « appel[ant] à la vie les douze millions de beaux bébés qu'il faut à la France en dix ans ». Le gouvernement provisoire a voulu inciter les Français à se reproduire avec plus de vigueur. La question démographique a donc joué un rôle important dans la fondation du régime de sécurité sociale moderne à la fin de la guerre.

Les dispositifs d'encouragement à la famille ont été par la suite améliorés de manière continue. Les familles françaises peuvent ainsi compter sur un soutien de la société dans tous les domaines. Cela commence avec le suivi de la grossesse chez la sage-femme, dont les conseils et les alertes manquent côté allemand. Les livres français entendent donner du courage aux futures mères françaises, les aider à relever les défis qui les attendent. Par une naissance en douceur, les Françaises comprennent un accouchement complètement pris en charge par l'assurance maladie, dans une maternité à la pointe du progrès, péridurale incluse. C'est une opération de routine qui doit permettre aux femmes d'accoucher autant que possible sans douleur, et de se retrouver au plus vite en forme après l'accouchement.

Priorité au bien-être de la maman

Le bien-être des mères passe clairement en premier. Elisabeth Badinter, personnalité féministe, en donne la raison suivante : « Les Françaises se définissent d'abord comme femmes, et seulement ensuite comme mères. Elles veulent plaire, être séduisantes, même lorsqu'elles sont mères. C'est une image de soi dont l'ancrage historique remonte très loin, jusqu'au XVII^e siècle¹⁰. » Il y avait auparavant des nourrices, qui ont ensuite laissé la place aux biberons. Les femmes qui n'allaitent pas ne font pas l'objet de critiques et ne sont pas obligées de se justifier comme en Allemagne. Les conséquences négatives pour la santé du bébé ne sont quasiment pas abordées. Le principe dominant est le suivant : quand la mère va bien, le bébé va bien aussi.

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) voit en revanche d'un mauvais œil ce faible taux d'allaitement. Dans l'une des études récentes que l'organisation

⁹ Appel du maréchal Pétain le 20 juin 1940.

¹⁰ Entretien avec Elisabeth Badinter, « Französinen sind zuallererst Frauen – dann Mütter », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 25 novembre 2013

a conduite sur le bien-être des enfants, la France n'est pas bien placée¹¹. Elle refuse toujours de considérer que l'allaitement maternel est d'une importance cruciale pour l'enfant. Les manuels éducatifs soutiennent que les mères peuvent créer un attachement fort avec leur enfant malgré l'utilisation du biberon. Le lait en poudre permettrait même d'impliquer davantage les pères dans les soins apportés aux tout-petits. La peur de se tromper n'y est de toute façon pas un sentiment très répandu.

Dans *Cousins par alliance*, Béatrice Durand explique les choses ainsi : « Quand l'enfant est là, on pense en France que tout va très bien jusqu'à preuve du contraire. Et s'il devait y avoir la moindre difficulté, la science pourra faire quelque chose pour y remédier. » En revanche, l'auteure observe chez les parents allemands une tout autre approche. « La manière allemande, c'est de s'inquiéter de tout à la moindre occasion, de ce qui pourrait se passer et de la manière de s'en protéger à l'avance. [...] Les puéricultrices et les pédiatres, en France, cherchent à soulager et à calmer les parents. En Allemagne, ils les sensibilisent à toute l'étendue de leurs responsabilités : on insiste sur la fragilité du nourrisson, on guette tous les dangers possibles¹². »

Les relations détendues que l'on entretient avec les enfants profitent avant tout aux mères professionnellement actives. Elles n'ont pas à culpabiliser si, pendant leur temps de travail, on prend soin de l'enfant dans une crèche financée par l'argent du contribuable. Une particularité du système français concerne les nombreuses possibilités de garde des tout-petits : à la crèche, au domicile d'une personne qualifiée, par la « nounou » au domicile familial ou bien encore par la mère ou le père durant le « congé parental » financé par l'Etat.

Dès l'âge de 3 ans, commence pour 98 % des enfants français une nouvelle étape, l'entrée à l'école maternelle. Celle-ci dure trois ans, avant l'école primaire. Le lien que représente l'« école » entre les différents niveaux est beaucoup plus fort qu'en Allemagne entre le jardin d'enfants (*Kindergarten*) et l'école primaire (*Grundschule*). Les enfants français apprennent donc dès l'âge de 3 ans la journée continue à l'école. Seul le rythme d'apprentissage change avec l'entrée en cours préparatoire (CP), première année d'école primaire. C'est la raison pour laquelle les rituels d'initiation comme la « pochette scolaire », la *Schultüte* allemande, ou les fêtes d'intégration n'existent pas en France.

Angoisse allemande et sérénité française

De manière générale, l'enfant n'occupe pas une position si centrale. Il fait certes partie de la famille, mais on attend aussi de lui qu'il s'adapte aux besoins des autres membres du foyer. Pamela Druckerman fait par exemple ce constat : « Les bébés doivent très tôt s'adapter au rythme de l'ensemble de la famille. Les Français pensent que le nouveau-né n'est pas un être informe, mais une personne qui peut apprendre certaines choses. Par exemple, dormir sans se réveiller. Les parents ne réagissant pas

11 Unicef France, « Chaque enfant compte. Partout, tout le temps », Rapport alternatif de l'Unicef France et de ses partenaires dans le cadre de l'audition de la France par le comité des droits de l'enfant des Nations unies, 2015, <http://bit.ly/22cv1dA>.

12 Béatrice Durand, *op. cit.* [1].

immédiatement quand il se réveille. Il est ainsi encouragé à relier par lui-même ses phases de sommeil. C'est une technique qui fonctionne de manière optimale pendant les quatre premiers mois¹³. » La journaliste américaine, qui élève ses enfants à Paris, considère que si les mères américaines et allemandes sont aussi angoissées et crispées, c'est parce que leur rôle est largement surévalué dans les théories de l'attachement actuelles. Ces théories ont toujours rencontré un écho moindre dans l'Hexagone, de sorte que leur impact s'est limité à quelques cercles d'initiés.

Les attentes des mères sont bien moindres en France qu'en Allemagne, souligne la journaliste allemande Annika Joeres dans son ouvrage *Vive la famille : ce que nous pouvons apprendre des Français sur le bonheur familial* (en allemand *Vive la famille. Was wir von den Franzosen übers Familienglück lernen können*, non traduit en français¹⁴). « En Allemagne, les femmes pensent que leur vie change complètement lorsqu'elles ont des enfants. Qu'elles doivent être des femmes parfaites, et qu'elles peuvent oublier leur ancienne vie. C'est effrayant. Les Françaises font des enfants, même si ce n'est pas tout à fait le moment idéal ». Les parents français seraient un peu plus égoïstes que les parents allemands. « Les femmes allemandes ont rapidement mauvaise conscience, quand elles pensent à elles-mêmes et moins à leur enfant. Le mantra français – des parents heureux ont des enfants heureux – incite les Français à prendre plus de temps pour eux-mêmes. Ils renoncent moins facilement aux loisirs ou au travail, où ils ont auparavant trouvé un accomplissement. Ils reviennent détendus de leur journée et passent une bonne soirée avec leur progéniture. De ce point de vue, les Français sont un peu plus égoïstes, mais leurs enfants en profitent », écrit Annika Joeres.

L'accueil des enfants chez les parents et dans la société

L'Institut Allensbach de recherche sur l'opinion publique (Institut für Demoskopie Allensbach, IfD) a conduit une enquête sur l'image de la famille en France et en Allemagne, en 2007 puis en 2013, à la demande du ministère fédéral de la Famille, des Personnes âgées, de la Femme et de la Jeunesse¹⁵. L'enquête a établi que seulement 33 % des Allemands âgés de moins de 50 ans considèrent que les enfants sont bienvenus dans leur pays. Ce taux atteint 82 % chez les Français âgés de moins de 50 ans. Or, l'accueil des enfants dans la société constitue un aspect décisif du désir d'enfant chez les femmes.

Les représentations de la taille de la famille idéale sont également très différentes : seulement 18 % des Allemands, contre 37 % des Français, considèrent que le nombre idéal d'enfants par famille est de trois ou plus. Toutefois, entre l'enquête de 2007 et celle de 2013, une évolution notable s'est produite chez les jeunes Allemands entre 17 et 25 ans : dans cette catégorie de la population, la proportion de ceux qui souhaitent

13 Pamela Druckerman, *op. cit.* [2].

14 Annika Joeres, *Vive la famille. Was wir von den Franzosen übers Familienglück lernen können*, Fribourg-en-Brisgau, Herder Verlag GmbH, 2015.

15 Institut für Demoskopie Allensbach (éd.), *Familienbilder in Deutschland und Frankreich*, Rapport final, mai 2013.

une famille de trois enfants ou plus est passée de 11 à 26 %. Le désir d'enfant est également plus marqué chez les parents français que chez les Allemands. Outre-Rhin, ce désir est souvent déjà comblé par le premier enfant. Cela signifie que de nombreuses mères ressentent leur vie quotidienne comme contraignante et limitée avec un enfant. L'enquête a établi que 64 % d'entre elles ne souhaitent pas avoir d'autres enfants. En revanche, les parents français d'un enfant sont seulement 27 % à ne pas en vouloir d'autres. On peut en déduire que ces derniers ont le sentiment de mieux gérer leur vie quotidienne que les Allemands. La semaine de 35 heures, souvent critiquée à Berlin, pourrait jouer ici un rôle déterminant. Du fait de la réduction du temps de travail, les journées ne paraissent pas si longues à la plupart des salariés français. Ou bien ils ont droit à de nombreux jours de congé – et de surcroît aux vacances – qu'ils peuvent passer en famille.

Du point de vue allemand, des enfants nombreux sont synonymes de nombreux soucis et de tensions multiples. A la différence des Français, les Allemands s'effraient aussi du niveau d'attention et d'affection qu'exigent les enfants. Une famille nombreuse leur apparaît comme une situation par principe compliquée. A l'inverse, la famille nombreuse est perçue en France comme étant dans la norme, la seule différence étant quelques difficultés pratiques supplémentaires à gérer au quotidien.

Le choix exclusif – un destin allemand

On note encore de grandes différences entre les femmes actives d'un pays à l'autre. A chaque fois que les femmes allemandes mettent au monde un enfant, leur taux d'activité professionnelle chute. Les femmes françaises se maintiennent mieux dans la vie professionnelle après le premier ou le deuxième enfant. A cela s'ajoute le fait que la plupart des femmes allemandes travaillent à temps partiel : c'est le cas pour 65 % des femmes ayant au moins un enfant âgé de moins de 6 ans, et pour 72 % des femmes ayant au moins un enfant allant à l'école primaire. En France, la proportion est sensiblement inférieure : le travail à temps partiel concerne 40 % des femmes ayant au moins un enfant âgé de moins de 6 ans, et 35 % des femmes ayant au moins un enfant allant à l'école primaire. Le fait d'être parent implique donc pour les femmes allemandes un coût indirect élevé, au sens où elles doivent plus souvent interrompre leur carrière ou freiner leur vie professionnelle. Dans l'ensemble, montrent les enquêtes d'opinion, les Allemands ressentent l'accomplissement dans leur métier et la décision d'avoir des enfants comme un choix exclusif, une alternative pure et simple.

Alors qu'une mère exerçant un métier fait partie de ce l'on considère comme étant « dans la norme » en France, il existe toujours à ce sujet de profonds préjugés en Allemagne. Une analyse publiée par la Fondation Konrad Adenauer en octobre 2015 sous le titre « Combien l'enfant a-t-il besoin de sa mère¹⁶ ? » montre que l'activité professionnelle des mamans a une influence positive sur les enfants en termes de résultats scolaires, de confiance en soi et de motivation. Quand les mères ont un métier,

16 Una Röhr-Sendlmeier, « Wie viel Mutter braucht das Kind? Zur Situation berufstätiger Mütter und ihrer Kinder », Konrad-Adenauer Stiftung, *Analysen & Argumente*, n° 188, octobre 2015.

l'engagement des pères dans l'éducation et l'accompagnement actif des enfants augmentent - des éléments que la société française a intégrés depuis longtemps.

Les caisses de la France sont vides, même pour les familles

Mais tout n'est pas rose en France non plus. En raison d'une économie qui patine, d'un chômage élevé et d'une faible croissance, le pays ne peut plus s'offrir un système d'aides à la famille aussi généreux que par le passé. Depuis 2012, date de l'élection de François Hollande à la présidence de la République, le gouvernement a taillé de manière systématique dans les prestations familiales - sans compenser par des hausses d'impôts pour les célibataires. L'imposition selon le quotient familial, qui associe des réductions substantielles d'impôt au nombre d'enfants, a été plafonnée à deux reprises. À la différence de l'Allemagne, la France dispose d'un système de quotient familial cohérent, qui intègre réellement l'éducation des enfants dans le calcul du taux d'imposition. Les personnes hautement qualifiées trouvent là un encouragement à ne pas renoncer à avoir un autre enfant. Ces allègements fiscaux sont pourtant entrés dans une phase de décrue. La limite supérieure de la réduction fiscale par enfant, fixée auparavant à 2 000 euros par an, a été abaissée à 1 500 euros. Selon les données du gouvernement, 12 % des foyers avec enfants sont touchés par cette mesure. Pour les familles nombreuses avec les deux parents qui travaillent, cela représente une hausse d'impôt pouvant atteindre 4 000 euros par an. Le congé parental, qui était auparavant de 36 mois, a été réduit à 18 mois. Depuis 2013, il ne peut être prolongé qu'à la condition que le père prenne lui aussi au moins six mois de congé. Le gouvernement a cependant calculé que tous les pères n'utiliseraient cette possibilité. La réduction du congé parental devrait permettre de faire des économies budgétaires.

Mais le coup de rabot le plus sévère concerne les allocations familiales. Pour la première fois depuis leur création, le montant des allocations familiales varie en fonction du revenu. Cette mesure est entrée en vigueur en juillet 2015. Les allocations ne sont par ailleurs versées qu'à partir du deuxième enfant. Les parents dont le revenu mensuel dépasse 6 000 euros ne perçoivent désormais que la moitié des allocations, et les deux parents actifs dont le revenu combiné dépasse 8 000 euros, un quart. Cela veut dire qu'une famille avec deux enfants vivant à Paris, dont les deux parents sont actifs et perçoivent à eux deux plus de 8 000 euros, ne touche plus que 32,25 euros par mois. Les allocations familiales sont de toute manière moindres qu'en Allemagne : pour une famille avec deux enfants, elles représentent 129 euros par mois (contre 376 en Allemagne jusqu'au 1er janvier 2016), et pour une famille de trois enfants, 295 euros (570 euros en Allemagne jusqu'au 1er janvier 2016).

On ne peut dire encore quelles seront les conséquences de ces mesures d'économie. L'Union nationale des associations familiales (UNAF) a calculé que les familles toucheront cette année de l'Etat 2,63 milliards d'euros de moins qu'en 2013. Alors que la République fédérale est en train de construire un vaste système de soutien aux familles, la France néglige sa politique familiale. Dans ces mesures se mélangent le souci de réaliser des économies et les arguments d'ordre idéologique. Il est également prévu de remettre en question le quotient familial. Au sein du Parti socialiste, on pense

généralement qu'une imposition individuelle des époux conduirait à une plus grande « égalité » homme-femme. L'imposition du couple sur une base commune inciterait les époux à procéder entre eux à une répartition inégale de la charge de travail au cours des différentes phases de la vie, ce qui représente un scandale aux yeux de nombreux socialistes. Le gouvernement actuel n'a pourtant pas encore osé remettre en question fondamentalement un quotient familial qui a fait ses preuves. Le mariage homosexuel, dont l'introduction s'est faite de manière maladroite, a également contribué à déstabiliser la famille traditionnelle. La promesse qu'a faite Christine Taubira lorsqu'elle était ministre de la Justice, de faire correspondre le mariage homosexuel à l'entrée dans une « nouvelle civilisation », a été perçue parmi les franges conservatrices de la société comme une menace planant sur leurs propres modes d'existence. Ceci pourrait expliquer pourquoi le mariage homosexuel a donné lieu à de grandes manifestations dans tout le pays.

Le président et les médailles aux familles nombreuses

Pour la plupart des Français, la politique familiale n'est ni de gauche ni de droite, et il faut autant la protéger que la famille elle-même. On comprend donc que le malaise ne cesse de croître. En la matière, la France a tout simplement d'autres réactions que l'Allemagne. Bien peu se souviennent de la remise de la Croix d'honneur de la mère allemande, la *Mutterkreuz*, sous le III^e Reich, mais les discours natalistes restent éminemment suspects outre-Rhin. Il en va tout autrement en France, où les « médailles de la famille » continuent à être décernées chaque année aux familles nombreuses. Les bénéficiaires ne sont plus seulement les mères, les pères sont aussi concernés. Il faut avoir élevé au moins quatre enfants pour pouvoir en bénéficier.

Lorsque Ségolène Royal, alors ministre déléguée à la Famille, à l'Enfance et aux Personnes handicapées (2000-2002), demanda si la médaille de la famille n'était pas quelque peu désuète, elle s'attira de vives protestations. Elle put toutefois obtenir que les critères soient assouplis. Aujourd'hui, seule une médaille de bronze est décernée. Il existait auparavant une médaille d'or pour les parents qui avaient au moins huit enfants, une médaille d'argent pour ceux qui en avaient six ou sept. L'idée que les parents d'enfants nombreux mériteraient une médaille n'a toutefois pas disparu : dans les mairies, chaque année, les cérémonies de remise de médailles de la famille honorent des parents pour leur contribution exceptionnelle. Le président de la République lui-même – François Hollande et avant lui ses prédécesseurs – invite au palais de l'Élysée une douzaine de familles pour leur témoigner la reconnaissance particulière de la Nation, en épinglant la fameuse médaille. Au cours de l'une des dernières cérémonies en date, il s'est adressé aux mères (et aux pères) en ces termes : « Vous, vous avez été, et c'est le sens de cette cérémonie, de bons parents : c'est-à-dire des parents qui ont fait tout pour que leurs enfants réussissent. Parce que c'est le but d'un parent, qu'il soit mère ou père : c'est de faire que les enfants réussissent. Il n'y a pas plus grande fierté pour des parents que de voir leurs enfants aller plus loin qu'eux. C'est le rêve de tout parent : faire que les enfants aillent là où ils ne sont jamais allés, aillent à l'université, quand beaucoup de parents n'ont connu que l'école,

aillent vers un métier qui était inaccessible pour les parents, et qui devient possible pour les enfants. Cela s'appelle la République : penser qu'à chaque génération doit correspondre un mieux. C'est le rôle de l'Etat, du gouvernement, des grandes institutions, de permettre ce progrès. Mais c'est le rôle aussi des parents. Je voudrais que les parents puissent se dire qu'ils sont accompagnés dans ce moment. Pour donner aussi l'exemple, il faut que des parents soient distingués. Une médaille, c'est fait bien sûr pour récompenser, mais une médaille a aussi valeur d'exemple, pour que d'autres se disent : « puisque ces familles ont réussi, nous pouvons réussir¹⁷. »

En guise de conclusion, on notera que le mythe de la femme française, comme artiste de la vie quotidienne, capable de concilier efficacement enfants et vie professionnelle, est resté à peu près intact en Allemagne. Il a fallu attendre le tournant du millénaire pour que « les Françaises » ne soient plus majoritairement perçues comme de mauvaises mères assez futiles, même si les aspects négatifs de la double charge qui pèse sur elles, comme mères et comme femmes actives, ont suscité ces derniers temps de nouvelles réflexions. En sens inverse, il existe toujours peu d'intérêt en France pour le débat allemand sur le sujet, et pour l'amélioration des conditions générales offertes aux mères actives dans le pays voisin. La raison en est vraisemblablement que le pays s'est conçu dans ce domaine comme une exception au niveau européen, « l'exception française », et continue à voir les choses ainsi : un taux d'activité des femmes et un taux de natalité élevés contribuent à rendre le modèle français attractif.

17 François Hollande, Discours à l'occasion de la remise de la Médaille de la Famille, Paris, 20 décembre 2014, <http://www.elysee.fr/declarations/article/discours-a-l-occasion-de-la-remise-de-la-medaille-de-la-famille/>.

Vieux clichés et idées neuves : l'heureuse évolution des perceptions franco-allemandes dans le football

La croyance largement partagée selon laquelle « une équipe nationale de football incarne une façon d'être, une manière de vivre, une culture¹ » et « le tempérament d'un peuple et sa mentalité » se reflètent dans un présumé « style national² » est fermement enracinée dans les récits nationaux propres au football et transmis de génération en génération. Tout en s'internationalisant sans cesse, le football a été vécu, interprété et mémorisé dans un espace culturel clos, accumulant des discours nationaux répétitifs, pour ne pas dire incestueux³. Le discours torrentiel suscité par le football depuis ses débuts, ainsi que les mécanismes psychosociaux de l'identification qu'il semble déclencher avec une fiabilité déconcertante convergent inévitablement vers une exacerbation des différences entre « eux » et « nous ». A force de répétition incessante, ces différences, aussi négligeables qu'elles soient en réalité, se perpétuent. Lorsque l'histoire extrasportive entre deux nations est déjà lourdement chargée de préjugés rebattus et de perceptions tenaces, comme entre la France et l'Allemagne, le football s'y coule à merveille.

Tous les stéréotypes résumés en un seul match

Quand le chancelier allemand se voit obligé d'adresser en toute hâte un télégramme de condoléances au président français afin de désamorcer une résurgence de rancunes et d'hostilités que l'on croyait enfouies dans les décombres de l'histoire, on comprend que le football international représente décidément plus que des compétitions sportives et des rencontres amicales.

1 Interview dans *L'Equipe*, 9 juillet 1990.

2 Georges Haldas, *La Légende du football*, Lausanne, L'Age d'Homme, 1981, p. 130.

3 Albrecht Sonntag, *Les Identités du football européen*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 2008, p. 147-157. Voir aussi l'analyse méticuleuse du discours médiatique en France et en Allemagne conduite par Jochen Müller à l'occasion de la Coupe du monde 1998 : *Von Kampfmaschinen und Ballkünstlern*, Sarrebruck, Röhrig Universitätsverlag, 2004.

Le télégramme en question, signé par Helmut Schmidt, fut envoyé le lendemain de la demi-finale de la Coupe du monde de 1982 qui s'était jouée à Séville. Il n'empêcha pas une véritable vague de ressentiments anti-allemands à travers le paysage médiatique français, qui vit mobiliser des images d'une autre époque pour dénoncer le comportement du gardien allemand Harald Schumacher, culminant dans une série de lettres de menaces de mort⁴. Le sélectionneur français de l'époque, Michel Hidalgo, s'en montra stupéfait dans ses mémoires : « Je ne suis pas naïf au point de m'étonner de l'impact affectif d'un France-Allemagne en demi-finale de la Coupe du monde. Mais je constate que mes compatriotes ont vécu l'incident comme un véritable épilogue de la Seconde Guerre mondiale. Et j'exagère à peine...⁵ »

Plus de trois décennies après les faits, on serait tenté de sourire en parcourant le déluge d'articles indignés, voire haineux, suscités par ce qui reste un simple match de football, mais on aurait bien tort de sous-estimer la puissance d'évocation que possèdent de tels souvenirs issus de la culture populaire. Ce « 8 juillet à Séville⁶ », c'est bien un lieu de mémoire à part entière dans la mémoire collective française – une de ces « blessures dont on ne guérit pas », comme l'avoua Benoît Hopquin dans un article élogique en 2014⁷. Chaque nouvelle rencontre entre les deux équipes nationales, comme celles survenues au Mondial 2014 ou lors de l'Euro 2016, est l'occasion de s'adonner à des « commémorations » médiatiques massives, quels que soient les efforts de dédramatisation déployés par les joueurs eux-mêmes et leurs encadrements respectifs.

Il n'est dès lors que logique que cette demi-finale légendaire ait été au centre du récent documentaire d'Albert Knechtel, consacré aux « Petites histoires du foot franco-allemand⁸ » et diffusé par Arte en juin 2016. Comme il est somme toute peu surprenant qu'elle ait fait l'objet, lors du 30e anniversaire de l'événement en 2012, d'une couverture médiatique plus étendue, notamment à la télévision, que la commémoration, le même jour, du 50e anniversaire du Te Deum de Reims⁹ – qui est pourtant une étape cruciale sur le chemin du traité de l'Élysée, signé six mois plus tard, et dont l'importance historique fut soulignée par une rencontre officielle de François Hollande et d'Angela Merkel soigneusement mise en scène.

Si la demi-finale de Séville lors de la Coupe du monde 1982 a tant marqué la mémoire, ce n'est pas seulement en raison de la qualité extraordinaire du spectacle sportif, du caractère particulièrement dramatique (et injuste) de son dénouement ou

4 Kathrin Engel, « Stars ohne Grenzen », Catalogue d'exposition *Vis-à-vis : Deutschland und Frankreich*, Cologne, Dumont, 1998, p. 159-168.

5 Michel Hidalgo, *Les Buts de ma vie*, Paris, Robert Laffont, 1986, p. 170.

6 Titre d'un film documentaire d'Emilio Maillé, produit à l'occasion du 20e anniversaire du match.

7 Benoît Hopquin, « A Séville, nous apprîmes l'immoralité », *Le Monde*, 6 juin 2014.

8 Film produit pour le Südwestdeutsche Rundfunk sous le titre *Ziemlich beste Gegner*, en allusion à la version allemande du grand succès populaire *Intouchables* (Olivier Nakache et Eric Toledano, 2011).

9 En juillet 1962, le chancelier allemand Konrad Adenauer effectue une visite officielle en France. En témoignage de réconciliation entre les deux pays, il conclut son voyage à Reims, où il assiste aux côtés du président français Charles de Gaulle à un Te Deum dans la cathédrale Notre-Dame de Reims.

de la faute spectaculaire commise par Harald Schumacher sur Patrick Battiston, mais bien parce que le match était la quintessence parfaite d'une formidable simplicité manichéenne, des perceptions et auto-perceptions traditionnelles accumulées par un siècle d'histoire du football et attribuées, avec une constance parfois consternante, aux équipes allemande et française.

D'un côté, il y avait l'élégance du « football champagne¹⁰ » pratiqué par les Bleus de Michel Platini, défini par la virtuosité technique, l'intuition, l'improvisation, la finesse, et souvent résumé – de manière suffisamment vague pour y projeter de multiples significations – par les termes de « talent » et de « panache ». De l'autre côté, il y avait la « machine allemande », composée de « monstres physiques » et caractérisée par la rigueur défensive, la discipline sans faille, un opportunisme calculateur, une efficacité implacable.

C'est là en tout cas la vision française des deux styles « nationaux » en question. Du côté allemand, on voyait les choses différemment. Un résumé très représentatif est fourni par un ouvrage grand public paru moins de deux ans après la nuit de Séville : « Le fait que la France n'ait pu réussir que si peu sur le parquet international est sans doute dû à la mentalité des joueurs. Depuis toujours, les Français possèdent des footballeurs excellents, très doués techniquement, de véritables acrobates du ballon, mais à chaque fois que les choses sérieuses commençaient, que la tactique était un facteur décisif pour la réussite, et que le physique, la volonté sans faille, la sobriété et l'endurance étaient demandés, les Français manquèrent à leur tâche. Ils étaient trop amoureux du ballon, faisaient trop de fioritures¹¹. »

Les mots clés de ce passage révélateur – « mentalité », « doués », « acrobates », « sérieux », « volonté » et « endurance » – proviennent du même registre que les reproches invariablement relevés par les travaux de recherche en management interculturel franco-allemand. Pour les Allemands, les Français sont superficiels, frivoles, insoucians, inconstants, imprévisibles, bref : des gens peut-être bien aimables, mais pas sérieux. Pour les Français, les Allemands sont certes efficaces, sérieux et fiables, mais ô combien prévisibles dans leurs obsessions des règles, de la discipline et de la rigueur, incapables de la moindre flexibilité par rapport au planning initial, et bien entendu largement dépourvus d'esprit et d'humour.

De toute évidence, la projection de ces perceptions et auto-perceptions sur deux équipes de football ne résiste pas à l'analyse objective. Bien entendu, il y avait de la qualité technique du côté allemand et les joueurs français étaient des athlètes professionnels dotés d'un physique remarquable. Tout au long de l'histoire du football, y compris durant cette nuit à Séville, il y a eu de la légèreté et de la lourdeur, du talent et du travail des deux côtés.

Qu'à cela ne tienne, dans le match de Séville, le 8 juillet 1982, toutes ces perceptions stéréotypées ont trouvé leur « preuve irréfutable ». Pourtant, en rétrospective, la nuit de Séville apparaît comme un moment charnière. Il y a un avant – l'émergence

10 Pierre Nusslé, « Jouons à la française », in Jérôme Bureau (dir.), *L'Amour foot*, Paris, Autrement, 1986, p. 24-25.

11 Dieter Ueberjahn, *Die großen Fußballnationen*, Balve, Engelbert, 1984, p. 93-103.

et le développement du football international avec ses discours essentialistes et ses récits produits dans des cadres nationaux quasi hermétiquement fermés – et il y a un après – quelques décennies marquées par une lente différenciation des vieux clichés footballistiques en raison à la fois d'un processus d'europanisation ininterrompu du football¹², œuvrant à une plus grande mobilité non seulement des joueurs mais aussi des idées, et de quelques événements majeurs comme les Coupes du monde 1998 et 2006 tenues en France et en Allemagne respectivement. Aussi surprenant que cela puisse paraître, l'histoire des relations franco-allemandes dans le domaine du football est une histoire heureuse de l'émancipation progressive des stéréotypes traditionnels. Elle mérite d'être racontée.

Un siècle de méfiance, d'ignorance et d'indifférence réciproques

Le football international était prédestiné à être un véritable bouillon de culture pour les stéréotypes nationaux. Né en 1863 avec la première codification de ses règles, il est l'enfant d'une fin de siècle empreinte d'un fort nationalisme politique et culturel à travers le continent européen tout entier, et tout particulièrement dans la France de la III^e République et dans l'Allemagne du Reich suite à la guerre franco-prussienne de 1870.

Dans ce contexte, il n'est guère étonnant que ce nouveau sport, qui s'avéra rapidement très populaire, ait aussitôt été pensé dans une perspective d'affrontements entre nations. Sa capacité extraordinaire à susciter une identification spontanée de la part du public fut vite repérée autant par les prosélytes enthousiastes du milieu sportif que par les hommes politiques. Les nombreux matches internationaux organisés dès le début du XX^e siècle, ainsi que leur écho médiatique, témoignent de la symbiose parfaite entre, d'un côté, l'idéologie nationaliste, toujours avide d'incarnations tangibles de la nation à haute valeur symbolique ajoutée¹³, et de l'autre côté, le football, susceptible de se développer en se laissant « nationaliser ». Très rapidement, les équipes nationales se trouvèrent investies d'une lourde charge symbolique¹⁴. Il est vrai que peu de pratiques sociales se prêtent aussi efficacement à illustrer le concept de la « communauté imaginée » issu des travaux de Benedict Anderson¹⁵.

12 Arne Niemann, Borja Garcia et Wyn Grant (dir.), *The Transformation of European Football – Towards the Europeanisation of the National Game*, Manchester, Manchester University Press, 2011. Voir aussi le dossier « L'espace européen du football », coordonné par William Gasparini, dans *Politique européenne*, n° 36, 2012, ainsi que les résultats du projet *Football Research in an Enlarged Europe*, www.free-project.eu.

13 Anne-Marie Thiesse, *La Création des identités nationales. Europe XVIIIe-XXe siècle*, Paris, Seuil, 1999.

14 Eric Hobsbawm, *Nations and Nationalism since 1780*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990 ; Alfred Wahl, *Les Archives du football. Sport et société en France (1880-1980)*, Paris, Gallimard, 1989 ; Christiane Eisenberg (dir.), *Fußball, soccer, calcio. Ein englischer Sport auf seinem Weg um die Welt*, Munich, dtv, 1997.

15 Benedict Anderson, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 1996.

Le premier match d'une équipe de France date de 1904, mais, avant 1914, elle en aura déjà joué 34 ! Pour l'Allemagne, les chiffres sont comparables : premier match en 1908, 30 matches disputés avant le début de la guerre. Pourtant, il a fallu attendre 1931 avant que les deux voisins ne se rencontrent sur un terrain de football. Pour l'équipe allemande, ce fut déjà le 81^e match de son histoire, et la France fut son 15^e adversaire. L'équipe de France avait, pour sa part, déjà rencontré 22 autres nations et disputé un total de 114 matches !

Visiblement, un France-Allemagne était longtemps considéré, des deux côtés du Rhin, comme un « match à haut risque », avec des enjeux qui dépassaient largement le cadre sportif. Bien entendu, la solide méfiance réciproque entre les deux fédérations n'était guère susceptible d'être dissipée par l'émergence du national-socialisme. Dès la troisième rencontre amicale, en mars 1935 au Parc des Princes, les joueurs allemands firent le salut nazi ; et le quatrième match, deux ans plus tard, avait lieu à Stuttgart dans un stade nommé « Adolf-Hitler-Kampfbahn ».

Si la reprise timide de relations sportives, par un match amical en octobre 1952 au stade de Colombes, fut plutôt réussie sur le plan de l'accueil accordé à l'équipe d'Allemagne et la manière dont se déroula la rencontre¹⁶, le football n'en devint pas pour autant le terrain privilégié de la réconciliation et du rapprochement qui allaient caractériser les décennies suivantes. Il est vrai qu'en tant que pratique sociale nécessitant peu de capital culturel et dépourvue de barrières linguistiques, il joua évidemment un rôle important dans les échanges scolaires, les jumelages et les rencontres sportives organisées par la société civile durant l'après-guerre. Cependant, en tant que spectacle de la culture populaire, suivi par des catégories sociales qui n'étaient pas forcément les premiers destinataires du discours du rapprochement franco-allemand et des actions culturelles qui en émanaient, il ne participa guère à l'échange culturel entre les deux nations.

Au contraire : les attitudes de part et d'autre restèrent marquées par une forte ignorance réciproque, nourrie par une indifférence prononcée pour le football du voisin, ses traditions, son histoire, y compris auprès des « experts » souvent incapables de prononcer à peu près correctement le nom de joueurs pourtant mondialement connus. Ce fut une indifférence certes ponctuellement teintée d'un élan d'admiration pour une équipe ou des joueurs particulièrement remarquables, mais qui resta globalement très stable sur la durée. Des deux côtés du Rhin, on se contenta de se complaire dans les vieux récits stéréotypés, dont le match de Séville apparaît comme le point culminant.

Ce n'est pourtant pas faute de médiateurs potentiels, puisque de très nombreux joueurs de premier plan évoluèrent, notamment durant les années 1980 et 1990, dans le championnat du voisin. Or les joueurs français en question, souvent enthousiastes à partager avec le public français leur découverte de la *Bundesliga* et le renversement de leurs propres idées reçues sur le football allemand, se heurtèrent à un mur

16 Albrecht Sonntag et David Ranc, « Entre indifférence et inspiration. Le football, un médiateur culturel tardif entre la France et l'Allemagne », in Dietmar Hüser et Ulrich Pfeil (dir.), *Populärkultur und deutsch-französische Mittel*, Bielefeld, Transcript, 2015, p. 185-198.

d'indifférence. Les propos exaspérés de Bixente Lizarazu – « Je me bats depuis quatre ans sur le sujet et je fatigue. Rien n'a changé, rien ne changera. C'est dans la mentalité française...¹⁷ » – sont tout à fait représentatifs.

Tout aussi désarçonnés, les rares journalistes de la presse sportive à se passionner pour la culture du football allemand avouèrent leur impuissance à faire bouger l'image stéréotypée du « pays des bourrins », comme le résuma Fabrice Jouhaud (*L'Equipe*), ou à influencer sur le « malin plaisir » qui consiste « à essayer de démontrer une quelconque supériorité par rapport au football de l'autre en montrant qu'on ne s'y intéresse pas », comme le formula Jean-Charles Sabattier (Canal+)¹⁸.

Quant aux joueurs allemands évoluant dans le championnat français, ils ne semblent même pas avoir ressenti le besoin de vanter les mérites du football français en Allemagne, se contentant à louer la qualité de vie dans leurs villes et régions d'adoption. Et les journalistes sportifs allemands avaient tendance à justifier leur indifférence par un niveau présumé inférieur du championnat français, même à un moment où celui-ci se plaçait loin devant le football allemand dans les classements européens tant dans les clubs que dans les équipes nationales.

Vers la fin des années 1990, après un siècle d'internationalisation intensive du football, le mur de l'indifférence entre la France et l'Allemagne, construit sur les fondements solides des stéréotypes traditionnels eux-mêmes consolidés par un discours sportif répétitif, semblait inébranlable. Il fallut deux grandes compétitions pour le faire tomber.

Regards changeants en temps de crise

La Coupe du monde 1998 en France, couronnée par la victoire étincelante des Bleus, ouvrit les yeux du milieu du football allemand. L'événement changea autant la perception du football français – visiblement doté d'un système de formation particulièrement performant basé sur une vision de long terme – que celle de la société française dans son ensemble, dont le caractère multiethnique était sous-tendu par un code de la nationalité inclusif et représenté de manière emblématique par une équipe sympathique et soudée.

Cette découverte fut concomitante à l'émergence, en Allemagne, d'un sentiment aiguë d'être en crise. Sur le plan du football, on prit en effet conscience que l'on avait pêché par orgueil durant des années et que l'on était désormais entré dans une phase de déclin qui risquait de durer. Si la fédération allemande était encore hésitante à s'inspirer ouvertement du « modèle français », elle franchit le pas deux ans plus tard, en déployant un dispositif de détection et de formation des talents très similaire à celui mis en place par la fédération française depuis les années 1970. En 2001, Franz Beckenbauer ne s'en cachait nullement : « En Allemagne, nous essayerons de copier

¹⁷ Interview dans *France Football*, 15 octobre 2002.

¹⁸ Interviews avec l'auteur (2002).

la France. Mais il nous faudra dix ans pour rattraper notre retard. [...] Croyez-moi, on regarde très attentivement du côté de la France¹⁹. »

Sur le plan sociétal, le débat sur le multiculturalisme de fait de la société allemande et la conscience qu'il était devenu nécessaire de réformer le code de la nationalité avaient pris de l'ampleur depuis le milieu de la décennie 1990²⁰. Le programme électoral du SPD et de son partenaire de coalition Bündnis 90/Die Grünen pour les élections législatives de l'automne 1998 annonçait clairement les contours d'une telle réforme, visant à faciliter l'accès à la nationalité allemande pour des ressortissants étrangers ayant résidé de longue date ou étant nés en Allemagne, ainsi que l'obtention d'une double nationalité.

Ce n'est certes pas le football qui a révélé aux Allemands l'archaïsme relatif de leur code de la nationalité, mais il a permis, à un moment précis, de donner à ce problème abstrait et complexe un visage concret et compréhensible²¹. L'insistance avec laquelle le « multiculturalisme » fut érigé en valeur positive dans la couverture médiatique de l'équipe de France en 1998 mérite d'être relevée, surtout parce qu'elle ne resta pas cantonnée aux médias d'obédience libérale, bien au contraire. Le fait que l'adjectif « *multi-kulti* », issu du discours « alternatif » de gauche des années 1970 et souvent utilisé pour dévaloriser des postures idéologiques, ait été employé à plusieurs reprises sans aucune connotation ironique ou péjorative par un quotidien aussi populiste que la *Bild-Zeitung*, est en soi remarquable²².

L'émulation ne s'arrêta pas là. Elle concerna aussi la gestion des ressources humaines un peu particulières que représentent les footballeurs de très haut niveau. Interviewé dans le documentaire d'Albert Knechtel²³, Jürgen Klinsmann, le sélectionneur de l'équipe d'Allemagne durant le « *Sommärmärchen* » du Mondial 2006²⁴, a rappelé qu'il était personnellement allé chercher conseil auprès de l'ancien sélectionneur des champions du monde 1998, Aimé Jacquet, lorsqu'il était en train de préparer, en 2004, avec son futur successeur Joachim Löw, sa grande rupture avec les vieilles habitudes du football allemand. Cette rupture est souvent réduite au style de l'équipe, désormais tourné vers le beau jeu et l'offensive, ainsi qu'aux innovations techniques dans la préparation des tournois. Or elle visait tout autant à améliorer de manière

19 Rémy Lacombe, « Beckenbauer : « La France est un modèle » », *France Football*, 27 février 2001.

20 Riva Kastoryano, *La France, l'Allemagne et leurs immigrés. Négociant l'identité*, Paris, Armand Colin, 1996.

21 Albrecht Sonntag, « Le corps de la nation. Regards croisés franco-allemands sur l'équipe nationale de l'autre », *Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande*, tome 44, n° 4/2012, p. 469-484. Voir aussi Albrecht Sonntag, « Up to the expectations. Perceptions of Ethnic Diversity in the French and German National Team », in Başak Alpan, Alexandra Schwel et Albrecht Sonntag (dir.), *The European Football Championship: Mega-Event and Vanity Fair*, Londres, Palgrave Macmillan, 2015, p. 100-129.

22 Anonyme, « Die Multi-Kulti-Helden », *Bild-Zeitung*, 14 juillet 1998. Voir aussi Albrecht Sonntag, « Comment l'équipe de France de football a changé l'auto-perception des Allemands », *Le Monde*, 6 février 2013.

23 Voir [8].

24 Albrecht Sonntag, « Un été noir-rouge-or », in Claire Demesmay et Hans Stark (dir.), *Radioscopie de l'Allemagne 2007*, Paris, Ifri, Travaux et recherches, 2007, p. 19-39.

significative les compétences sociales des joueurs et la cohésion d'un groupe dans lequel commencèrent à être intégrés des joueurs issus de l'immigration.

Aujourd'hui, le manager de l'équipe allemande, Oliver Bierhoff, en place depuis 2004, et la direction de la fédération (Deutscher Fußball-Bund, DFB), achèvent cette révolution allemande sur le modèle français en créant la nouvelle « DFB-Akademie » à Francfort. Hansi Flick, directeur technique national, évoque volontiers ses visites au Centre national du football à Clairefontaine (Yvelines), créé par la Fédération française de football (FFF) dès 1988, et le rôle de cet exemple dans la gestation du projet.

Du côté français, on ne parvint pas à inscrire dans la durée la réussite de l'été 1998. L'euphorie autour d'une équipe « black-blanc-beur » emblématique fut vite ternie par les réalités sociales, ainsi que par des événements marquants : ainsi, lors du premier match amical France-Algérie de l'histoire, en octobre 2001, le terrain a été envahi ; un an plus tard, Jean-Marie Le Pen accédait au second tour de l'élection présidentielle et, en 2005 et 2007, des émeutes éclataient dans la banlieue parisienne. En même temps, le football français connut, lui aussi, de nombreux soubresauts. Les écarts de conduite répétés de l'équipe nationale ou de joueurs individuels, ainsi que des performances en dents de scie, donnèrent à la sélection française une réputation peu flatteuse. Même le fait d'atteindre la finale de la Coupe du monde pour la deuxième fois en huit ans fut occulté par la fin indigne de la carrière de Zinedine Zidane, suite à son coup de tête contre le joueur italien Materazzi. Simultanément, le football professionnel des clubs, incapable – pour des raisons fiscales notamment – de retenir les meilleurs joueurs français dans les clubs de l'Hexagone, vit sa compétitivité s'éroder graduellement.

Comme en Allemagne, c'est en prenant conscience de son propre déclin que le football français ouvrit les yeux sur les pratiques du voisin. La Coupe du monde 2006, une fête gigantesque baignée de soleil et de bonne humeur, qui avait déjà fait découvrir aux médias et aux spectateurs français un pays aux antipodes des idées reçues qui circulaient à son égard, attira aussi le regard des responsables politiques et sportifs. Ils observèrent avec attention le savoir-faire déployé dans l'exploitation d'un tel méga-événement au bénéfice du football. La mise en place d'infrastructures durables de grande qualité fut perçue comme exemplaire, tout comme l'a été la traduction de l'engouement pour l'événement en nombre de pratiquants et de spectateurs dans les stades.

C'est en tout cas l'une des conclusions à laquelle arriva le rapport ministériel *Grands Stades*, rédigés en 2008 par la « Commission Euro 2016 » présidée par Philippe Séguin²⁵. En même temps, un autre rapport, commandité par le Premier ministre et rédigé par Eric Besson, traita de la « compétitivité des clubs de football professionnel²⁶ », en analysant notamment les écarts entre la France et ses voisins en matière de fiscalité et de gouvernance, de droits de télédiffusion et de répartition des revenus. Sur plusieurs de ces aspects, l'Allemagne apparut comme un modèle à suivre pour les clubs français. En 2011, enfin, un troisième volet du développement du football,

25 Philippe Séguin, *Grands Stades. Rapport de la Commission Euro 2016*, Paris, La Documentation française, 2008.

26 Eric Besson, *Accroître la compétitivité des clubs de football professionnel français*, Paris, Prospective Évaluation, 2008.

dont l'importance sur le plan économique reste certes encore modeste mais ne cesse de grandir, fut explicitement calqué sur l'exemple allemand : celui du football féminin. A l'issue des élections à la présidence de la FFF, la nouvelle équipe dirigeante lança un ambitieux projet de développement mis en œuvre par l'ancienne joueuse internationale Brigitte Henriques et dont les résultats intermédiaires sont plus que prometteurs²⁷.

Echanges fructueux et asymétries persistantes

Le rapprochement tangible entre le football français et le football allemand, opéré ces dernières années après un siècle de désintérêt réciproque, semble donc raconter une histoire heureuse. Une histoire qui suggère que des stéréotypes et des grilles de perception tenaces, solidement ancrés dans l'histoire culturelle, peuvent être affaiblis et différenciés, voire renversés par les acteurs et les événements. Aujourd'hui, le DFB et la FFF entretiennent un partenariat institutionnalisé, fondé sur un échange amical et assez fréquent. On serait tenté de dire que le triptyque « ignorance-indifférence-suffisance » a été remplacé par « inspiration-émulation-appropriation ». De même, les représentations que l'on croyait inamovibles auprès du public du football peuvent évoluer de manière spectaculaire. Qui aurait pensé qu'un jour, après l'expérience amère de Séville de 1982, l'équipe d'Allemagne figurerait parmi les trois équipes nationales – avec celles du Brésil et de l'Espagne – les plus appréciées par les supporters français²⁸ ?

Ceci dit, il convient de ne pas perdre de vue que des asymétries persistent. Si, du côté des équipes nationales, les Bleus semblent être sur la bonne voie pour rattraper leur retard sur la *Nationalmannschaft*, l'écart entre le championnat français et la *Bundesliga* s'est plutôt approfondi ces dernières années, que ce soit sur le plan de la performance sportive ou sur le plan économique. A terme, une asymétrie trop importante serait susceptible d'influer de manière négative les attitudes, tant du côté des dirigeants que du côté du grand public.

Sans doute les relations franco-allemandes dans le domaine de la culture populaire, et notamment dans celui du football, sont-elles quelque peu déconnectées des domaines économiques et politiques. Les regards que l'on porte sur le voisin en tant que pays du football ne sont pas spontanément mis en relation avec l'évaluation que l'on fait de sa politique économique, énergétique ou migratoire. L'Europe du football peut fonctionner à merveille alors que l'Europe politique se déchire sur fond de crises multiples. Peut-être est-ce une bonne chose. Même en temps de crise, l'être humain a besoin de domaines refuges, déconnectés des problèmes urgents de la grande politique, régis par leur propre calendrier et leurs propres impératifs. Le football offre un tel refuge mais, contrairement à d'autres, il ne participe pas du repli identitaire agressif. Au contraire, il reste une activité particulièrement ouverte sur les autres,

27 David Ranc, « La petite place des footballeuses sur la pelouse », suivi d'une interview avec Brigitte Henriques, *L'Eléphant, hors-série « Culture foot »*, mai 2016, p. 50-57.

28 Selon la grande enquête FREE (Football Research in an Enlarged Europe), *European Football Fans Survey (Online)*, 2014.

créant des liens sociaux au-delà des frontières nationales. On y apprend des choses sur ses voisins, mais on n'y est pas prisonnier des stéréotypes. Cela ne résoudra pas les problèmes de notre époque mais, par les temps qui courent, c'est encourageant et rassurant.

Epilogue

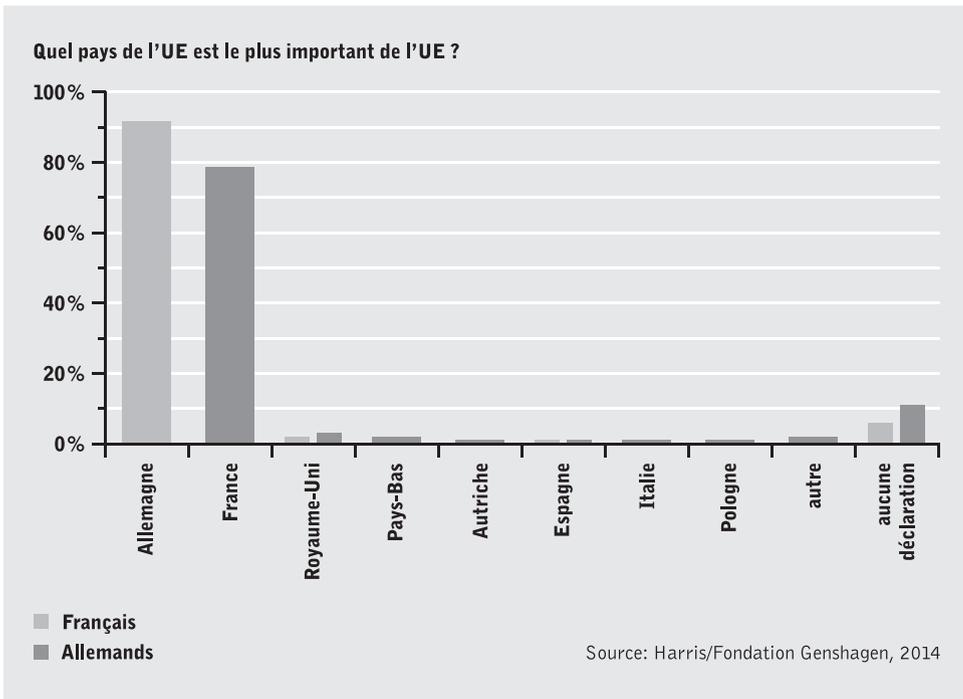
Lors de l'Euro 1984 en France, le meilleur connaisseur du football français s'appelait Hans Blickensdörfer. Dans ses éditoriaux pour la *Stuttgarter Zeitung*, ce grand journaliste sportif, parfaitement bilingue et écrivain à ses heures – son roman *Le Béret basque*²⁹, récit picaresque de son évasion du camp des prisonniers de guerre, connut un grand succès – jeta un regard très critique sur le football allemand et ses certitudes. « Le modèle français est meilleur », fut le titre de sa première chronique. Mettant en avant la pédagogie intelligente de son ami Michel Hidalgo, qui avait réussi à créer un esprit exemplaire dans l'équipe de France, Hans Blickensdörfer dénonça vivement le comportement de certaines vedettes allemandes. Il récidiva tout au long du tournoi, avant de conclure, suite à la victoire française, avec un éditorial titré « Quelle leçon faut-il retenir de tout cela ? ». Il ne se faisait pourtant pas d'illusion sur la capacité des dirigeants allemands à s'inspirer d'autrui : « On pourrait espérer, écrivit-il, que le modèle français ne les laisse pas indifférents, bien que certains croient qu'il n'ont jamais rien à apprendre. [...] Il suffirait pourtant de jeter un regard de l'autre côté du Rhin. »

Hans Blickensdörfer est décédé en 1997. Il adorait Marseille, évoquant avec gourmandise son « petit verre de blanc sec » sur le Vieux Port et le « vieux Stade Vélodrome ébranlé dans ses fondements » le soir des grands matches. Il aurait apprécié la demi-finale de l'Euro 2016, le 7 juillet à Marseille, une rencontre France-Allemagne au sommet, deux équipes fair-play et plaisantes à voir, menées par de dignes successeurs de Michel Hidalgo. Et il se serait délecté de l'issue du match : une fois de plus, l'équipe objectivement meilleure, d'une maîtrise technique supérieure et au jeu plus léché, avait perdu sans démériter face à l'opportunisme de l'adversaire – et cette équipe, c'était l'allemande !

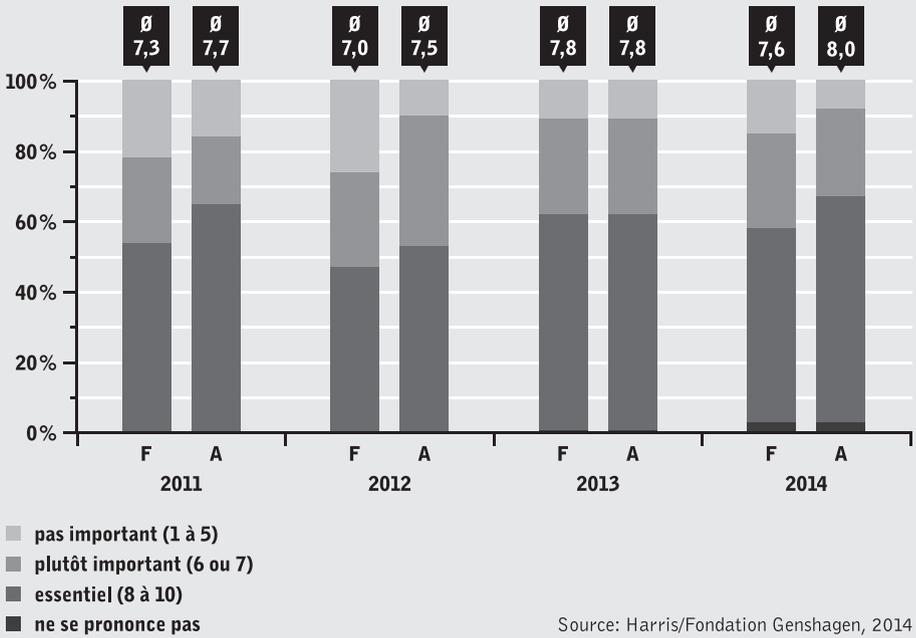
La France et l'Allemagne dans les sondages d'opinion actuels

La façon dont des images, des associations et des attitudes ont un impact sur les relations de voisinage, se manifeste dans des enquêtes menées parallèlement dans les deux pays. Les résultats que nous présentons sous forme de graphiques montrent des écarts significatifs sur presque tous les sujets importants.

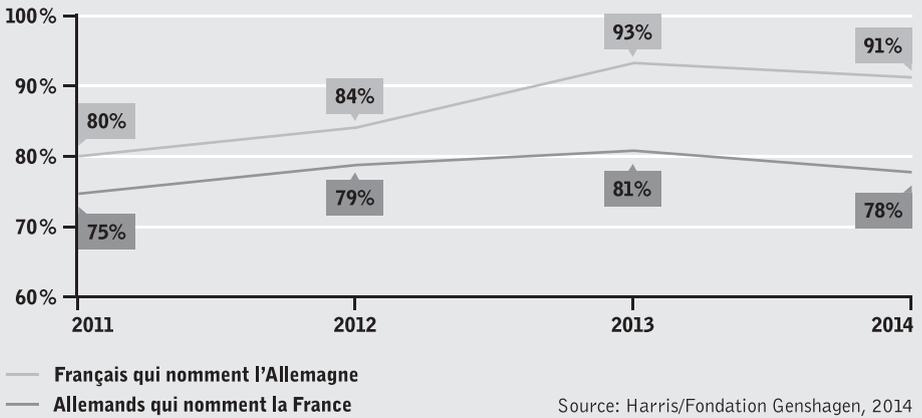
Les sondages cités ici ont été commandés en 2012 et 2013 par l'ambassade d'Allemagne à Paris (réalisés par l'Ifop), en 2012 par le magazine ParisBerlin (réalisés par Seprem Productions) et en 2014 par la Fondation Genshagen (réalisés par Harris Interactive).



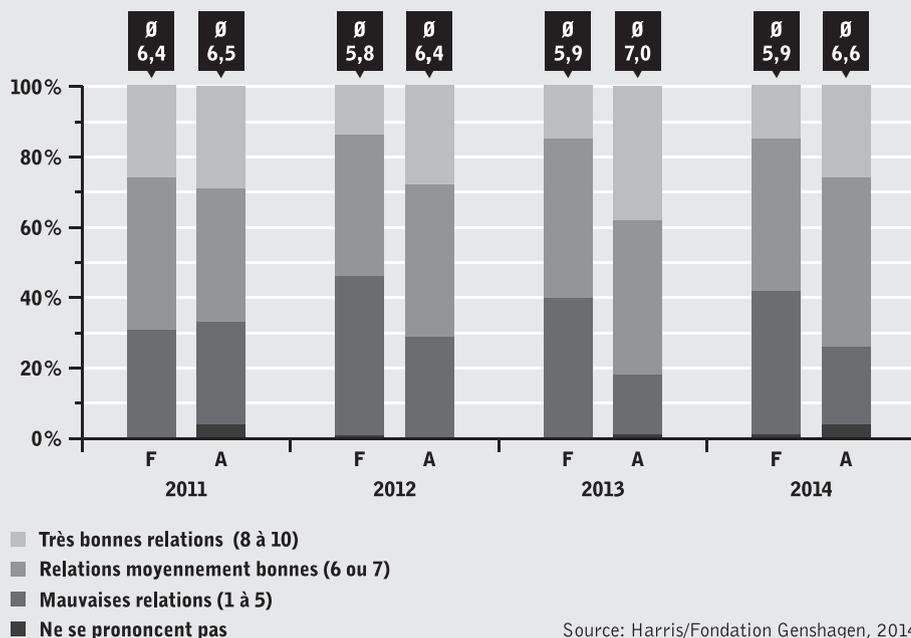
Quelle importance les Français et Allemands accordent-ils aux relations franco-allemandes pour l'avenir de l'UE ?



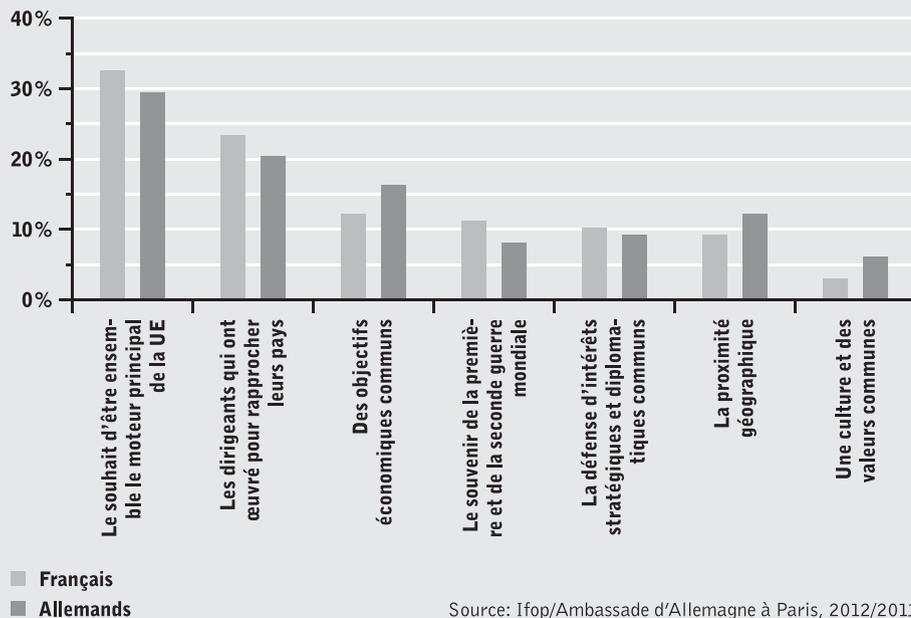
Quel pays de européenne (UE) est le partenaire le plus important ?



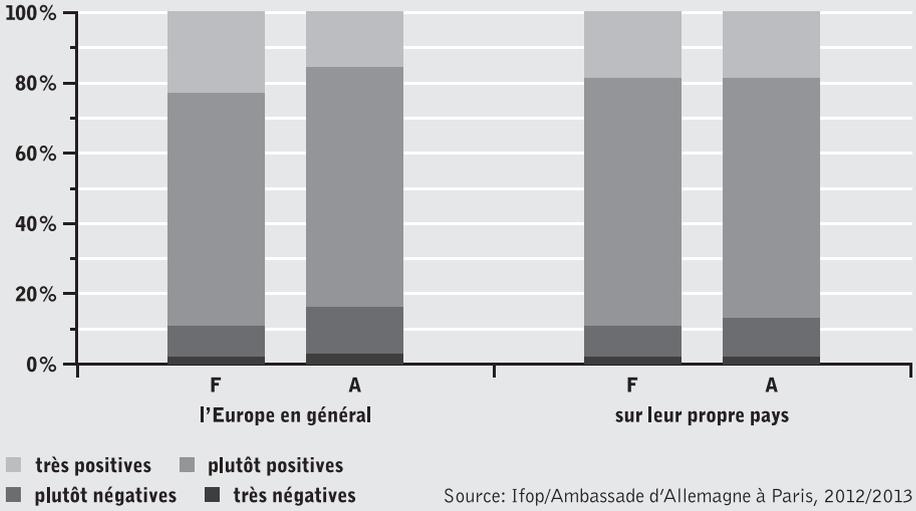
Quel est l'état actuel des relations franco-allemandes ?



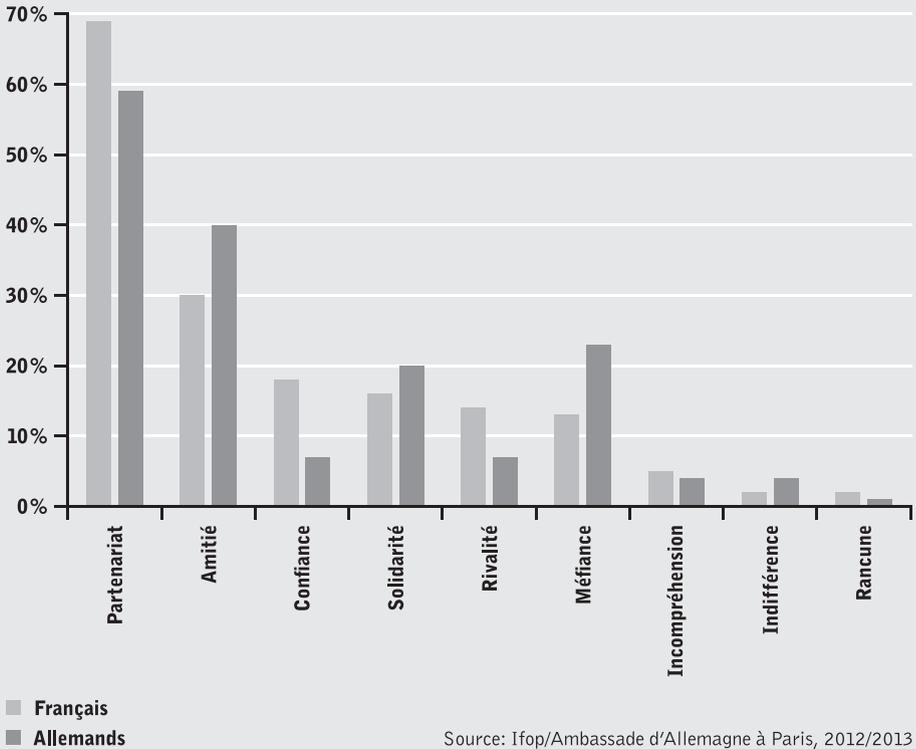
Quel est l'élément principal qui explique que la France et l'Allemagne entretiennent des relations privilégiées ?



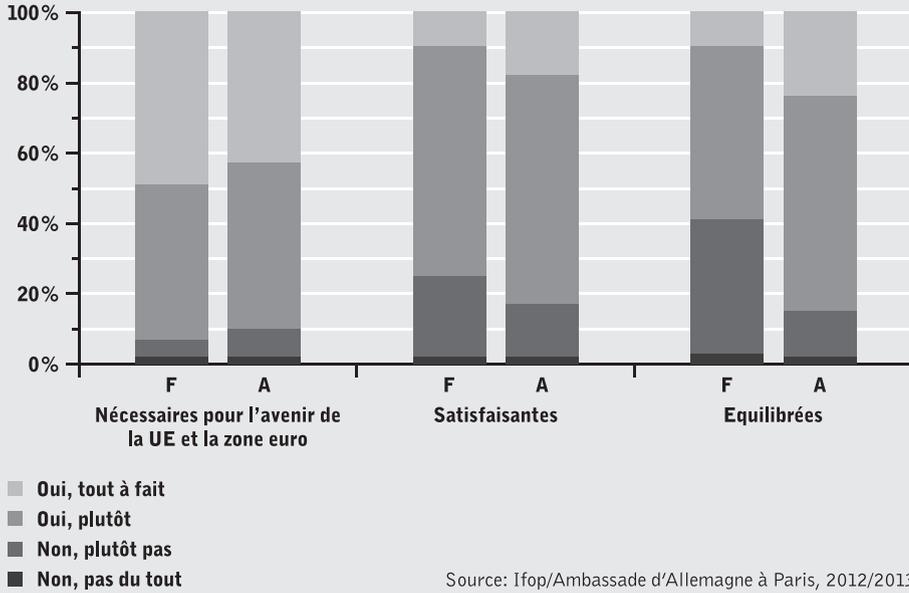
Quelles conséquences ont les liens privilégiés avec la France/Allemagne ?



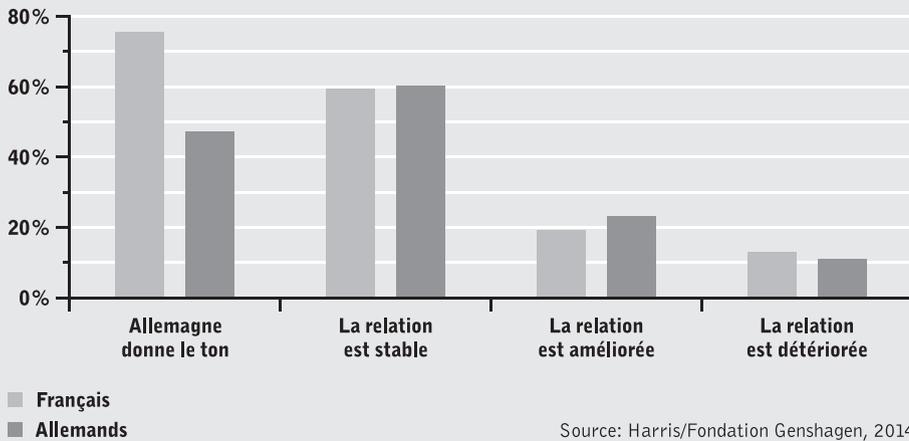
Quels sont, selon vous, parmi les suivants, les deux qualificatifs qui expriment le mieux les relations entre la France et l'Allemagne ?



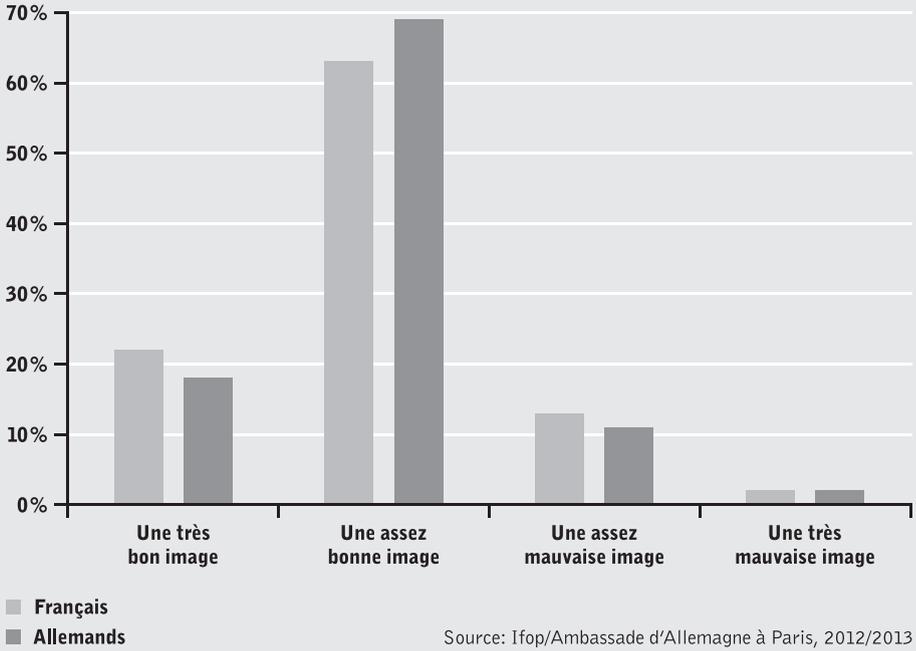
Aujourd'hui, estimez-vous que les relations entre l'Allemagne et la France sont ... ?



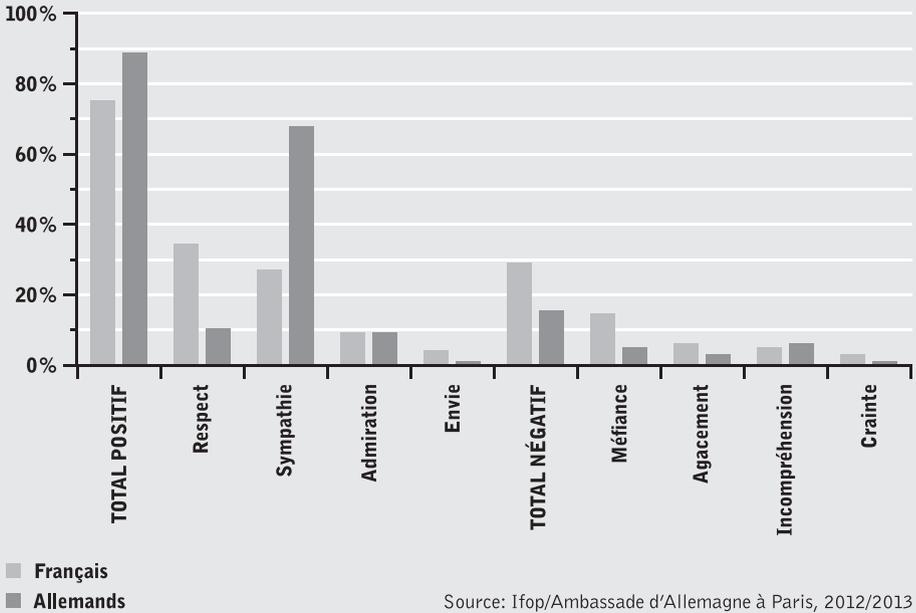
Comment le rapport allemand-français est perçu ?



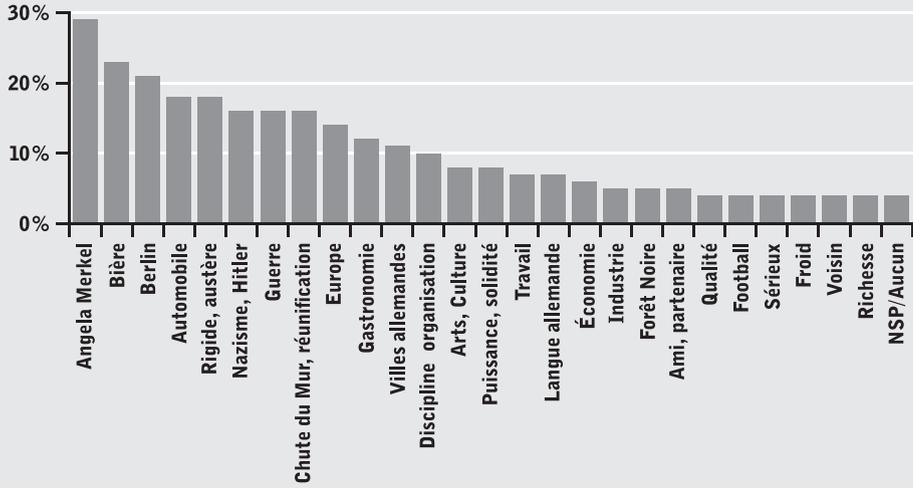
Quelle image les Allemands et les Français ont les uns des autres ?



Et quel sentiment principal vous vient à l'esprit lorsque vous pensez à l'Allemagne/la France ?



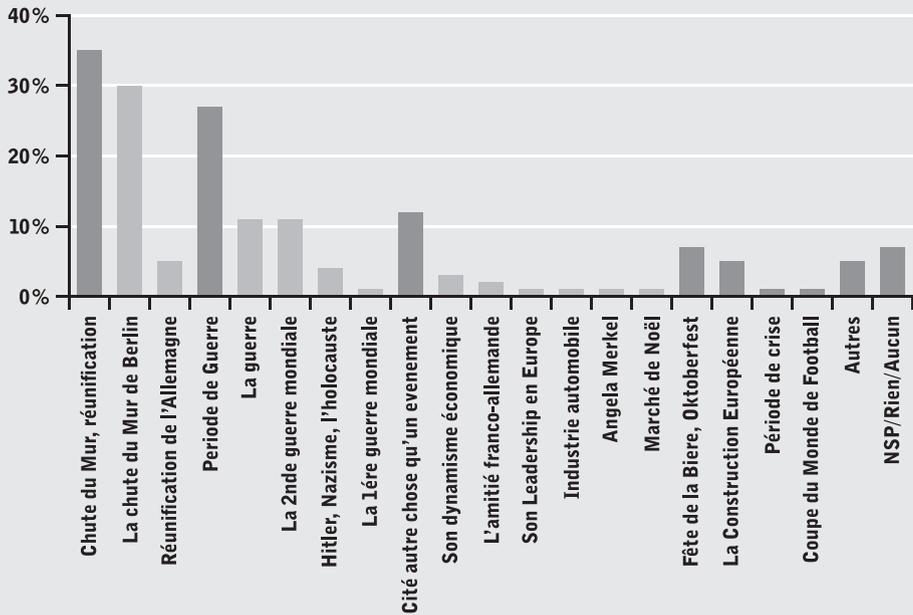
En pensant à l'Allemagne, quels sont tous les mots et toutes les idées qui vous viennent à l'esprit ?



Interviewés: Français

Source: Ifop/Ambassade d'Allemagne à Paris, 2012/2013

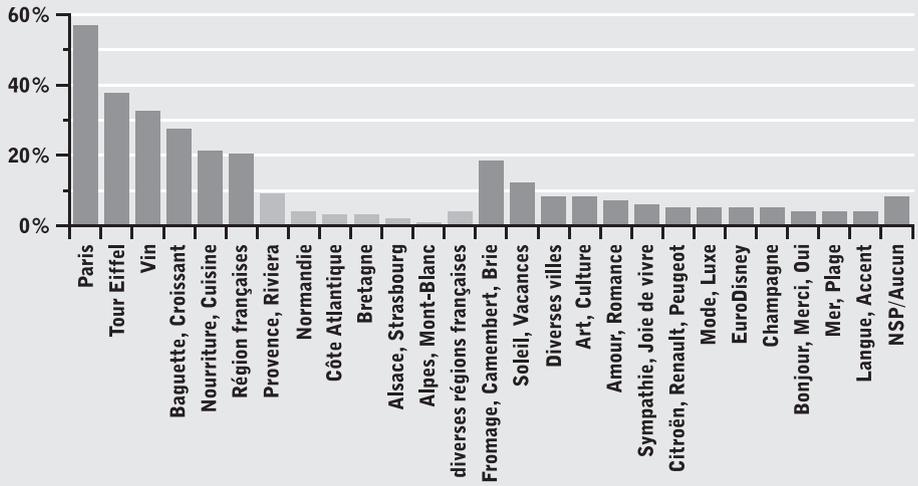
Et plus précisément, quel est l'événement que vous associez le plus à l'Allemagne ?



Interviewés: Français

Source: Ifop/Ambassade d'Allemagne à Paris, 2012/2013

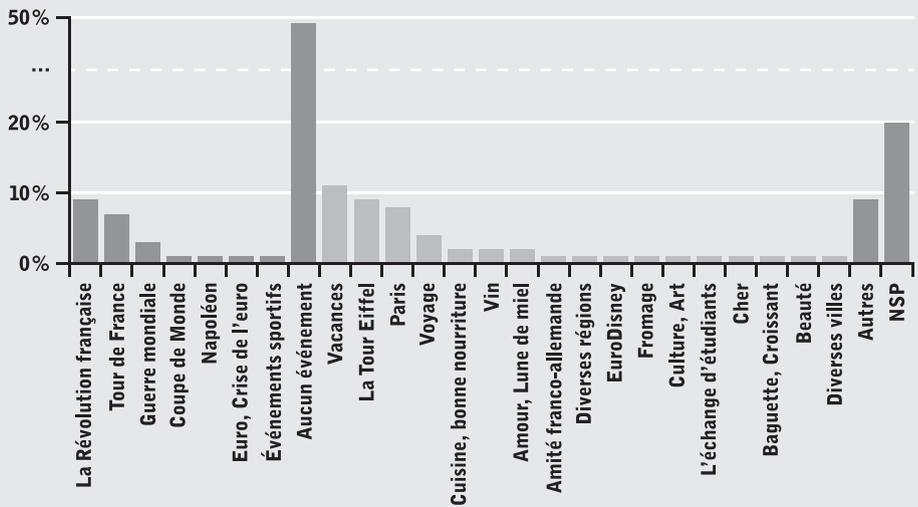
En pensant à la France, quels sont tous les mots et toutes les idées qui vous viennent à l'esprit ?



Interviewés: Allemand

Source: Ifop/Ambassade d'Allemagne à Paris, 2012/2013

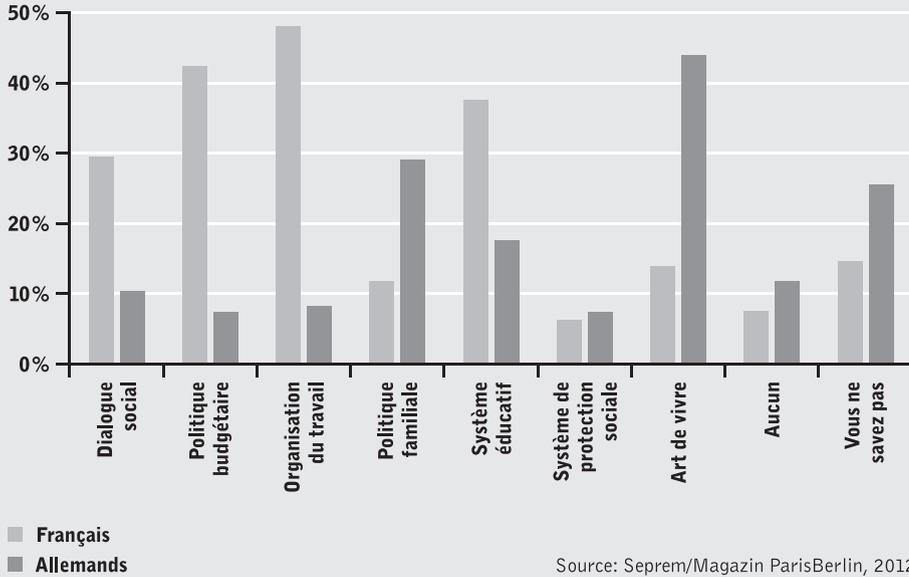
Et plus précisément, quel est l'événement que vous associez le plus à la France ?



Interviewés: Allemand

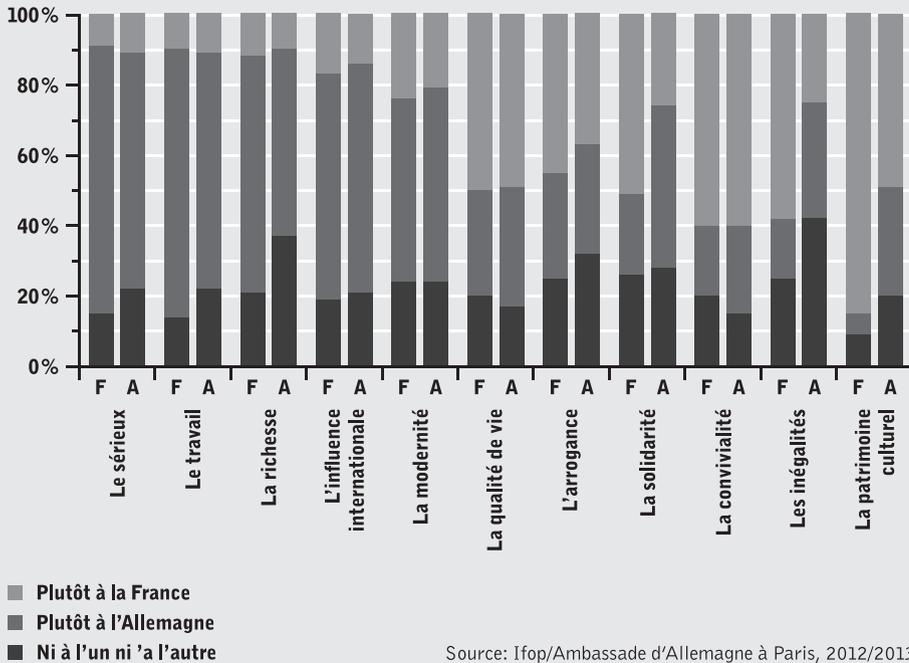
Source: Ifop/Ambassade d'Allemagne à Paris, 2012/2013

Dans quel(s) domaine(s) devrions-nous nous inspirer du modèle allemand ?



Source: Seprem/Magazin ParisBerlin, 2012

Voici une liste de mots et adjectifs. Pour chacun d'eux, indiquez si vous l'associez plutôt à la France, à la Allemagne ?



Source: Ifop/Ambassade d'Allemagne à Paris, 2012/2013

LES AUTEURS

Jens Althoff est directeur du bureau de la Fondation Heinrich Böll à Paris.

Claire Demesmay est directrice du programme franco-allemand à l'Institut allemand de politique étrangère (Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik, DGAP) à Berlin.

Kathrin Glastra est directrice du programme de Transition énergétique européenne à la Fondation Heinrich Böll à Bruxelles.

Julie Hamann est chercheur au programme franco-allemand à l'Institut allemand de politique étrangère (DGAP) à Berlin.

Dr. Christine Pütz, responsable des questions liées à l'Union Européenne de la Fondation Heinrich Böll à Berlin

Andreas Rüdinger est chercheur à l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI) à Paris.

Albrecht Sonntag est professeur au Groupe ESC Troyes.

Henrik Uterwedde est chercheur à l'Institut franco-allemand (Deutsch-Französisches Institut, dfi) à Ludwigsburg et professeur honoraire à l'université de Stuttgart et professeur invité dans plusieurs universités.

Michaela Wiegel est correspondante du Frankfurter Allgemeine Zeitung à Berlin.

Images et stéréotypes. Perceptions franco-allemandes en temps de crise

La France et l'Allemagne – c'est une relation incontournable qui a marqué le destin du continent européen. Elle a été au centre d'une série de guerres qui ont laissé des millions de morts sur les champs de bataille. Une soixantaine d'années après un nouveau départ historique le partenariat franco-allemand est toujours l'axe central de l'unification européenne. Si les Français et les Allemands sont d'accord, les choses avancent ; s'ils sont en désaccord, le moteur de l'intégration tousse. Cela est d'autant plus vrai dans les moments difficiles comme celui provoqué par le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

C'est dans les périodes de crise que l'on mesure à quel point le regard sur le voisin est marqué par des stéréotypes. Une meilleure connaissance de ses modes de perception pourra aider à mieux comprendre l'autre en cas de conflits. Le présent recueil vise à contribuer à une meilleure compréhension respective et analyse les discours politiques et médiatiques en France et en Allemagne. Il aborde à des thèmes particuliers comme la crise de l'euro, la crise des réfugiés, la politique familiale ou le tournant énergétique.

ISBN 978-3-86928-155-1